

ÉTAT DES LIEUX

2023-2024

*pour la transition socio-écologique de la
Gaspésie vers la carboneutralité*



Préparé par
Collectivités Zéro Émission Nette Gaspésie

Mai 2024

Ce document est la mise à jour du 17 décembre 2025 du document rendu public le 22 mai 2024.
La version à jour du document, ainsi que la version abrégée en français et en anglais peuvent être trouvées à l'adresse suivante: <https://czengaspesie.ca>

Reconnaissance territoriale

Dans ce document, l'échelle de la Gaspésie a été choisie pour des raisons stratégiques et pratiques, mais nous reconnaissons que les terres où nous menons nos activités font partie des territoires traditionnels non cédés Mi'gmaw, et liés au Traité de paix et d'amitié de 1760.

Remerciements

Il serait impossible de faire la liste de toutes les personnes et organisations qui ont contribué à l'élaboration de ce document sans risquer d'en oublier. À toutes, nous exprimons une gratitude profonde.

Collectivités Zéro Émission Nette Gaspésie. (2024). *État des lieux 2023-2024 pour la transition socio-écologique de la Gaspésie vers la carboneutralité.*

Document adopté par le comité régional des partenaires le 22 mai 2024.

Crédits

Collectivités ZéN Gaspésie

Site internet : <https://czengaspesie.ca>

Courriel : collectivite.zengaspesie@gmail.com

Porteurs

Direction régionale de la santé publique GÎM

Conseil régional en environnement de la Gaspésie

Solidarité Gaspésie

Partenaires

CIRADD (centre de recherche en innovation sociale spécialisé en développement territorial durable)

Regroupement des organismes communautaires
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine / Corporation de
développement communautaire (ROCGÎM-CDC)

Conseil de l'eau du nord de la Gaspésie (CENG)

Réseau en développement social de la Gaspésie et des
Îles-de-la-Madeleine (RDS-GÎM)

Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie
et des Îles-de-la-Madeleine

Environnement Vert Plus

Cégep de la Gaspésie et des Îles (recherche et enseignement)

Pôle d'économie sociale GÎM

Le mouvement ACTES - CSQ

Regroupement des MRC de la Gaspésie

Collectif Nourrir notre monde



Une initiative de **Québec ZéN**, un projet du **Front commun pour la transition énergétique**.

Table des matières

Présentation.....	2
Collectivités Zéro Émission Nette Gaspésie.....	3
Pourquoi un « état des lieux »?.....	4
Ce à quoi nous faisons face collectivement.....	5
Concepts et définitions utiles.....	7
1. Contexte régional.....	14
Occupation du territoire.....	14
Territoire et milieu naturel.....	17
Profil socio-économique.....	19
*Immigrations.....	24
*Secteur des pêches en Gaspésie.....	26
Autres particularités de la Gaspésie.....	44
Conclusion.....	48
2. Vulnérabilités aux aléas climatiques.....	50
Vulnérabilités aux aléas climatiques en Gaspésie.....	52
Énoncés des vulnérabilités liées aux aléas climatiques en Gaspésie.....	54
3. Émissions de GES.....	61
Énergie, hydrocarbures et transport.....	62
La Gaspésie et ses particularités.....	68
4. Le point sur la recherche liée aux changements climatiques.....	73
Méthodologie.....	73
Portrait de la recherche en Gaspésie.....	73
Conclusion.....	75
5. Cartographie des acteurs.....	76
Introduction.....	76
Les acteurs.....	78
Conclusion.....	112
Synthèse et faits saillants.....	114
Présentation.....	114
La Gaspésie et les personnes qui y habitent.....	114
Les vulnérabilités aux aléas climatiques.....	115
Émissions de GES.....	117
Le point sur la recherche liée aux changements climatiques.....	118
La cartographie des acteurs.....	118
Conclusion.....	120
Prochaines étapes de la démarche de Collectivités ZÉN Gaspésie.....	121
L'étape de l'état des lieux.....	121
Quelles sont les prochaines étapes?.....	121
Bibliographie.....	123

Annexes.....	138
ANNEXE 1: Liste des 12 fiches de lecture pour le chapitre Vulnérabilités.....	138
ANNEXE 2: Liste des regroupements de chercheurs et de chercheuses liés aux changements climatiques.....	141

Liste des tableaux et figures

Image #1 : Schéma du parcours en 5 étapes d'une collectivité ZéN.....	4
Image #2 : Changements climatiques: ce à quoi nous faisons face.....	6
Image #3 : Le beignet de Kate Rayworth.....	8
Image #4 : Population en Gaspésie par tranche d'âge (2021).....	19
Tableau #1 : Pourcentage de la population de 25 à 64 ans selon le genre et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu.....	22
Image #5 : Récapitulatif sectoriel de la pêche en Gaspésie.....	35
Image # 6: L'industrie bioalimentaire de la région Gaspésie en 2022.....	44
Image #7 : Nombre d'autobus et de véhicules de promenade par 1000 habitants, par région du Québec, 2021.....	48
Tableau #2 : Composantes de la vulnérabilité liée à un aléa climatique.....	51
Image #8 : Portrait de l'énergie et des émissions de GES au Québec.....	62
Image #9 : Bilan des émissions de GES au Québec, 2021, et part des émissions par secteur..	63
Image #10 : Le transport, les GES et l'énergie au Québec.....	65
Image #11 : Taux de motorisation (nombre de véhicules par 1000 habitants) et proportion de camions légers dans le parc de véhicules de promenade, 2010 et 2020.....	65
Image #12 : Synthèse des secteurs et type d'énergie les plus émetteurs, volet corporatif de la Ville-de-Carleton.....	71
Tableau #3: Mission des Acteurs Thématique Collectivités résilientes.....	80
Tableau #4 : Mission des Acteurs Thématique Cohérence et responsabilité des gouvernements.	82
Tableau #5 : Mission des Acteurs Thématique Éducation et dialogue social.....	84
Tableau #6 : Mission des Acteurs Thématique Transition juste et justice sociale.....	87
Tableau #7 : Mission des Acteurs Thématique Droits humains, décolonisation et droits des Peuples autochtones.....	89
Tableau #8 : Mission des Acteurs Thématique Financement de la transition en temps d'urgence climatique.....	91
Tableau #9 : Mission des Acteurs Thématique Économie, travail et consommation.....	93
Tableau #10 : Mission des Acteurs Thématique Énergie.....	96
Tableau #11 : Mission des Acteurs Thématique Territoire et biodiversité.....	98
Tableau #12 : Mission des Acteurs Thématique Transport.....	101
Tableau #13 : Mission des Acteurs Thématique Industrie.....	104
Tableau #14 : Mission des Acteurs Thématique Industrie.....	107
Tableau #15 : Mission des Acteurs Thématique Agriculture.....	109
Tableau #16 : Mission des Acteurs Thématique Déchets.....	111

Sommaire

Cet état des lieux brosse un portrait global du territoire gaspésien et de ses populations, et réalise une **synthèse de l'information disponible** sur les questions relatives aux perturbations climatiques concernant la région de la Gaspésie. On y trouve un chapitre sur les vulnérabilités aux aléas climatiques sur le territoire, un sur les émissions de GES, de même qu'une section sur les recherches existantes sur la question.

De plus, dans la démarche de coconstruction et de déploiement d'un plan d'action multi-acteurs régional de transition socio-écologique, ce document vise à présenter **l'information nécessaire pour les étapes à venir**.

L'identification des acteurs principaux, secondaires et innovants du territoire selon 14 thématiques met la table pour consulter et mobiliser les acteurs vers la planification et l'opérationnalisation des chemins de transition¹.

Portée et limites de la démarche

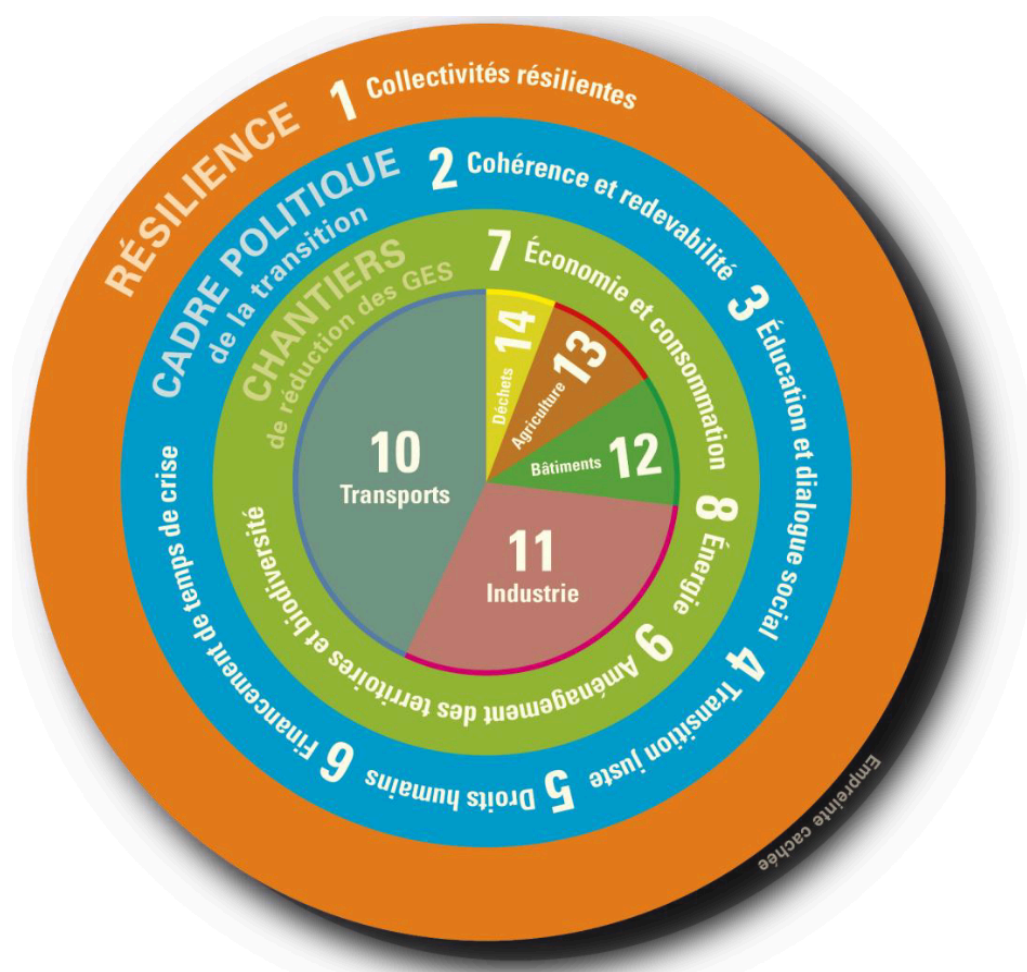
1- Cet état des lieux se veut d'abord un outil de mobilisation. Il a été conçu dans l'intention d'initier au dialogue. Il a été élaboré au mieux de notre connaissance, et dans les limites de nos ressources. Il sera bonifié au fil des mois avec la collaboration de toute organisation intéressée par la démarche. Merci de nous partager vos commentaires [par le biais de ce questionnaire](#).

2- Les acteurs (organismes) identifiés dans ce document (chapitre 5) n'ont pas été consultés, mais simplement identifiés par nos partenaires en fonction de leurs liens avec les thématiques développées dans la feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité v2.0.

¹Ce terme est défini dans le lexique

Présentation

Les Collectivités ZéN sont une initiative du Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ), une coalition agissant en faveur de la transition socio-écologique. Cette transition promue par le FCTÉ s'appuie sur sa feuille de route élaborée collectivement en 2019-2020 par 85 organisations de la société civile pour répondre à la nécessité de transformer nos modes de vie.



Les Collectivités ZéN s'inscrivent dans une volonté commune de passer à l'action à l'échelle des territoires. Leur démarche structurante est guidée par une approche systémique du changement.

Collectivités Zéro Émission Nette Gaspésie

Collectivités Zéro émission Nette Gaspésie (CZÉNG), c'est d'abord et avant tout un groupe d'organisations qui s'associent pour mettre en place les bases d'une démarche concertée pour atteindre une sortie de la dépendance aux hydrocarbures qui soit porteuse de résilience et de justice sociale. Le terme « Collectivités » est au pluriel, car nous considérons que le territoire gaspésien est habité par de nombreuses collectivités et que toutes sont à la fois invitées en tant que parties prenantes, interreliées et bénéficiaires de la démarche vers une transition socio-écologique.

Compte tenu des crises climatiques, sociales, écologiques, économiques et politiques, la mission de Collectivités ZÉN en Gaspésie est d'informer et de susciter des dialogues afin de coconstruire et réaliser une transition socio-écologique visant une sortie de la dépendance aux hydrocarbures qui soit porteuse de résilience et de justice sociale grâce au pouvoir d'agir collectif en territoire gaspésien, territoire Mi'gmaq² non cédé et lié au Traité de paix et d'amitié de 1760.

La vision de Collectivités ZÉN Gaspésie est que...

« D'ici 2030, les communautés, les organisations et les personnes habitant la péninsule gaspésienne seront bien engagées dans des processus collectifs qui augmenteront leurs capacités de comprendre et d'agir pour une sortie de dépendance aux hydrocarbures porteuse de justice sociale. Décidant ensemble pour le bien commun, la résilience et l'adaptation des communautés, elles trouvent et mettent en œuvre des moyens de conjuguer justice sociale et respect des limites des écosystèmes du territoire et de la planète. »

Cette démarche de transition socio-écologique en est une de proximité, où le réseau humain est priorisé et privilégié. Une telle démarche se doit d'être inscrite au sein d'un territoire « vécu ». Elle doit aussi assurer la faisabilité de ses ambitions en étant portée par des forces endogènes suffisantes. C'est pourquoi l'échelle régionale est privilégiée, car plus grande, elle serait diluée et perdrait son enracinement; plus petite, elle perdrait sa capacité d'agir par une mobilisation anémique.

² L'office québécois de la langue française recommande l'usage du mot « Micmac » en français. Certains auteurs et certaines collectivités autochtones privilégient la graphie « Mi'kmaq » ou « Mi'gmaq ».

Image #1 : Schéma du parcours en 5 étapes d'une collectivité ZéN
 source: [site web du FCTÉ](https://www.fcte.org/), fait par Marie-Ève d'Amour de la coop l'Îlot en octobre 2022



Pour réaliser cette transition, les Collectivités ZéN adoptent un parcours en 5 temps :

1. **Démarrage** : Rassembler le plus grand nombre d'organisations aux perspectives diversifiées.
2. **État des lieux et vision** : Documenter la situation actuelle et définir l'objectif à atteindre.
3. **Chemins de transitions** : Identifier les étapes à franchir pour atteindre l'objectif.
4. **Plan opérationnel** : Énoncer les actions à mettre en œuvre à court terme pour amorcer la transition socio-écologique sur le territoire.
5. **Mise en œuvre** : Assurer la mobilisation des organisations et des individus sur le territoire afin de réaliser les actions en faveur de la transition socio-écologique.

Pourquoi un « état des lieux »?

L'état des lieux est un point de départ, qui prépare les étapes à venir, de la vision déterminée par la population jusqu'à la réalisation des chemins de transitions. L'objectif est de dresser un portrait global du territoire et de ses populations, et de réaliser une synthèse de l'information disponible sur les questions relatives aux perturbations climatiques concernant notre région.

Séparé en cinq sections, le document tente de répondre à la question suivante : « que faut-il avoir en tête pour récolter les différentes visions du futur souhaitées par les populations gaspésiennes et ensuite identifier les jalons pour les réaliser? ». Cet état des lieux n'a pas la prétention d'être exhaustif, ou même complet : il faut le concevoir comme un point de départ, comme une ouverture au dialogue, une invitation à joindre la réflexion.

Ce à quoi nous faisons face collectivement

Les changements climatiques sont complexes, ils portent même, en partie, le poids d'une nouvelle proposition d'ère géologique nommée « Anthropocène » en référence à une nouvelle époque où l'activité humaine est devenue la contrainte géologique dominante.

« ... aucun champ de la vie quotidienne n'est épargné : la production alimentaire, l'approvisionnement en eau, la santé physique et mentale des individus, les infrastructures, la chaîne d'approvisionnement économique, tout comme la survie d'une partie du monde naturel. [...] La crise climatique oblige les décideurs politiques à faire preuve d'une vision et d'une audace sans précédent. Il faut décider aujourd'hui des politiques qui auront des effets dans 30, 40 ou 50 ans. [...] Lutter contre les changements climatiques est un investissement, dans le sens le plus pur du terme. [...] La crise climatique englobe les autres [crises]. »³

La trajectoire actuelle de nos émissions de GES, malgré un ralentissement observé de leur croissance, nous mène à une augmentation de la température de plus de 2,0 °C en moyenne en 2100. Même si on arrivait à restreindre l'augmentation des températures moyennes à 1,5 °C au courant du siècle, « Au-delà du XXI^e siècle, plusieurs éléments du système climatique continueraient d'évoluer et la hausse du niveau de la mer se poursuivrait même si la température moyenne du globe était stabilisée » (GIEC, 2019, p. 85). Nous devons, nous devrons faire face à ces enjeux.

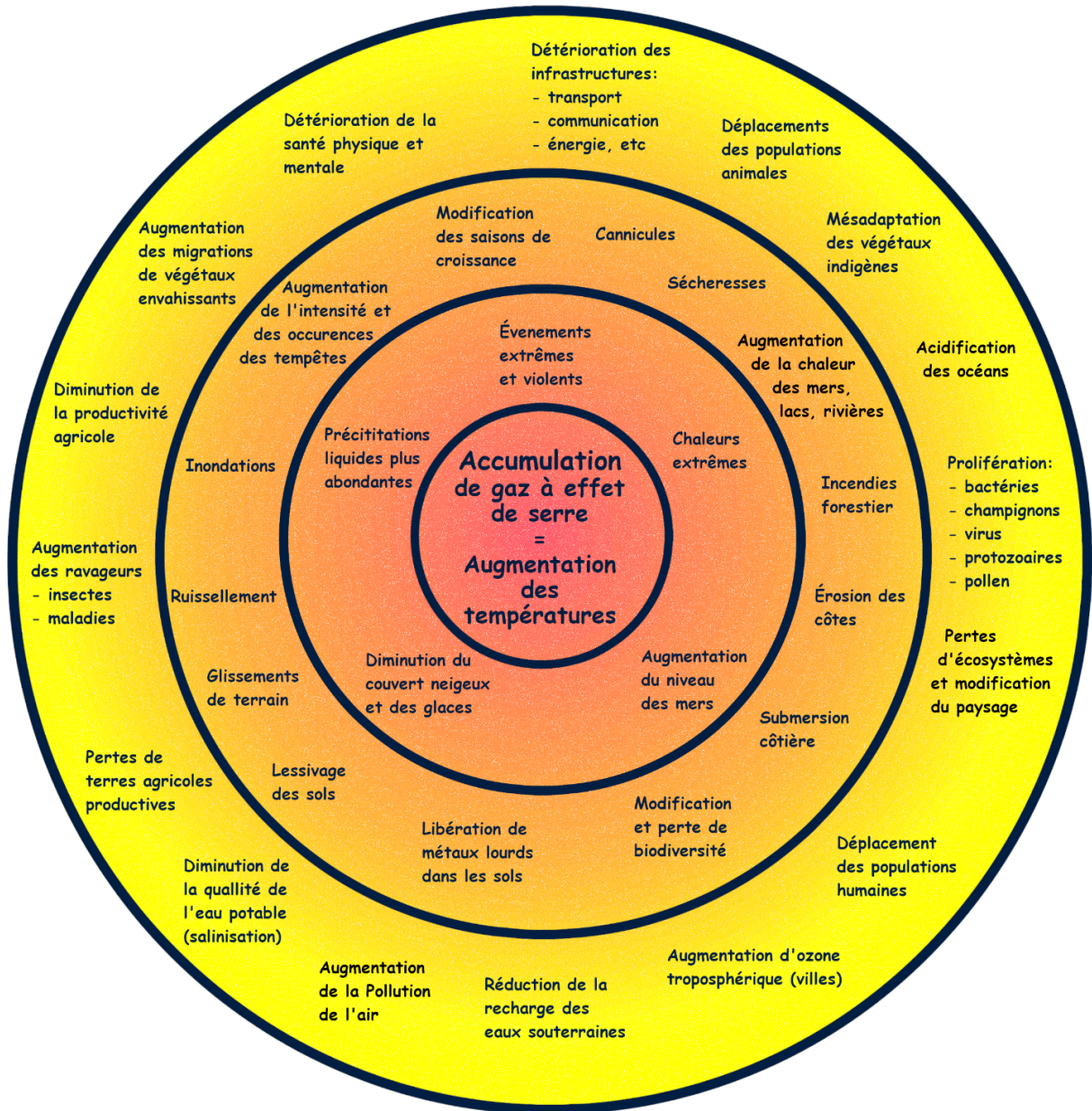
Voici quelques exemples des effets et impacts que peuvent provoquer les dérèglements climatiques en territoire gaspésien comme partout sur la planète.

³ Leblanc É. Radio-Canada Info, 5 mars 2022, Rapport du Giec sur le climat: la crise des crises, consulté le 28 février 2024: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1866232/rapport-giec-climat-adaptation-outils>

Image #2 : Changements climatiques: ce à quoi nous faisons face

source: figure inspirée de

Ouranos (2010 et 2015) et Direction de la santé environnementale et de la toxicologie de l'INSPQ (2021)



Concepts et définitions utiles

Nous présentons ici quelques concepts et définitions utiles pour mieux comprendre le cadre théorique dans lequel s'inscrit l'état des lieux et la démarche de CZÉNG en général.

Environnement

Selon la définition du dictionnaire Larousse, « l'ensemble des éléments (biotiques et abiotiques) qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins », ou celle du Petit Robert : « l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines »⁴. L'environnement contient « tout », le non-vivant, le vivant, les interactions, les cultures (humaines) et les comportements.

Écologie

L'écologie est une science qui étudie les interactions des êtres vivants entre eux et avec leur milieu. L'ensemble des êtres vivants, de leur milieu de vie et des relations qu'ils entretiennent forme un écosystème. Lorsqu'on parle de crise écologique, il s'agit d'une situation où l'environnement biophysique d'un individu, d'une espèce ou d'un écosystème évolue de façon défavorable à sa survie. Généralement, ces « crises » surviennent lorsque la qualité de l'environnement se dégrade par rapport aux besoins d'une ou de plusieurs espèces ou lorsque la qualité de l'habitat est réduite ou encore lors de dérèglements populationnels (p. ex.: cycle de vie du lièvre : surpopulation, surbroutage, maladies induites, déclin de la population)⁵. D'un point de vue écologique, un écosystème est en santé lorsque ce dernier montre des signes d'équilibre et de stabilité malgré les perturbations et le dynamisme constant qu'il subit.

Transition socio-écologique

Selon l'INSPQ, « La transition socio-écologique ne vise pas le changement de quelques comportements, mais plutôt de notre mode de vie afin de favoriser le mieux-être de tous et toutes, et ce, en cohérence avec les ressources naturelles disponibles. Parler de transition, c'est de parler de refondre, de changer en profondeur des systèmes, des modèles et des modes de fonctionnement, de production et de consommation. Ainsi, la transition n'est pas en opposition avec les initiatives de développement durable, mais les dépasse considérablement. Elle concerne au

⁴ Environnement. (2024, 22 février). Dans *Wikipédia*. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Environnement>

⁵ Écologie. (2024, 7 mars). Dans *Wikipédia* <https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cologie>

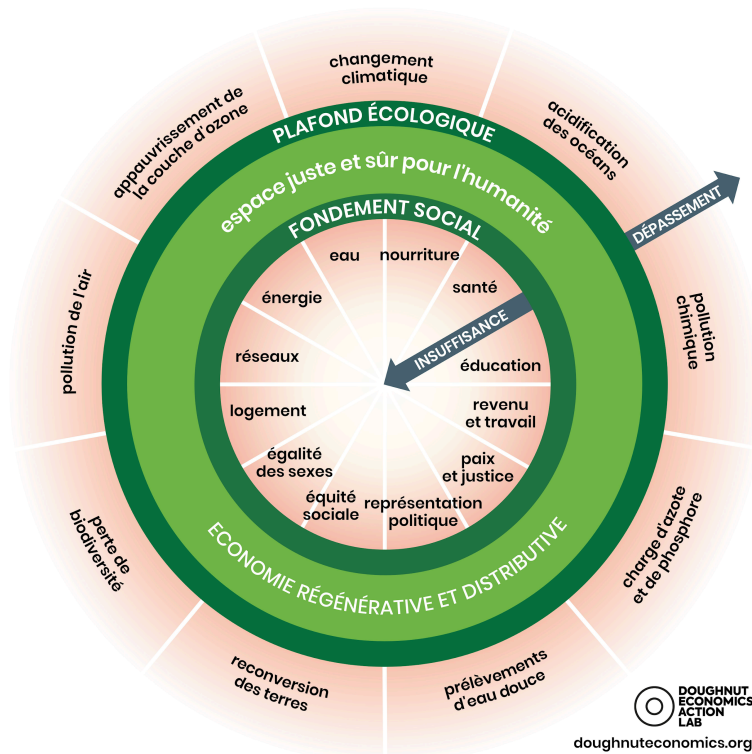
premier chef les communautés locales, car elle implique une transformation s'appuyant sur des processus de démocratie locale et de solidarité »⁶.

La transition se définit aussi comme « le passage de l'état actuel du système à un état socialement plus juste, inclusif et écologiquement viable, rendu possible grâce à une transformation de nos pratiques démocratiques, de nos modes de productions, de consommations, de vivre ensemble et de nos représentations (récits), et s'appuyant sur l'établissement de rapports sociaux porteurs de justice sociale et d'inclusion » (Guay-Boutet et al., 2021).

On pourrait résumer ça en une image, celle du beignet (ou donut) de Kate Rayworth: le plafond écologique à ne pas dépasser, et le plancher social à assurer pour tout le monde.⁷

Image #3 : Le beignet de Kate Rayworth

source: Doughnut Economics Action Lab (ou DEAL). (2022). *Doughnut Unrolled – Introducing the four lenses*. [outil en ligne], <https://doughnuteconomics.org/tools/doughnut-unrolled-introducing-the-four-lenses>



⁶ INSPQ 2023, Journée annuelle de santé publique, *Créer des environnements sains et équitables : Transition socioécologique* et développement des communautés, mars 2023

⁷ Inspiré de Kate Raworth, (2022), *La théorie du Donut, l'économie de demain en 7 principes*. Éditions J'ai lu, Flammarion, 504 p.

Dans le contexte d'**urgence climatique**, il s'agit d'une transition **écologique** (qui respecte les limites de la planète, et qui implique plusieurs transitions), **énergétique** (qui vise à décarboner notre économie, c'est-à-dire à changer nos modes de production et de consommation d'énergie), et **sociale** (qui articule les précédents enjeux avec les questions d'équité et de justice climatique).

« La question n'est plus de savoir si nous nous dirigeons vers une société profondément différente, mais si cette transition sera entièrement subie, ou au moins partiellement choisie ».⁸

C'est un appel à une transformation sociétale structurelle profonde, et non un défi technique. On parle de transformation **systémique**. Or, un « changement systémique est un processus qui favorise le changement structurel de tout un système en se centrant sur la relation et l'interaction de ses différentes parties. Un changement systémique vise à s'attaquer aux causes d'un problème et non seulement à ses effets »⁹. La transition socio-écologique est une transformation qui tient compte de l'ampleur des changements à opérer et de la vitesse à laquelle il faut procéder, et cela, sans brûler les étapes décisives du **dialogue social et de la participation**.

Chemins de transition

Cette approche¹⁰ est basée sur l'idée que le futur n'est pas entièrement déterminé par le présent et que les communautés peuvent influencer leur trajectoire en imaginant un avenir en se dotant d'une vision du futur la plus souhaitable. La mise en place de cette démarche permet d'élaborer un « chemin » pour s'y rendre en faisant ressortir le pouvoir d'agir de chaque type d'acteur et l'importance de l'action concertée. Le cheminement proposé vise à faire ressortir les priorités pour réellement changer de cap et pour mener notre région côtière vers le futur choisi. La démarche permettra aux communautés de se donner les moyens de ne pas uniquement subir la transition, mais de la choisir. Cette approche a été développée dans le but d'impliquer le plus grand nombre et la plus forte diversité des savoirs possibles (scientifiques, professionnels et professionnelles, citoyennes et citoyens). Ce cheminement est celui qui sera le parcours de CZÉNG au cours des prochaines années.

Justice climatique

L'équité et les droits humains doivent être au cœur de la prise de décision et des mesures prises pour contrer les changements climatiques. La notion de justice sociale a été développée à l'origine

⁸ Chemins de transition, UQAM et Espace pour la vie, *Qu'entend-on par Transition?* vidéo du site web, consulté le 6 février 2024. <https://cheminsdetransition.org/transition/>

⁹ Extrait de la définition de « changement systémique » sur Praxis, une composante de « En commun », une initiative de «Projet collectif » consulté le 29 février 2024: <https://praxis.encommun.io/def/changement-systemique/>

¹⁰ Chemins de transition, UQAM et Espace pour la vie, *Qu'entend-on par Transition?* vidéo du site web, consulté le 6 février 2024. <https://cheminsdetransition.org/transition/>

par le mouvement syndical pour protéger les travailleurs et les travailleuses touchées par la transition vers une économie sobre en carbone. La notion s'est rapidement élargie pour assurer la protection de toutes les personnes susceptibles d'être affectées par des transformations systémiques.

Parce que nous ne sommes pas également :

- affectés(-ées) par les perturbations climatiques, parce que nous n'avons pas tous la même vulnérabilité face aux changements climatiques et parce que nous n'avons pas tous la même capacité d'y répondre;
- touchés(-ées) par les mesures prises pour y répondre;
- responsables de la production de gaz à effet de serre;
- responsables de la destruction de la biodiversité;
- bénéficiaires de cette destruction.

Ces inégalités sont structurelles (fondées sur le genre, la race, l'origine ethnique, des conditions de santé, etc.), socio-économiques (ressources insuffisantes, dans la capacité de polluer) et intergénérationnelles (les générations futures n'ont pris aucune décision quant aux impacts qu'ils auront à subir).

Dans la lutte aux changements climatiques, il y a un risque non négligeable que les mesures qui seront prises contribuent à concentrer les leviers de la résilience climatique dans les mains de ceux qui y avaient déjà un accès privilégié.

Adaptation et atténuation

« Atténuation (ou réduction ou mitigation): Intervention humaine visant à réduire les sources et les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer l'efficacité des puits de GES.

Adaptation : Ensemble d'initiatives et de mesures prises pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des systèmes naturels et humains aux effets réels ou prévus des changements climatiques. »¹¹

« Les mesures d'adaptation côtières implantées au Québec peuvent être divisées en deux grandes catégories : les mesures techniques et les mesures réglementaires et politiques (...) différentes mesures d'adaptation côtières peuvent être utilisées. Or, ces mesures peuvent parfois manquer de vision à long terme et d'intégration de

¹¹ Comprendre la science de l'adaptation - atténuation et adaptation (s.d) dans Ouranos.
<https://www.ouranos.ca/fr/attenuation-adaptation>

l'autre type de réaction aux changements climatiques soit l'atténuation. La difficulté à relier adaptation et atténuation est présente dans plusieurs secteurs, dont les zones côtières » (Crevier-Lapointe 2016).

L'adaptation et l'atténuation sont deux avenues pour lutter contre les changements climatiques. Les deux s'inscrivent dans l'urgence d'agir et doivent être utilisées de façon complémentaire. Les perturbations climatiques sont déjà en cours et vont se poursuivre encore longtemps, même si tous les habitants et toutes les sociétés de la planète devenaient « carboneutres » du jour au lendemain. Il faut donc s'adapter, mais s'adapter jusqu'où? Sans atténuation, il est vain d'espérer s'adapter aux conditions qui prévaudraient sur Terre à plus de 3° ou 4° C de réchauffement.

Vulnérabilité

La vulnérabilité climatique est cette « propension ou prédisposition d'une population à subir des dommages si elle est exposée à un aléa. » (St-Germain et al., 2023) . Elle implique des facteurs de sensibilités psychosociales et territoriales, d'exposition aux aléas climatiques et de capacités d'adaptation:

- l'exposition fait référence à l'ampleur, la fréquence ainsi que la distribution spatiale des aléas climatiques;
- la sensibilité est un état physique, mental, socio-économique, environnemental et territorial de fragilité face à un aléa;
- la capacité d'adaptation réfère aux moyens qu'ont des individus, des ménages, des communautés ou des institutions pour faire face, planifier ou s'adapter aux aléas climatiques.

« Ces composantes de la vulnérabilité se recoupent car, souvent les personnes disposant de peu de moyens (capacité d'adaptation) ont aussi des caractéristiques les rendant plus susceptibles d'être affectées par les changements climatiques (sensibilité). Ainsi, bien que toute la population soit exposée au climat changeant, les différentes populations ne sont pas égales face à ses effets. S'attarder à la sensibilité et à la capacité d'adaptation permet de discerner des populations étant plus susceptibles d'être touchées par les conséquences des changements climatiques. » (St-Germain et al., 2023)

Collectivité résiliente

« COLLECTIVITÉ — Dans le présent contexte, une collectivité est un ensemble de personnes et d'organisations liées à un territoire dont le périmètre est défini par les gens qui la forment. On reconnaît l'existence d'une collectivité à la présence d'un sentiment d'appartenance et d'une dynamique qui lui sont propres. Une collectivité

est donc un concept qui correspond à un territoire, mais non à une unité administrative en particulier. Il peut s'agir par exemple d'une région, d'une ou plusieurs MRC, d'une municipalité, d'un quartier, etc.

RÉSILIENCE — La résilience est la capacité d'un système à absorber les altérations et à faire face aux pressions de manière à conserver sa cohésion et à continuer à remplir ses fonctions. Ce terme ne doit pas être utilisé à la légère, car il est fortement connoté pour les peuples, les communautés et les personnes qui ont dû ou doivent lutter pour survivre ou préserver leur intégrité. Nous l'employons ici parce que la crise climatique menace la vie sur Terre.

Nous reconnaissons toutefois que le sens du mot « résilience » varie en fonction des privilèges dont bénéficient chaque peuple, communauté ou personne. Notamment, la résilience des communautés autochtones repose sur leur capacité à survivre à des politiques continues d'oppression, de dépossession et d'assimilation¹². Pour devenir résiliente, une collectivité œuvre d'abord et avant tout en amont pour atténuer les chocs et les stress qui pourraient affecter sa capacité à répondre à ses besoins essentiels (eau potable, alimentation, sécurité, logement, énergie, santé, etc.) et à assurer sa qualité de vie. Elle se prépare et se transforme, si nécessaire, afin de prévenir les perturbations et d'acquérir la capacité de faire face à celles qu'elle ne peut éviter. Dans le contexte actuel, l'atteinte de la résilience des collectivités passe par la transformation des divers systèmes qui sont à l'origine du réchauffement climatique. » (FCTÉ, 2020, p. 13)

Subsidiarité

Dans le cadre d'une transition socio-écologique régionale, la notion de subsidiarité prend toute son importance: « Le **principe de subsidiarité** est une maxime politique et sociale selon laquelle la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, revient à l'entité compétente la plus proche de ceux qui sont directement concernés par cette action. Lorsque des situations excèdent les compétences d'une entité donnée responsable de l'action publique, cette compétence est transmise à l'entité d'un échelon hiérarchique supérieur et ainsi de suite. Le principe de subsidiarité veille à ne pas déconnecter la prise de décision publique de ceux qui devront la respecter. C'est en somme la recherche de la sphère d'influence adéquate dans une organisation sociale par laquelle se déploie une action publique. »¹³ Elle s'inscrit donc dans une perspective démocratique authentique.

¹² 1. D. Thomas, et al. 2016. Re-Evaluating Resilience : From Individual Vulnerabilities to the Strength of Cultures and Collectivities among Indigenous Communities. Resilience 4 (2) : 116–29. — I. White et P. O'Hare. 2014. From Rhetoric to Reality : Which Resilience, Why Resilience, and Whose Resilience in Spatial Planning ? Environment and Planning C : Government and Policy. 32 : 934-50. — C. Humbert et J. Joseph. 2019. Introduction : The Politics of Resilience : Problematising Current Approaches. Resilience 7 (3) : 215–23.

¹³ Principe de subsidiarité. (2024, 16 mars). Dans Wikipédia https://fr.wikipedia.org/wiki/Principe_de_subsidiarite%C3%A9

État des lieux

« Aujourd'hui, le monde a besoin d'une alternative radicale et d'une vision claire: La vision d'une société écologiquement soutenable qui améliorera réellement la qualité de vie d'une majorité d'entre nous. C'est à cette condition que les citoyens accepteront de s'engager dans l'entreprise de longue haleine qui nous attend. »

*Kate Pickett et Richard Wilkinson,
Pour vivre heureux, vivons égaux, LLL, 2019*

1. Contexte régional

** Le territoire pour lequel nous avons confectionné cet état des lieux est représenté par les 5 MRC suivantes: Avignon, Bonaventure, Le Rocher-Percé, La Côte-de-Gaspé et La Haute-Gaspésie. Elle se distingue de la région administrative (qui englobe la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine) et de la région "touristique" de la Gaspésie (qui englobe la Matanie).*

Occupation du territoire

Géographie

La Gaspésie est formée d'une péninsule ceinturée par l'estuaire du fleuve Saint-Laurent, le Golfe du Saint-Laurent et la Baie-des-Chaleurs.

Une région grande comme la Belgique, partiellement détachée physiquement du reste du territoire québécois, elle compte 943 km de côtes, un port de mer, celui de Gaspé, géré par la Société portuaire du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie et de plus d'une vingtaine de quais destinés principalement à la pêche commerciale ou sportive et au transport de marchandises. La population de la péninsule compte un peu plus de 79 000 habitants. Sur les 42 municipalités que compte le territoire, 33 sont côtières, mais représentent 93 % de la population gaspésienne. On compte 3 communautés micmaques dont deux avec réserve, celle de Listuguj et celle de Gesgapegiag et une sans réserve, Gespeg.

Ce chapelet de villes et villages est regroupé principalement le long de la route 132, qui fait le tour de la péninsule. 79% du territoire gaspésien appartient au domaine public : les habitants et les infrastructures des huit territoires non-organisés (TNO) sont administrés par les MRC, et le territoire public et ses ressources sont administrés principalement par le Ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

Historique de l'occupation du territoire

L'histoire entière de la Gaspésie est liée à ses côtes maritimes et à ses forêts. Les communautés micmaques qui s'y étaient établies depuis la fin de l'ère glaciaire y vivaient en alternance entre la côte, en période estivale et l'intérieur des terres en période hivernale. Bien avant l'arrivée des colonisateurs européens, d'abord français (Jacques Cartier en 1534), puis suivi de la Conquête britannique (1760), la pêche commerciale y était pratiquée, la pêche à la morue étant de loin la plus grande activité commerciale européenne en sol canadien. Les Mi'gmaq eux, spoliés de toutes parts

et sans jamais avoir cédé ni droits, ni territoires, à quelque couronne que ce soit, se voient contraints à abandonner leurs sources de subsistance et leur milieu de vie. Ils n'ont cependant jamais cessé de revendiquer leurs droits et leur territoire ancestraux. La Gaspésie a accueilli de nombreuses vagues migratoires et, comme le dit l'historien Pascal Alain¹⁴, toutes « s'ajoutent à cette courtépointe culturelle pour en faire une région ouverte sur le monde ». Toutefois, même si la Gaspésie a accueilli dans le passé de nombreuses vagues migratoires, elle n'est pas exempte du racisme systémique présent dans la société ou qu'elle fait face aux mêmes défis que les autres endroits/régions du Québec où persiste le racisme.

Groupes linguistiques du territoire

Il existe plusieurs communautés au sein d'un territoire aussi vaste que la Gaspésie et qui s'étale sur une aussi longue période historique. Nous tenterons dans cette section d'aborder les principales collectivités fondatrices du territoire et en déceler les éléments les plus marquants qui affectent le « vivre ensemble ». Cette distinction sera abordée en fonction de la langue « d'origine » (liée à la culture des arrivants). Ces langues sont le Mi'gmaq, l'anglais, le français (incluant la culture acadienne).

Seulement 460 personnes se disent locutrices d'autres langues en Gaspésie, mais ce nombre est voué à augmenter au fur et à mesure que de nouvelles vagues migratoires se déploient dans la région. Par ailleurs, ce nombre ne comprend pas les travailleur·euses étrangers·ères temporaires saisonniers·ères, qui oeuvrent dans les domaines agricole, du tourisme et de la transformation des produits de la mer, dont plusieurs sont parlent espagnol ou tagalog filipino, entre autres langues.

Les Mi'gmaw

Trois communautés Mi'gmaw vivent sur la péninsule gaspésienne : Gesgapegiag, Listuguj et Gespeg. Elles font partie de l'Assemblée de la nation micmaque du Québec, nommée le Mi'gmawei Mawiomí. Elles sont aussi regroupées au sein du Secrétariat du Mi'gmawei Mawiomí (MMS). Les communautés de Listuguj et de Gesgapegiag ont un territoire désigné de « réserve », tandis que la communauté de Gespeg a un statut « sans réserve », ce qui a une incidence négative importante autant dans l'aide gouvernementale que dans la non-reconnaissance des institutions gouvernementales¹⁵. Dans la région, bien que la population totale des trois communautés soit évaluée à 7 599 personnes, dont 2 806 personnes vivant sur les réserves, on ne compte que 170

¹⁴ Alain P., 15 faits marquants de l'histoire gaspésienne, Site web Vivre en Gaspésie, consulté le 26 février 2024: <https://vivreengaspesie.com/15-faits-marquants-de-l-histoire-gaspesienne/>

¹⁵ Jeannotte, M. (2017), *La réalité d'une communauté SANS Réserve au Québec*, Présenté à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Documents_depotes_a_la_Commission/P-050.pdf

personnes qui identifient la langue Mi'kmaq comme leur langue maternelle. « La langue micmaque est enseignée à l'école et parlée par plusieurs membres des communautés de Listuguj et de Gesgapegiag. L'anglais est la langue seconde. Les Mi'gmaw de Gespeg parlent surtout français et de plus en plus de jeunes Mi'gmaw connaissent aussi bien le français que l'anglais. »¹⁶ Les Mi'gmaw revendiquent le droit au territoire et à leur mode de vie coutumier. Ils développent de plus en plus d'outils leur permettant un développement autonome comme la création en 2014 du Mi'gmawei Mawimi Business Corporation (MMBC) et du parc éolien Mesgi'g Ugju's'n (MU).

La communauté anglophone

La communauté anglophone gaspésienne trouve ses origines principales en Angleterre et en Irlande. En 1784, suite à l'indépendance américaine, près de 500 personnes vinrent « s'établir à New Carlisle, New Richmond et Douglastown pour y pratiquer l'agriculture.[...] C'est essentiellement grâce à eux que de nombreuses institutions anglophones ont vu le jour ».¹⁷

8 175 personnes composent la communauté anglophone en GÎM, ce qui représente environ 10% de la population, alors que seulement 4,8 % se disent unilingue anglophone. La plus grande partie de cette communauté réside dans les MRC de Bonaventure et d'Avignon. L'anglais est la principale langue parlée dans les communautés micmaques de Listuguj et Gesgapegiag, et dans 4 municipalités de la MRC Bonaventure, plus d'une personne sur deux a l'anglais comme langue maternelle, soit Shigawake (58,2 %), Hope Town (56,7 %), New Carlisle (56,6 %) et Cascapédia-Saint-Jules (52,9%).

Cette communauté minoritaire dans la péninsule est confrontée aux obstacles de communication qui affectent toutes les collectivités linguistiques minoritaires au pays, notamment sur la santé des individus, par exemple, par une augmentation du temps de consultation, ou les enjeux liés à la disponibilité et la qualité des services dans la langue de leur choix. L'organisme CASA (Committee for Anglophone Social Action) travaille activement au développement et au renforcement de la vitalité de cette communauté en représentant ses intérêts et proposant des programmes pour répondre à ses besoins.¹⁸

¹⁶ Profil des nations autochtones au Québec - *Micmacs*. (2023, 23 février). Dans gouvernement du Québec <https://www.quebec.ca/gouvernement/portrait-quebec/premieres-nations-inuits/profil-des-nations/micmacs>

¹⁷ Billingsley, R (CASA). (2014). *Portrait de la communauté anglophone de la Gaspésie*. Magazine Gaspésie, 51(1), 40–42, <https://www.erudit.org/fr/revues/mgaspesie/2014-v51-n1-mgaspesie01161/71135ac.pdf>

¹⁸ À propos de CASA, [site web de l'organisme], <https://casa-gaspe.com/fr/casa/qui-sommes-nous/>

La communauté francophone et acadienne

Lors de la conquête par les Britanniques en 1760, la péninsule gaspésienne ne compte que quelques centaines (environ 400) de pêcheurs d'origine française . À ce moment, la plupart sont déportés hors de la péninsule, comme ceux du territoire acadien, mais plusieurs familles se réfugient au cœur de la Gaspésie et continuent d'y vivre. En 1774, l'acte de Québec accorde la liberté de culte et permet aux catholiques francophones de participer aux affaires de la colonie. Après les rébellions au Haut et au Bas-Canada, en 1840, les francophones représentent déjà 76 % de la population du Canada-Est.

En 2023, la part de la population gaspésienne parlant français à la maison est de 88,7 %. Encore aujourd'hui, on retrouve partout sur le territoire les patronymes des descendants acadiens tel les: Alain, Arsenault, Babin, Bernard, Berthelot, Boudreau, Bourg, Bujold, Cyr, Comeau, Dugas, Gallant, Gauthier, Henry, Landry, Leblanc, Poirier et Turbide. Ils et elles sont de toute évidence toujours bien présents en Gaspésie.

Territoire et milieu naturel

La péninsule de la Gaspésie est rattachée au continent par la Vallée de la Matapédia. Elle est complètement couverte par la partie nord de la chaîne des Appalaches, formée il y a 500 mille ans. Les monts Chic-Chocs et McGerrigle forment le cœur du territoire gaspésien, comptant plusieurs sommets (25) de plus de mille mètres d'altitude; le Mont Jacques-Cartier culminant à 1270 m. Ces conditions montagneuses favorisent une grande variété d'écosystèmes liés à l'altitude, passant du niveau de la mer dans lesquels on retrouve des assemblages du domaine bioclimatique de la Sapinière à bouleau jaune en périphérie à celui de la Sapinière à bouleau blanc en son centre dans les hauts massifs gaspésiens. À plus de 700 m d'altitude, on retrouve la toundra alpine où vivent les caribous des bois, écotype montagnards, dernière population au sud du fleuve St-Laurent avec à peine plus d'une trentaine d'individus.

L'hydrographie de la péninsule est également particulière et unique au Québec. En raison de son relief accidenté, le système hydrographique de la région est essentiellement constitué d'un dense réseau de rivières et de ruisseaux drainant rapidement l'eau vers le milieu marin. La Gaspésie est la région où on retrouve la plus faible proportion de milieux humides avec une couverture moyenne de

2 %¹⁹ seulement alors qu'au Québec, cette proportion atteint 11 %²⁰ (MELCCFP). Ici, on retrouve peu de lacs, de tourbières, de marais ou marécages de grande superficie, ce qui limite la rétention d'eau sur le territoire et favorise la réponse torrentielle des cours d'eau. Compte tenu du socle rocheux sédimentaire (Appalaches) et des périodes glaciaires qui ont façonné ces fortes altitudes, des vallées se sont formées pour permettre l'écoulement des eaux de surface sans trop d'entraves. Ce qui nous donne, cependant, les rivières parmi les plus limpides du monde, dont plusieurs abritent des populations de saumon atlantique; une espèce clé tant au niveau écosystémique qu'aux niveaux culturel et socio-économique.

Le milieu marin entourant la péninsule est aussi une facette incontournable de notre région: l'estuaire du fleuve Saint-Laurent au nord, le golfe du même nom à l'est et la Baie-des-Chaleurs au sud. Ces milieux regorgent d'une abondante vie marine d'une grande diversité. Qu'on pense aux poissons, aux mammifères, aux invertébrés et même aux oiseaux marins, la mer fait partie de notre quotidien, même si personne n'y habite! Ce merveilleux foisonnement de vie provient de grands mouvements de masses d'eau provenant de l'Atlantique (Déroit de Cabot) et de l'Arctique (Déroit de Belle-Isle) auquel on ajoute l'eau douce des Grands Lacs pour former de multiples lieux de « brassage » responsables d'une grande productivité marine. La variété des fonds marins influence aussi la diversité des formes de vie, comme en milieu terrestre, un sol marin sableux, rocheux, vaseux, pentu, etc., ne supportera pas les mêmes espèces ou regroupements d'espèces. Ajoutons à ce portrait les milieux de transition entre la mer et la terre, avec leurs rivages, leurs plages, leurs falaises, leurs marais salés, leurs barachois, leurs estuaires; lieux où la vie abonde. C'est aussi au pourtour de la péninsule que se sont établies la majorité des collectivités humaines jusqu'à présent. C'est dans cette portion littorale qu'on retrouve la majeure partie des infrastructures de transport (route 132, voie ferrée, quais et aéroports) et de services (commerces, institutions, loisirs, etc.).

Selon les données du Registre des aires protégées²¹ du Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), il existe en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine 285 aires protégées de tous types, soit 8,85 % de la superficie des milieux continentaux (terrestres et d'eau douce) et 7,89 % des milieux marins et côtiers.

¹⁹ MRNF, 2023, *Analyse des enjeux, Document en soutien à l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégrés tactiques*, Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, p. 37

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/forets/documents/planification/Gaspesie-Iles-de-la-Madeleine/DS_PAFIT_AnalyseEnjeux_Gaspesie.pdf

²⁰ MELCCFP, (s.d.), *Conservation des milieux humides et hydriques*,

<https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm>

²¹ Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). (2023, 31 décembre). *Registre des aires protégées au Québec*.

<https://services-mdelcc.maps.arcgis.com/apps/MapSeries/index.html?appid=8e624ac767b04c0989a9229224b91334>

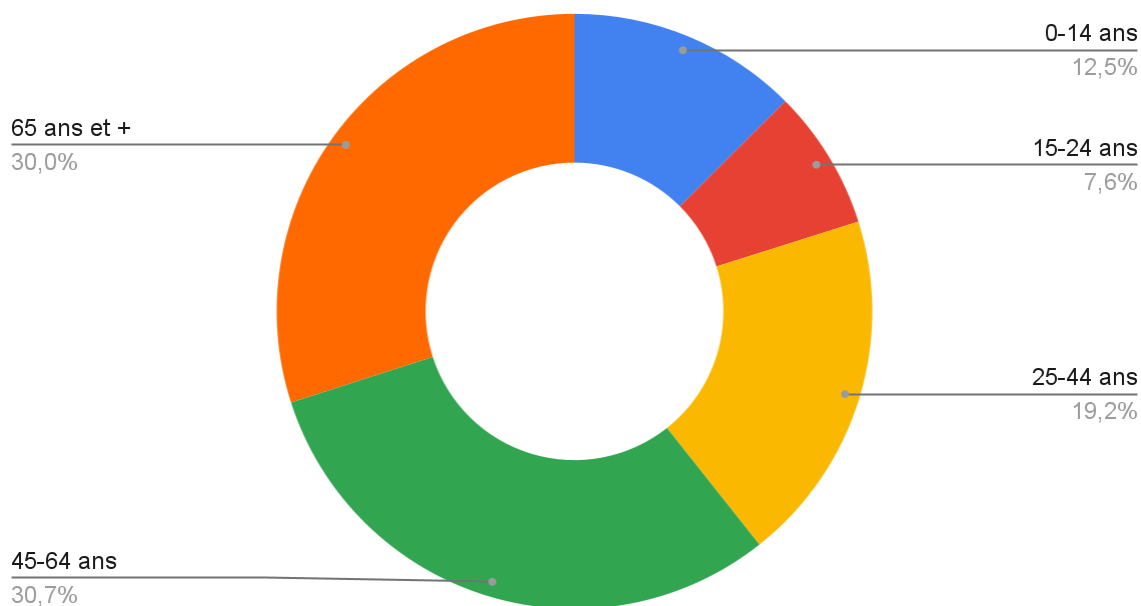
Profil socio-économique

Démographie

Selon le dernier rapport des régions produit par l'Institut de la statistique du Québec, la population totale (1^{er} juillet 2022) de la Gaspésie était de 79 192 habitants et les habitantes. La densité de population des cinq MRC couvrant 20 272 km² est de moins de 3,9 hab./km².

Image #4 : Population en Gaspésie par tranche d'âge (2021)

source: profil de recensement 2023 de Statistique Canada



L'image ci-dessus montre les données tirées du recensement 2021 de Statistique Canada.²² Il est important de noter que la population de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est plus âgée que celle de l'ensemble du Québec; la part des 65 ans et plus étant la plus élevée de toutes les régions. En 2022, elle compte pour 30 % de la population alors qu'elle représente 20 % en moyenne au

²² Statistique Canada. (2023). *Profil du recensement*, Recensement de la population de 2021, produit n° 98-316-X2021001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. [tableau]. Diffusé le 15 novembre 2023. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>

Québec. C'est aussi en Gaspésie qu'on dénote la plus faible proportion de jeunes de moins de 20 ans, soit 16 % en comparaison à 20,8 % au Québec.

L'âge moyen y est de 49 ans (42,8 ans pour le Québec). Le nombre de naissances est inférieur au nombre de décès depuis les 35 dernières années. Le bilan migratoire de la région est légèrement positif depuis les six dernières années.

Développement socio-économique

Historique du développement régional

La vitalité économique de la Gaspésie montre des indices de faiblesse à plusieurs égards. Matthias Rioux, ancien député à l'Assemblée nationale, écrivait dans sa thèse de doctorat rédigée en 2018 : « Des recherches ont perçu les disparités régionales comme la résultante tangible des politiques publiques en matière de développement régional » (Rioux, 2018). Nous trouvons pertinent de présenter un bref historique du développement du territoire.

En 1960, une nouvelle entité géographique est créée pour tenter de dynamiser l'économie de la région: l'Est-du-Québec, qui regroupe alors le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. La Gaspésie se sent toutefois loin des pouvoirs (le centre administratif est situé à Rimouski) et réclame une région autonome.

Entre 1960 et 1970, le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) est chargé de formuler des propositions afin d'atténuer les inégalités sociales et économiques entre les centres économiques du Québec et les régions de l'est. Il propose une relocalisation à grande échelle des populations rurales de l'arrière-pays des régions de l'est. Cette proposition est très mal reçue et donne naissance au mouvement « Opération dignité » pour empêcher la relocalisation de 65 000 personnes. Ce mouvement a non seulement fait reculer l'État centralisateur, mais a surtout suscité une prise de conscience envers le développement des régions, la protection de la ruralité et le respect de l'autonomie locale.²³

C'est en 1987 que la région administrative Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est créée, mais sans les MRC de la Matanie, de la Mitis et de la Matapédia, qui se rattachent finalement à la région du Bas-Saint-Laurent. « Malgré la séparation de la région, il est impensable pour les Gaspésiens de tronquer le populaire tour de la Gaspésie qui est au cœur de la promotion touristique de la région

²³ Wikipedia. (Dernière modification: 2021, 15 juillet). *Opération dignité*. Consulté le 12 mars 2024: https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9rations_Dignit%C3%A9

depuis déjà des décennies. »²⁴ La frontière de la région touristique de la Gaspésie est donc distincte de sa frontière administrative, pour qu'on puisse continuer de dire qu'on « fait le tour de la Gaspésie », de « Sainte-Flavie à Sainte-Flavie ».

Début 2000, la dévolution des pouvoirs vers les MRC, avec à la clé des moyens financiers importants, dans une réingénierie de l'État, arrive juste après les « fusions forcées » des municipalités. C'est la création des CRÉ (Conférences régionales des élus). Les acteurs du développement territorial ont perçu les CRÉ comme l'étape menant à la reconnaissance de la région politique. Cette instance régionale où siégeaient des préfets cooptés (tous l'étaient lors de la mise en place des CRÉ) et des maires des plus grandes municipalités, avait toutefois, selon les mots de Mathias Rioux (2018) une « légitimité politique douteuse ».

Or, en 2014, on assiste à une désinstitutionnalisation du développement local : les politiques d'austérité ont mis fin aux centres locaux de développement (CLD), aux CRÉ, et au financement leur étant associé. Les municipalités se sont retrouvées avec les compétences en matière de développement local et régional, sans toutefois accroître leur autonomie fiscale et administrative.

Aujourd'hui, la Gaspésie, en tant que région, n'est portée que par le Regroupement des MRC de la Gaspésie qui réunit les préfets, les maires et les directeurs généraux du territoire. Il est appuyé d'une équipe de cinq personnes. À titre de comparaison, la CRÉ disposait d'un budget global compris entre 8 et 13 M\$ annuellement et de l'appui de 34 professionnels.

Indicateurs de vitalité socio-économique

Les informations présentées dans cette section sont généralement compilées pour la région administrative Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (GÎM) en entier. Lorsque disponibles et pertinentes, les données concernant les cinq MRC de la Gaspésie sont mises de l'avant.

Sur le plan socio-économique, l'indice de vitalité économique des territoires est révélateur de l'état global de la société gaspésienne. Il est composé de trois indicateurs, qui rendent compte de trois axes essentiels de la vitalité, soit : le marché du travail, le niveau de vie et le dynamisme démographique. Une valeur négative de cet indice signifie un retard d'une localité par rapport à la majorité des localités répertoriées. En Gaspésie, 4 des 5 MRC se retrouvent dans le 5e quintile (le 20 % des 104 MRC québécoises ayant le moins de vitalité économique), seule la MRC de La Côte-de-Gaspé est au 4e quintile. « Ajoutons à titre indicatif que parmi les 104 MRC du Québec,

²⁴ Drouin, Édith. (2021, 14 décembre). *Où se situe la frontière de la Gaspésie?*. Radio-Canada ICI Bas-St-Laurent, consulté le 12 mars 2024:

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1845331/frontiere-region-touristique-administrative-gaspesie-bas-saint-laurent>

celles du Rocher-Percé et de La Haute-Gaspésie arrivent aux 103e et 104e rangs, faisant de ces territoires les MRC les plus dévitalisées du Québec. »²⁵

Ce portrait montre clairement que le taux d'activité économique est le plus bas de toutes les régions du Québec (51 %), le taux de chômage y est le plus élevé (12,6 %), le taux d'emploi est le plus faible (44,6 %). On ne sera donc pas surpris de constater que ce sont les habitants de la GÎM qui reçoivent le plus de transferts gouvernementaux parmi les Québécoises et les Québécois sous forme d'assurance salaire et de rentes (RRQ, RPC, SV ou SRG), compte tenu de l'âge moyen plus élevé.

Selon les données tirées de Panorama des régions du Québec (Institut de la statistique du Québec, 2023), le taux d'activité chez les 15-64 ans est de 73,9 % pour la région GÎM et est le plus bas au Québec (81 % en moyenne), alors que le taux d'emploi régional chez les 15-64 ans est de 66,7 %, loin derrière l'ensemble des autres régions du Québec, dont la moyenne est de 77,5 %.

La région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est une région-ressource, et on y trouve la plus importante part d'établissements du secteur primaire (20,8 %). Les services publics procurent aussi une part importante des emplois (35,8 % des emplois totaux) en tant que région où la population est la plus âgée, étant donné que celle-ci a besoin de soins de santé (MÉIE, 2023).

Le taux de diplomation global en Gaspésie est parmi les plus bas. Une analyse comparée selon le genre est évocatrice quant au niveau de scolarité des personnes de 25 à 64 ans:

Tableau #1 : Pourcentage de la population de 25 à 64 ans selon le genre et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu <i>source: Portrait économique des régions du Québec (MEIE, 2023).</i>						
	GÎM (%)			Québec (%)		
Plus haut niveau de scolarité	Total	Fem	Hom	Total	Fem	Hom
Aucun certificat, diplôme ou grade	20,3	16,4	24,3	11,8	9,9	13,8
Diplôme d'études secondaires	17,5	18,0	16,8	17,0	16,4	17,6
Certificat ou diplôme d'apprenti	24,5	18,4	30,8	18,9	15,2	22,6

²⁵Dubé, N. (Mise à jour 2022). *Les inégalités sociales de santé en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*, Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 28 p.
<https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2022/04/Les-inegalites-sociales-de-sante-en-Gaspesie-Ile-s-de-la-Madeleine-Mise-a-jour-2022-1.pdf>

Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	20,0	24,4	15,4	18,9	20,9	16,9
Certificat, diplôme ou grade universitaire	17,7	22,7	12,6	33,4	37,6	29,3

Les femmes de la région GÎM sont plus diplômées et à un niveau supérieur aux hommes, surtout à partir des niveaux collégiaux et universitaires. Ce qui, paradoxalement, ne s'exprime pas dans les rémunérations des femmes, car le salaire hebdomadaire moyen de celles-ci représente 83 % de celui des hommes en 2021 (893\$ f / 1070\$ h).²⁶

Le revenu disponible par habitant est, dans toutes les MRC de la Gaspésie, sous le seuil moyen québécois de 34 180\$, allant de 28 814\$ en Haute-Gaspésie à 32 548\$ pour Avignon. Le taux de faible revenu est comparable à la moyenne québécoise autant pour les familles (6,1 % / 6,5 % Qc) que pour les couples sans enfants (5,2 % / 5,2 % Qc). Le revenu médian après impôt est inférieur à la moyenne québécoise pour les familles comptant un couple (76 970\$ / 86 960\$ Qc) comme pour les familles monoparentales (52 960\$ / 55 130\$ Qc) (Institut de la statistique du Québec, 2023).

La Gaspésie se distingue également au niveau du logement avec le taux de propriété le plus élevé au Québec (73,0 %). Quelle que soit la forme que prennent les ménages, couples sans enfants (85,4 % / 75,1 % Qc), couples avec enfants (89,7 % / 79,4 % Qc), familles monoparentales (66,3 % / 51,2 % Qc) ou personnes seules (55,1 % / 40,4 % Qc), les Gaspésiennes et les Gaspésiens sont majoritairement propriétaires. Il est intéressant de souligner que le fait de posséder son logement, selon Causa et al. (2019), est reconnu comme l'une des principales formes d'accumulation de richesse, plus particulièrement pour les ménages à faible et moyen revenu (Institut de la statistique du Québec, 2023).

La propriété de son logement concourt aussi au bonheur, selon une étude récente de Statistique Canada, les propriétaires expriment une plus grande « satisfaction à l'égard de la vie » en fonction de la sécurité financière (patrimoine), de la sécurité d'occupation (pas d'éviction), de la sécurité quant à la qualité de leur logement (salubrité) et aussi du fait que généralement, ils sont financièrement plus à l'aise.²⁷

²⁶ Table de concertation des groupes de femmes GÎM. (2022). *État des lieux, Les grands enjeux régionaux en condition féminine*. 25 p. <https://femmesgim.qc.ca/wp-content/uploads/2023/11/etat-des-lieux-vf3.pdf>

²⁷ Cheng S., Statistique Canada (2023), *La satisfaction à l'égard du logement chez les adultes âgés: Les caractéristiques du logement et leur incidence sur la satisfaction*, 13 p., <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2023001/article/00010-fra.pdf?st=AnuW3795>

Cependant, la situation des logements en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où près d'un tiers des habitations privées datent d'avant 1960, révèle un défi important : celui de la rénovation et de l'entretien du parc immobilier dans une région confrontée à des enjeux économiques, à une dévitalisation et à une population vieillissante. Or, l'état de la qualité de l'habitation peut avoir des conséquences significatives sur la qualité de vie. Vivre dans un logement de piètre qualité expose les individus à un large éventail de risques sociaux et de santé. Les personnes résidant dans des habitations non rénovées sont plus susceptibles de souffrir de stress, d'anxiété, voire de dépression²⁸.

Immigrations

L'immigration est le fait pour une personne d'arriver dans un pays étranger dans le but de s'y établir de manière temporaire ou permanente. En fonction de leur situation, les personnes issues de l'immigration sont dotées d'un statut migratoire, qui détermine les droits et les responsabilités qu'elles ont dans le pays d'arrivée.

Dans la région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la grande majorité de l'immigration est permanente. On compte donc environ 40 % de personnes immigrantes qui sont dans la catégorie du regroupement familial, 56 % qui sont arrivées par le biais de l'immigration économique et 3,4 % ayant le statut de réfugié·e·s. Toutes ces personnes ont donc leur résidence permanente, ce qui leur permet de travailler et vivre dans la région sans limite de temps et en ayant accès aux mêmes mesures sociales que les personnes citoyennes.

Le reste des personnes immigrantes dans la région sont des étudiant·e·s étrangers·ères ou des travailleur·euses étrangers·ères temporaires (TET) ayant un permis de travail ouvert, fermé ou saisonnier. Dans la population étudiante étrangère, on retrouve plusieurs cohortes du programme des infirmières diplômées hors Canada, des étudiant·e·s des domaines liés à la construction dans les centres de formation professionnelle et, entre autres, des étudiant·e·s inscrit·e·s dans divers programmes du Cégep de la Gaspésie et des Îles. Les TET ayant un permis de travail fermé d'une durée de deux à trois ans sont lié·e·s à un seul employeur et arrivent souvent via le Programme pour les postes à bas salaire pour travailler en restauration rapide, dans un commerce de détail, chez un concessionnaire, etc. Quant aux travailleur·euses saisonniers·ères, leur permis de travail est

²⁸ Gaudreau Lavoie, É., Boily, M. et Lepage, P. (2023). Documentation et mesure des retombées et limites du modèle de financement par plans de communauté en Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine. Portrait de situation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. ÉCOBES – Recherche et transfert du Cégep de Jonquière, p.45 https://mrcgaspesie.org/wp-content/uploads/2023/08/Portrait-Statistique-GIM_Ecobes_Final.pdf?fbclid=IwAR1rXsornaQOKxs70O6JCqDChTOH4uMztgGY4LdxtzSSyGureT1l_fXmSXI

généralement délivré pour une durée de moins de 6 mois. Si ces personnes échouent ou abandonnent leur programme, elles perdent leur statut. Les conjoint·e·s des étudiant·e·s étrangers·ères ou des TET disposent souvent d'un permis de travail ouvert dépendant du statut de leur partenaire.

Enfin, plusieurs personnes sans statut vivent sur le territoire de la Gaspésie. Une personne est sans statut lorsqu'elle n'a pas l'autorisation de rester au Canada, ou lorsque sa période d'autorisation est expirée. Une personne sans statut peut être arrêtée et expulsée du Canada.

Les personnes qui sont sans statut sont généralement entrées au Canada avec un statut et l'ont perdu à un certain moment. Par exemple, un statut peut être perdu parce qu'une demande d'asile est refusée et que la personne ne s'est pas présentée pour sa déportation, ou encore parce qu'un permis de travail ou d'études est expiré. De même, si une personne titulaire d'un permis de travail fermé quitte son emploi pour fuir les abus de l'employeur, elle devient sans statut si elle n'arrive pas à trouver un autre employeur lui permettant d'obtenir un nouveau permis de travail. Ces personnes se retrouvent alors dans des conditions extrêmement précaires puisqu'elles ne peuvent ni travailler, ni bénéficier de services publics (santé, éducation, etc.).

L'existence de différents statuts migratoires et la possibilité de perdre ces statuts créent une réalité injuste au sein de nos communautés, où certaines personnes ont accès aux droits et services fondamentaux - tels que l'éducation, les soins de santé et les normes du travail - et d'autres non. Par exemple, certaines mesures sociales sont garanties à toutes les personnes, peu importe leur statut migratoire, comme l'aide juridique, l'école publique pour les enfants de moins de 18 ans et l'indemnisation des victimes d'actes criminels. Cependant, certaines mesures sociales varient en fonction du statut migratoire, comme la Régie de l'assurance maladie du Québec, l'aide sociale, l'allocation pour les enfants, le logement social et les services de garde subventionnés.

Économie sociale

Selon les données de 2016 publiées dans le portrait de l'économie sociale au Québec, il y aurait 350 entreprises d'économie sociale (EÉS) dans la région, dont 77 % sont des OBNL et 23 % des coopératives ou mutuelles. Ces entreprises, avant le début de la pandémie de la COVID-19, employaient près de 3 700 personnes, composées à 66 % de femmes. On parle d'un chiffre d'affaires généré totalisant 347 M\$ dont 89 %, provenant de la vente de produits et services. Par ailleurs, 71 % des entreprises ont plus de 15 ans d'existence, et pour près de la moitié de ce pourcentage, plus de 30 ans. Les secteurs les plus représentés sont le tourisme et les loisirs (près

de 70 entreprises), arts, culture et médias (environ 50), santé et conditions de vie ainsi qu'habitation (40 entreprises).

Toutefois, l'économie sociale couvre bien d'autres secteurs dans la région. À ce jour, le MÉIÉ tient un registre des coopératives enregistrées. Toutefois, le portrait des OBNL est un peu plus difficile à peindre, puisque que toutes les OBNL ne sont pas nécessairement des EÉS : il faut étudier la posture entrepreneuriale de l'OBNL, la gouvernance ainsi que des indications plus juridiques pour déterminer si l'OBNL répond aux critères de l'économie sociale.

Les EÉS ont un impact sur trois niveaux : la collectivité, l'individu et les organisations elles-mêmes. Au niveau de la collectivité, les EÉS agissent sur la qualité de vie, sur le territoire, sur la vie économique, sur l'éducation et sur la qualité des services. Au niveau de l'individu, les impacts se font sentir sur l'éducation, l'identité de la personne, sa qualité de vie et sa vie économique. Pour les entreprises, le fait d'être EÉS a des effets sur la structure, sur l'exercice de la démocratie et sur le réseautage.²⁹

Secteur des pêches en Gaspésie

Remerciements

Nous tenons à remercier chaleureusement les quatre experts qui ont contribué à la révision de cet état des lieux sur les pêches en Gaspésie.

- **M. Gabriel Bourgault-Faucher**, chercheur pour l'IRÉC. Titulaire d'un baccalauréat en sociologie de l'Université Laval et d'une maîtrise en sociologie de l'Université Paris-Descartes. Depuis trois ans, il se spécialise sur l'économie des pêches et la commercialisation des produits aquatiques au Québec.
- **M. Antoine Police**, Recherche développement des filières marines territoriales en contexte d'adaptation au changement climatique (2010-2025), Postdoctorant à l'Université du Québec à Rimouski, Département sociétés, territoires et développement.
- **Mme Marie-Hélène Rondeau**, M.Sc. en océanographie, chargée de projet pêche et aquaculture commerciales pour l'Association de gestion halieutique autochtone Mi'gmaq et Wolastoqey (AGHAMW).

²⁹ Arseneau Bussièrès S., Roy S., Arsenault C., Glazer Allard J.D., Sall K. et Tita G. (2011). *Portrait et impacts sociaux des entreprises d'économie sociale de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*. Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes, Îles-de-la-Madeleine et CIRADD (Québec), 103 p. + annexes, <https://economiesocialejim.com/wp-content/uploads/2021/09/portrait-et-impacts-sociaux-des-entreprises-deconomie-sociale-gim-2011.pdf>

- **M. Esteban Figueroa**, Chercheur et adjoint de la recherche - Retombées sur la formation au Ciradd et Coordonnateur du projet Mange ton Saint-Laurent.

Un Merci spécial aux deux correctrices orthographique, grammaticale, stylistique et linguistique, Mmes Francine Larocque et Nicole Larocque.

Introduction

Le secteur des pêches et de l'aquaculture est le premier domaine d'activités industrielles à être documenté dans l'État des lieux de Collectivités Zéro émission Nette Gaspésie. Ce secteur est distinctif pour notre coin de pays, il fait partie de notre histoire, de notre culture, de notre économie et de l'organisation sociale de la Gaspésie. C'est pourquoi nous lui offrons une place particulière. Nous nous attarderons principalement au secteur de la pêche maritime (en eau salée) dans cette section.

L'histoire des pêches

Les Mi'gmaq, présents sur le territoire depuis plus de dix mille ans, consommaient des poissons, des phoques, des coquillages, des œufs d'oiseaux et de poissons. Ils étaient d'excellents fabricants de canoës qu'ils utilisaient autant en eau douce qu'en mer.

À partir de 1494, les Basques commencent à venir pêcher sur les côtes nord-américaines (du Détroit de Belle Isle et jusqu'en Gaspésie)³⁰, le territoire "appartenant" (selon les conquérants) aux Espagnols. À partir de 1534, Jacques Cartier permet au roi de France, à titre de « premiers occupants », de revendiquer le territoire du nord-est de l'Amérique du Nord et d'y concéder des bandes de territoire côtières à l'exploitation des entrepreneurs en pêches. Sous le Régime français (avant 1763), on y développe des seigneuries maritimes qui ont la mission de pêcher et de transformer le poisson. Une des plus grandes ressources maritimes de l'époque est la morue salée-séchée, ressource alors plus importante économiquement que la fourrure des castors. Ce commerce fortement organisé de la morue atteint son apogée après la conquête britannique avec les compagnies jersiaises.

Rappelons que le Canada est une colonie. On doit donc « l'habiter » ou « l'occuper » et le rendre « rentable », voire payant! La première ressource déjà connue est la morue. Les réserves

³⁰ Mario Mimeault, Télé-Gaspé (2019), vidéo Youtube, La Gaspésie et son histoire, épisode #3, <https://www.youtube.com/watch?v=aI4SmVnBddU>

halieutiques des côtes européennes ont déjà été épuisées avant la fin du XVI^e siècle³¹, il faut trouver de quoi nourrir les catholiques du monde qui se voient imposer 160 jours de jeûne annuellement! La pêche en Gaspésie engendre une activité économique florissante et un besoin grandissant en ressources humaines. Entre 1851 et 1871, on notera une augmentation de 100 % de la population dans le seul comté de Gaspé. Et fait inédit, on comptera dans la ville de Gaspé jusqu'à 11 consulats au cours du 19^e siècle.

Comme pour toutes les ressources extraites des colonies, ceux qui la produisent subissent la première conséquence de l'extractivisme : une force de travail maximale pour un coût minimal. Le modèle développé par les entrepreneurs jersiais, notamment Charles Robin de la Charles Robin and Company, est ainsi reconduit pour tout le secteur des pêches à partir de la conquête anglaise avec des compagnies anglo-normandes. « Les Jersiais peuvent ainsi imposer aux pêcheurs des modalités d'opération et de financement semblables à celles de tous les marchands capitalistes du temps »³². Robin met en place trois postulats de gestion déterminants : un système de comptoirs très dispersés, un quasi-monopole des pêcheries en Gaspésie et, pour finir, un système de crédit qui lui assure une main-d'œuvre bon marché, pour ne pas dire corvéable à merci.

Ce modèle sera perpétué en Gaspésie jusqu'au début du XX^e siècle, jusqu'à l'avènement en 1922 des regroupements des « forces de production », les coopératives de pêcheurs gaspésiens. La plupart manquent de compétences en gestion et en commercialisation et s'éteignent avec la crise économique de 1929. Ce n'est que partie remise, puisque dix ans plus tard, dans la foulée de la création de l'École Supérieure des Pêches (ÉSP) et de son Service Social-Économique (SSÉ), alors chargé de fonder des coopératives de pêcheurs, huit coopératives de pêcheurs seront fondées et réunies au sein d'une Fédération, les Pêcheurs-Unis du Québec. Le mouvement coopératif connaît un essor fulgurant. Les coopératives locales affiliées à la Fédération seront au nombre de 22 en 1943. « À la fin de la guerre (1945), 35 coopératives locales sont affiliées aux Pêcheurs-Unis, le mouvement s'étend partout au Québec maritime ».³³ On assiste alors à la mise en place d'un véritable développement endogène, les communautés de pêcheurs et l'économie régionale étant placées au centre des préoccupations. Ce modèle durera jusqu'à la faillite des Pêcheurs-Unis en 1984. La Fédération des Pêcheurs-Unis, captive du modèle basé sur l'exportation massive de produits peu transformés, ne peut compétitionner avec les multinationales du secteur comme le

³¹ Mario Mimeault, (1997), Une longue histoire de pêche, La morue du golfe du Saint-Laurent, Les éditions du Cap-aux-Diamants inc. tiré du site Érudit. (pages 24 à 27)
<https://www.erudit.org/fr/revues/cd/1997-n51-cd1042453/8138ac.pdf>

³² Mario Mimeault, (1997), op cit

³³ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2020, Les coopératives de pêcheurs au Québec : un précédent inspirant pour ouvrir les perspectives (partie1/2),
<https://mangetonsaintlaurent.com/les-cooperatives-de-pecheurs-au-quebec-un-precedent-inspirant-pour-ouvrir-les-perspectives-partie-1-2/>.

souligne l'extrait suivant du site Mange ton Saint-Laurent (2020) « faute d'avoir pu développer de nouvelles chaînes de valeur ajoutée et de nouveaux débouchés dans le marché québécois ».³⁴

Au cours de la décennie 1990, on assiste à l'effondrement des stocks de poissons de fond (Morue de l'Atlantique et Sébaste Acadien). Les pêcheries sont rapidement réorientées vers les crustacés : crabe des neiges, crevette nordique et homard d'Amérique. Sur le plan de l'intervention de l'État dans l'économie, l'heure est au néolibéralisme, au désengagement : on laisse aux forces du marché le soin d'organiser le développement du secteur, dans un modèle complètement exogène, c'est-à-dire déterminé de l'extérieur. De leur côté, les pêcheurs s'en trouvent « désorganisés » au sein d'associations multiples et parfois en conflit entre elles, sans réelle vision commune des orientations que devrait prendre le développement des pêcheries. Heureusement, bien que les débarquements aient diminué en quantité, la forte valeur des crustacés (crevette nordique, homard d'Amérique et crabe des neiges) a permis de maintenir la croissance globale de la valeur des débarquements.

Pour ce qui est de la mariculture (aquaculture en eau marine), les premières expérimentations ont lieu aux Îles-de-la-Madeleine dans les années 1970. Il faudra attendre 1984 pour qu'un premier permis commercial soit délivré pour un élevage de moule bleu et 1995 pour un premier plan stratégique de développement de l'industrie maricole³⁵.

Du côté des Premières Nations, en 1999, la Cour suprême du Canada a rendu une décision historique dans les arrêts Marshall, affirmant que les nations Mi'gmaq et Wolastoqey de l'Est du Canada ont le droit de pêcher, de chasser et de cueillir dans le but d'assurer une subsistance convenable. Depuis cette décision, les pêches commerciales autochtones se sont développées pour atteindre des valeurs de débarquement de 35M\$ en 2021 pour les communautés des Nations Mi'gmaq et Wolastoqey, ce qui représente environ 15% de la valeur des débarquements effectués au Québec.³⁶

³⁴ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2020, Les Coopératives de pêcheurs au Québec : un précédent inspirant pour ouvrir les perspectives (partie 2/2), extrait du site Mange ton Saint-Laurent, <https://mangetonsaintlaurent.com/les-cooperatives-de-pecheurs-au-quebec-un-precedent-inspirant-pour-ouvrir-les-perspectives-partie-2-2/>

³⁵ Gabriel Bourgault-Faucher, Rapport de recherche IRÉC, 2023, Les pêches et l'aquaculture commerciales en Gaspésie : un portrait sectoriel et territorial, p. 43 <https://irec.quebec/ressources/publications/Les-peches-et-laquaculture-commerciales-en-Gaspesie.-Un-portrait-sectoriel-et-territorial-IREC-VF-3.pdf>

³⁶ Document de travail, MPO, (2021), Statistiques sur les pêches autochtones, données des débarquements 2016-2021, 2 p.

Mais voilà, le climat change, modifiant avec lui le milieu marin et ses ressources. Par exemple, les stocks de crevettes nordiques ou de flétan du Groenland (turbot) sont en forte décroissance. L'ensemble des espèces marines devront s'adapter et modifier leurs comportements et leurs relations aux écosystèmes marins.

L'Économie des pêches

Encadrement légal des pêches maritimes au Québec

Au Québec, l'encadrement législatif autour des pêches repose essentiellement sur la Loi sur les pêches administrée par le ministère des Pêches et Océans Canada (MPO), qui encadre la pêche maritime commerciale (en eau salée ou eaux avec marée) et la mariculture. Elle vise à encadrer la gestion et la surveillance des pêches de même que la conservation et la protection des poissons et de leur habitat.³⁷ Depuis l'adoption de la Politique de l'indépendance de la flottille de pêche côtière dans l'Atlantique canadien, en 2007, l'acte de « pêche » en milieu marin est réservé à des propriétaires-exploitants. Ceci dans le but de freiner l'intégration verticale et d'empêcher une trop grande concentration de la propriété. Les entreprises de transformation ne peuvent acquérir des permis de pêche de navires côtiers. Cette politique oblige même les propriétaires-exploitants à se trouver à bord de leur bateau durant les activités de pêche en mer.

Qui fait quoi ?

Au Québec, le secteur des pêches implique les gouvernements fédéral et provincial, les entreprises de pêche commerciale et d'aquaculture, les transformateurs de produits de la mer et les pêcheurs sportifs.

Le ministère des Pêches et des Océans Canada (MPO) est responsable de la protection des eaux et de la gestion des ressources halieutiques³⁸ et océaniques. À ce titre, il a pour mission de garantir des écosystèmes aquatiques sains et durables en protégeant les habitats et en soutenant la recherche scientifique. La pêche et l'aquaculture (mariculture en eau salée) représente une des quatre responsabilités du MPO, les autres sont : la protection des écosystèmes et des espèces aquatiques, la navigation maritime de même que les opérations et la sécurité maritime assurées par la Garde côtière³⁹.

³⁷ Gouvernement du Canada, MPO, Loi sur les pêches, dernière mise à jour le 29 septembre 2025, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-14/TexteCompleet.html>

³⁸ Office québécois de la langue française, (2025) Ressource halieutique : Ressource aquatique vivante visée par des activités de pêche. <https://vitrlnelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/19466691/ressource-halieutique>

³⁹ Gouvernement du Canada, (2025), Mandat et rôle (ministère Pêches et Océans Canada), <https://www.dfo-mpo.gc.ca/about-notre-sujet/mandate-mandat-fra.htm>

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a un rôle de soutien dans le secteur des pêches, principalement un soutien économique pour le développement et la pérennité des entreprises liées au secteur. C'est aussi le MAPAQ qui chapeaute le secteur de la transformation alimentaire incluant les produits en provenance d'eau salée et d'eau douce. Pour ce qui est de la pêche et de l'aquaculture en eau douce, le MAPAQ travaille en collaboration avec le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), qui lui est responsable de la réglementation et de la gestion de la pêche sportive et commerciale des espèces d'eau douce et de l'encadrement réglementaire de l'aquaculture. Récemment, le MAPAQ et le MELCCFP ont aussi hérité du MPO de la gestion des algues.⁴⁰ Enfin, le MAPAQ détient les compétences en matière de commercialisation sur le marché québécois.

Les pêcheurs professionnels, propriétaires-exploitants, ceux qui se voient octroyer les permis provenant du MPO, gèrent les captures, de la mer jusqu'au quai, où elles sont débarquées et, pour la grande majorité (90 à 95%), vendues aux entreprises de transformation. En 2023, on comptait, dans le Québec maritime, 1139 bateaux de pêche pour 1310 détenteurs de permis (pêcheurs)⁴¹ et plus de 1600 aides-pêcheurs⁴².

Dans le Québec maritime, 12 communautés autochtones participent à la pêche commerciale : sept communautés innues (Côte-Nord), quatre Mi'gmaq (péninsule gaspésienne) et une communauté wolastoqey (Bas-St-Laurent). L'apport des communautés autochtones dans l'industrie de la pêche est remarquable : Le nombre de permis de pêche communautaires commerciaux et exploratoires des groupes autochtones de la région du Québec est passé d'environ 20 en 1999 à environ 230 en 2019, les revenus de pêche réalisés par les communautés Mi'gmaq et wolastoqey sont passés de 0 \$ en 1999 à 25,7 M \$ en 2016.

Au Québec, cinq produits de la mer sont certifiés : le homard des Îles-de-la-Madeleine, le homard de la Gaspésie, la crevette nordique, le flétan du Groenland et le crabe des neiges des zones côtières du Québec. Au niveau des pêches, ce sont des regroupements de pêcheurs qui font certifier leurs produits. Dans le Québec maritime, on parle de la certification Marine Stewardship Council

⁴⁰ Shanelle Guérin, Radio-Canada Info, (2025), La gestion des algues au Québec entre les mauvaises mains, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2155821/algue-mpo-quebec-juridiction>

⁴¹ Info pêcheur, MPO, Nombre de détenteur de permis par catégories, par province et région en 2023. <https://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/commercial/licences-permis/fishers-pecheurs/fp23-fra.htm>

⁴² MAPAQ, Pêche et aquaculture commerciales, mise à jour 2025-07-21, <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Peche/Peche/Pages/Peche.aspx>

(MSC) dans le cadre du Référentiel MSC Pêche durable. Cette certification peut être prolongée jusqu'à l'assiette avec le Référentiel Chaîne de Garantie d'Origine du MSC.⁴³

Les transformateurs, pour leur part, sont des usines qui veillent à la transformation et à la mise en marché des produits de la pêche. Produits qui se retrouvent, en partie, dans le réseau de distribution dont font partie les restaurants et poissonneries, supermarchés et épicerie, services alimentaires institutionnels, etc.

D'autres organisations interviennent pour assurer le développement du secteur des pêches dans le Québec maritime. Elles se regroupent principalement autour du Réseau Québec Maritime⁴⁴ qui compte plus de 200 membres réguliers (recherche), associés (entreprises ou organisations ayant une expertise reconnue) ou usagers (communautaires, gouvernementaux ou industriels). Le Créneau Ressources, Sciences et Technologie Marines Québec Maritime (RSTM QcM) vise le développement, la création et le dynamisme des entreprises du secteur des pêches et de la technologie marine.⁴⁵ Difficile de passer sous silence l'apport important d'une foule d'organisations dont : L'école des pêches et de l'aquaculture du Québec (Cégep de la Gaspésie et des îles) ayant un statut d'école nationale, le Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes (ÉvoluPêches), le musée Exploramer et son programme « Fourchette bleue », le collectif Mange ton Saint-Laurent qui vise à faire découvrir les ressources comestibles du Québec maritime et l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) (source importante du présent état des lieux sur les pêches), pour ne nommer que ceux-là, malheureusement !

En octobre 2025, à Grande-Rivière, on inaugure le « Hub d'innovation » lié à l'institut de recherche Merinov, un organisme à but non lucratif dédié à la recherche industrielle spécialisé en technologie des pêches, de l'aquaculture, de la transformation et des bioressources marines. Ces installations seront dédiées aux principaux défis du secteur des pêches : la gestion de l'eau, la valorisation des co-produits, l'automatisation des procédés ainsi que le développement et la diversification des espèces pêchées ou cultivées.⁴⁶ En juillet 2026, le Cégep de la Gaspésie et des Îles reprendra la

⁴³ Marine Stewardship Council, (2025), Certification MSC, Le référentiel MSC Pêche Durable, <https://www.msc.org/fr/certification-msc/referentiel-pecheries-msc>

⁴⁴ Réseau Québec Maritime, Membres, <https://www.rqm.quebec/membres/>

⁴⁵ Créneau Ressources, Sciences et Technologie Marines Québec Maritime (RSTM QcM), 2025, Mission du créneau, <https://creneaugcm.com/a-propos/>

⁴⁶ Merinov, communiqué 2 octobre 2025, Merinov inaugure le Hub d'innovation : Une infrastructure stratégique pour bâtir une économie bleue durable. <https://merinov.ca/merinov-inaugure-le-hub-dinnovation-une-infrastructure-strategique-pour-batir-une-economie-bleue-durable/>

gestion de son centre de transfert de technologie (CCTT) via l'École des pêches et de aquaculture qui, depuis 2010 était assuré par Merinov.⁴⁷

Un élément important affectant la dynamique du secteur des pêches au Québec vient sans doute de la démobilitation du Gouvernement québécois passant de sa Stratégie maritime (2015-2020) où un axe de développement était spécifiquement de « moderniser et assurer la pérennité de l'industrie des pêches et de l'aquaculture »⁴⁸ à la nouvelle vision maritime du Québec d'Avantage Saint-Laurent (2020-2025)⁴⁹, où seul le soutien au développement des biotechnologies marines (co-produits de la pêche) fait l'objet d'une mesure pour le développement des communautés maritimes. La stratégie maritime, portée par le Secrétariat aux Affaires maritimes avait une vision beaucoup plus large (interministérielle) en comparaison avec l'Avantage Saint-Laurent porté par le ministère des Transports et de la Mobilité Durable (MTMD).

L'économie des pêches en Gaspésie

Le secteur des **pêches en eau salée** est représenté par une cohorte de 950 pêcheurs et par 1630 aides-pêcheurs. Ils sont répartis sur environ 1000 bateaux qui rapportent aux quais de l'ensemble des régions maritimes du Québec environ 38 000 tonnes de produits marins ayant une valeur de plus de 360 M \$. Plus spécifiquement pour la Gaspésie, on pouvait compter en 2020, 336 pêcheurs et 672 aide-pêcheurs pour des débarquements de 25 630 tonnes ayant une valeur de 136 M \$. Fait important, 81 % (Bourgault-Faucher, 2021, p. 4) des produits de la mer du Québec sont exportés⁵⁰, et 80 % (Bourgault-Faucher, 2021, p. 64) de ces exportations se dirigent vers les États-Unis. Notons par ailleurs que l'ensemble des produits pêchés ou élevés au Québec ne pourrait satisfaire que 20 % à 30 % de la demande nationale. Le potentiel pour accroître la commercialisation des produits marins est grand.

En Gaspésie, le nombre de permis d'**établissement de transformation** demeure stable ces dernières décennies, alors que ce nombre augmente ailleurs au Québec. Ces établissements génèrent annuellement près de 2000 emplois en Gaspésie. La tendance générale est toutefois à la

⁴⁷ Stéphanie Rousseau, Radio-Canada Info, 30 mai 2025, Merinov perd la gestion d'un centre de recherche, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2168758/merinov-peches-cegep-gaspesie-iles>

⁴⁸ Gouvernement du Québec, Secrétariat aux affaires maritimes (2015), La stratégie maritime à l'horizon 2030, Plan d'action 2015-2020, page 24. http://www.bv.transports.gouv.qc.ca/per/1169680/01_2015_2020.pdf

⁴⁹ Ministère des transports du Québec, (2021) Direction générale du transport maritime, aérien et ferroviaire, Avantage Saint-Laurent, La nouvelle vision maritime du Québec, 44p. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/transports/ministere-des-transports/publications-amd/Politiques_ministerielles/avantage-st-laurent.pdf

⁵⁰ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2021, L'Économie des pêches au Québec, Analyse et propositions pour favoriser la commercialisation des produits de la mer du Québec sur le marché domestique. p 66. https://www.rqm.quebec/wp-content/uploads/2022/06/2021-11-29_EconomieDesPechesAuQuebec.pdf

baisse, en raison d'une pénurie de main-d'œuvre et de son corollaire, une plus grande automatisation des procédés de transformation. En parallèle, les emplois en usine sont de plus en plus occupés par des travailleurs étrangers temporaires. Les transformateurs gaspésiens occupent une place de plus en plus importante par rapport à l'ensemble des transformateurs québécois. Hormis la chute des dernières années, la croissance de la valeur des produits transformés était passée de 180 M \$ (2000 à 2004) à 344 M \$ (2015 à 2019). Ce sont le homard d'Amérique et le crabe des neiges qui remportent la palme tant en volume qu'en valeur d'expédition.⁵¹

La **mariculture** représente la culture de mollusques, principalement la moule bleue. Ce n'est qu'en 1990 qu'un plan stratégique de développement permet de soutenir le développement des entreprises maricoles et d'une structure collective pour la filière incluant un regroupement professionnel, mais aussi une société de développement spécifique, la SODIM dotée principalement par le MAPAQ, Développement économique Canada et les fonds québécois d'appui aux organismes régionaux⁵². La valeur de la production passe de 0,9 M \$ en 2012 à 3,4 M \$ en 2020⁵³. Par contre, les volumes annuels diminuent en raison, entre autres, de la prédation par les canards. Des maladies affectant les huîtres (maladie de la sphère multinucléée inconnue (MSX) et perkinose, aussi appelée Dermo) ont été identifiées dans le golfe du Saint-Laurent, et dans l'Atlantique. En mai 2025, ces mêmes maladies ont été détectées dans la Baie des Chaleurs, permettant à de nombreux ostréiculteurs québécois de continuer à recevoir des huîtres des maritimes pour leur entreprise⁵⁴. Présentement, l'industrie cherche à se diversifier avec des productions des variétés de pétoncles, d'oursins, de macroalgues et d'huîtres.

Les **deux principaux pôles d'activité** liés à la pêche et à la transformation sur la péninsule gaspésienne sont Gaspé (incluant Rivière-au-Renard et l'Anse-au-Griffon) et le secteur Grande-Rivière, Sainte-Thérèse-de-Gaspé et Percé. Les pôles secondaires étant Sainte-Anne-des-Monts, Chandler et Port-Daniel Gascon, New Richmond et Cascapédia - Saint-Jules et Carleton-sur-Mer, Nouvelle, Maria et Gesgapegiag⁵⁵.

⁵¹ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2023, op.cit.

⁵² Police, A., & Fournis, Y. (2025). La construction institutionnelle des niches par l'État incubateur : L'échec de la diversification maricole au Québec maritime (1995-2020). Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales, 48(1), 43-54. <https://www.erudit.org/fr/revues/cjrs/2025-v48-n1-cjrs09878/1116492ar/>

⁵³ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2023, ibid.

⁵⁴ Hélène Fauteux, 10 octobre 2025, Pêche Impact, Les producteurs d'huîtres du Québec maritime soulagés par la dernière décision de l'ACIA
<https://www.pecheimpact.com/les-producteurs-dhuîtres-du-quebec-maritime-soulagés-par-la-dernière-décision-de-lacia/>

⁵⁵ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2023, ibid. p.38

Exportations, importations et marché local

Depuis le début de la colonie, les ressources marines du Québec ont été, en très grande partie, destinées à l'**exportation**. Encore aujourd'hui, le Québec exporte 81 % de sa production vers les marchés extérieurs, alors qu'il importe 89 % des produits marins consommés ici !? Cette dépendance aux marchés extérieurs met à risque les entreprises d'ici face aux circuits de commercialisation mondialisés en le rendant vulnérable aux taux de change, aux fluctuations des prix, aux conflits géopolitiques et militaires, aux barrières tarifaires ou au protectionnisme des autres pays. Cette fragilité nous est démontrée à toutes les saisons des pêches depuis plusieurs années. Un autre élément important est le fait que nos produits exportés sont peu transformés, ce qui ne permet pas un gain de valeur important.⁵⁶

Pourtant, une expérience de mise en marché nationale avait été mise en place avec la fédération des Pêcheurs-Unis du Québec, surtout à partir de l'Après-Guerre (1945).

Néanmoins, les succès furent modestes et Pêcheurs-Unis du Québec suivit le mouvement d'intégration verticale et resta captif d'un modèle axé sur l'exportation massive de produits faiblement transformés. Incapable de rivaliser avec les multinationales, Pêcheurs-Unis du Québec fera faillite en 1984. Par la suite, aucune autre initiative durable de concertation et de coordination d'envergure dans les pêcheries n'a été développée au Québec.⁵⁷

Résumé de la situation

Image #5 : Récapitulatif sectoriel de la pêche en Gaspésie

source: Extrait du tableau 3 - Récapitulatif sectoriel de la Gaspésie, Les pêches et l'aquaculture commerciales en Gaspésie, un portrait sectoriel et territorial.⁵⁸

Pêche en eau marine

Au cours des dernières années, le nombre de permis de pêche en eau marine diminue graduellement en raison des plans de rationalisation (rachat de permis) dans certaines pêcheries et de la diminution du nombre de pêcheurs, liée à leur vieillissement, leur départ à la retraite et à une relève insuffisamment nombreuse pour assurer un renouvellement des générations. Le volume des débarquements a légèrement augmenté jusqu'à la

⁵⁶ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2021, L'Économie des pêches au Québec, Analyse et propositions pour favoriser la commercialisation des produits de la mer du Québec sur le marché domestique. p 66.

https://www.rqm.quebec/wp-content/uploads/2022/06/2021-11-29_EconomieDesPechesAuQuebec.pdf

⁵⁷ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2020, Les coopératives de pêcheurs au Québec: un précédent inspirant pour ouvrir les perspectives (partie 2/2),

<https://mangetonsaintlaurent.com/les-cooperatives-de-pecheurs-au-quebec-un-precedent-inspirant-pour-ouvrir-les-perspectives-partie-2-2/>.

⁵⁸ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC op cit, 2023, (note 11)

période 2015-2019. À partir de 2018, une baisse importante survient, principalement en raison du déclin de la crevette nordique et des poissons pélagiques comme le hareng et le maquereau. Les poissons de fond, comme le flétan de l'Atlantique⁵⁹, le flétan du Groenland et la morue de l'Atlantique, sont aussi en perte de vitesse dernièrement. Toutefois, les débarquements de crabe des neiges se maintiennent, bien qu'ils fluctuent selon les cycles de reproduction de l'espèce. Le homard d'Amérique gagne quant à lui considérablement en importance. L'augmentation fulgurante des prix des principaux crustacés, soit le homard d'Amérique, le crabe des neiges et, dans une moindre mesure, la crevette nordique, sur les marchés mondiaux au cours de la dernière décennie a provoqué une importante hausse de la valeur des débarquements en Gaspésie.

Transformation des produits aquatiques

Au cours des dernières années, le nombre de permis d'établissement de transformation est relativement stable en Gaspésie. Ces établissements de transformation génèrent bon an mal an autour de 2 000 emplois au plus fort de la saison. Malgré une légère baisse observée plus récemment, c'est dans le reste des régions maritimes du Québec que cette baisse est la plus marquée. La tendance généralisée à la diminution du nombre d'emplois dans les établissements de transformation vient notamment d'une plus grande automatisation des procédés de fabrication afin de faire face à la pénurie de main-d'œuvre. En outre, les emplois sont de plus en plus comblés par des travailleurs étrangers temporaires. Le volume des expéditions suit une tendance à la hausse en Gaspésie, alors qu'il est relativement stable dans le reste des régions maritimes du Québec. Sur la période 2000-2020, c'est l'augmentation du volume de homard d'Amérique qui retient l'attention, surtout à partir des années 2010. Les expéditions de crabe des neiges et de crevette nordique ont aussi augmenté. Depuis 2017, une diminution des expéditions de crevette nordique, de poissons de fond et de poissons pélagiques est observable. Quant à la valeur des expéditions, elle suit une forte tendance à la hausse en Gaspésie au cours des dernières années, de manière plus prononcée qu'ailleurs au Québec maritime. Cela s'explique principalement par la hausse du prix des principaux crustacés sur les marchés mondiaux. Ainsi, autant en volume qu'en valeur, les transformateurs de la Gaspésie gagnent en importance par rapport aux autres transformateurs du Québec maritime.

⁵⁹ Note de l'auteur, G. Bourgault-Faucher (octobre 2025), "Plus récemment, ce n'est pas avéré dans le cas du flétan Atlantique, l'espèce semble plutôt bien se porter au contraire". Il faut aussi considérer que les seuils migratoires pour les travailleurs temporaires ont été abaissés depuis la rédaction de ce rapport.

Des changements qui changent tout !

Des changements climatiques

La part des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant du secteur des pêches québécoises n'est pas distinguée dans celle du secteur agroalimentaire. Il est donc impossible de connaître la contribution de ce secteur au Québec. Cependant, il est notoire qu'une part importante des dépenses est allouée au carburant allant de 28 % des frais d'exploitation à 9 % selon l'espèce pêchée (chiffres de 2012)⁶⁰. Compte tenu de la quantité de bateaux de pêche en cause et du nombre restreint de sorties en mer, l'apport du secteur des pêches en termes de GES est sans doute négligeable. Des expérimentations sont réalisées en Gaspésie dans le but de réduire la consommation de carburant (Merinov 2013)⁶¹ et (Ciradd 2018).⁶² Des expériences avec des bateaux hybrides ont aussi été menées à Cap-Chat, avec borne de recharge solaire et éolienne. Le bateau, appartenant à la Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag, a été construit au chantier naval de Newport et la borne de recharge a été développée à Rimouski.⁶³

Hausse des températures, augmentation des pluies printanières, automnales et hivernales, réduction du couvert de glace, augmentation de l'intensité des aléas météorologiques ; tous ces éléments auront un impact important sur les milieux marins et côtiers.

Selon les scénarios RCP 4,5 et 8,5 (scénarios où le forçage radiatif se stabilise à 4,5 W/m² ou excède 8,5 W/m² après 2100), les températures de surface en hiver ou en été seront entre 2 et 4 °C supérieures pour l'horizon 2050 en comparaison avec le climat de référence.⁶⁴

Les effets sur les milieux marins seront nombreux : baisse de la salinité de l'eau du golfe Saint-Laurent, baisse du pH provoquant une augmentation de 100 % de l'acidité, baisse de

⁶⁰ MPO, (2016), Perspectives pour la pêche commerciale, (dernière mise à jour 2016),

<https://www.dfo-mpo.gc.ca/stats/commercial/2012/section3-fra.htm>

⁶¹ Isabelle Gendron-Lemieux, Merinov, (2013), Réduction de la consommation de carburant d'un navire de pêche grâce à l'énergie éolienne et séquestration du carbone avec des cultures d'algues marines, 5 pages, (disponible sur internet, via la bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec)

⁶² Glazer Allard, J.-D., Chargé de recherche, Ciradd, 2018, Perceptions des capitaines-propriétaires sur la technologie des navires de pêche électriques. 26 p. https://www.ciradd.ca/wp-content/uploads/2022/03/Rapport_2017035_SEP_V2.pdf

⁶³ A. Gauvin-Sasseville et E Guerrero Dufour, (2024), Radio-Canada info, Pêcher le homard grâce à l'énergie éolienne à Cap-Chat. 29 mai 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2076448/bateau-peche-electrique-cap-chat#:~:text=Une%20innovation%20locale.%20Le%20bateau%20hybride%20a.%2C%20souligne%20Jean%2DLouis%20Chaumel%2C%20vice%2Dpr%C3%A9sident%20d%27Audace%20Technologies.>

⁶⁴ Bourduas Crouhen V., Siron, R. & Blondlot, A. (2017). État des lieux des pêches et de l'aquaculture au Québec en lien avec les changements climatiques. Montréal, Québec. Ouranos, 84 p. <https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-11/proj-201419-apa-blondlot-rapportfinal.pdf>

l'oxygène dissous dans l'eau (hypoxie), événements météorologiques extrêmes (ouragans, cyclones, tempêtes), hausse de l'énergie des vagues sur les côtes et modifications des différents courants marins.

Des changements écosystémiques

En plus des perturbations des écosystèmes marins influencés par les activités humaines, les dérèglements climatiques modifieront entre autres la distribution des espèces en favorisant celles qui ont une meilleure capacité de dispersion. Modifiant par le fait même l'ensemble de la chaîne d'alimentation et la survie de certaines espèces. Les effets de l'hypoxie affectent aussi plusieurs espèces en réduisant leur croissance, leur capacité de reproduction et leur patron de migration. « Le taux d'oxygène dissous dans ces eaux profondes est en chute libre. De 2019 à 2020, la concentration en oxygène a diminué de près de la moitié, atteignant un creux historique de 10 % de saturation. » On parle ici d'une vaste zone de 10 000 km² qui s'étend de Tadoussac jusqu'à Anticosti.⁶⁵ Les variations à la baisse de la salinité des eaux marines nordiques, surtout dans les régions tempérées, provoquent des modifications dans la densité et par le fait même dans la circulation océanique et les échanges entre les eaux de surfaces et les eaux profondes.⁶⁶ L'émergence de nouvelles espèces exotiques envahissantes viendra modifier à coup sûr les écosystèmes marins et leurs dynamiques non seulement par la compétition, mais aussi par l'arrivée de nouveaux pathogènes et parasites.

Outre ces changements du milieu marin, les altérations des infrastructures, des berges et des conditions de navigation viendront aussi diminuer notre capacité à « fréquenter » le monde marin.

Ces modifications anticipées des écosystèmes marins (et des espèces qui y vivent) entraîneront inévitablement des changements dans la chaîne de transformation des produits de la mer et de l'approvisionnement jusqu'au transport des produits transformés. Ils auront aussi un impact sur l'aquaculture marine.

Changements des marchés et des ressources

La spécialisation des pêcheurs comme des transformateurs les rend vulnérables aux changements climatiques et écosystémiques. Présentement, on assiste à une importante consolidation des

⁶⁵ Beaudoin, F., Radio-Canada, Récits numériques, 5 avril 2025, Odyssée dans les profondeurs hypoxiques du Saint-Laurent, <https://ici.radio-canada.ca/recit-numerique/12445/odysee-profondeurs-hypoxiques-saint-laurent>

⁶⁶ Fatou Wade, UQAR, (2020), Pêches commerciales et changement climatique dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent : Impacts économiques et mesures d'adaptations, p. 12.
https://semaphore.uqar.ca/id/eprint/1892/1/Fatou_Wade_fevrier2020.pdf

entreprises (diminution du nombre et augmentation de la taille des entreprises) pour faire face à la rivalité des grandes corporations étrangères. On constate aussi une plus grande vulnérabilité à des acquisitions hostiles. Dans cette position à l'intérieur d'un marché mondialisé, on comprend facilement la fragilité du secteur des pêches aux fluctuations des taux de change, des prix, des normes réglementaires, des traités commerciaux et des conflits. D'autant plus que notre principal importateur est les États-Unis dont le protectionnisme est exacerbé depuis l'élection de 2024. Bien que de nouveaux marchés aient été développés durant la dernière décennie, nos exportations reposent à 80 % sur deux espèces de crustacés très peu valorisées, le crabe des neiges, le homard d'Amérique et un poisson de fond, le flétan de l'Atlantique qui a supplanté la crevette nordique au cours de la dernière année.⁶⁷ La balance commerciale des importations/exportations des pêches est négative depuis le début de la décennie 2000. En 2019, le déficit commercial était de 153 M\$ (importation 580 M\$, exportations 427 M\$), ceci étant principalement causé par la croissance accélérée de la valeur des importations. Cependant, alors que le Québec concentre son exportation, il diversifie ses sources d'importation et la variété des produits importés.⁶⁸

Comme les grands transformateurs se trouvent en position de force, les pêcheurs ont, eux aussi, le réflexe de concentrer leurs propriétés au service des activités les plus lucratives. Il en découle une augmentation des inégalités socio-économiques dans les communautés côtières.

Les enjeux du secteur des pêches au Québec

Les enjeux liés à la ressource

Les efforts en recherche sont fondamentaux pour s'adapter aux changements climatiques en milieu marin et aux changements sur les écosystèmes, notamment sur la dynamique des populations, leur évolution et les interactions interspécifiques.⁶⁹ Encore en 2023, lors d'un atelier national organisé par le MPO, on recommandait « un fort appel pour évaluer le risque climatique pour l'infrastructure des pêches, les stocks de poissons et les écosystèmes aquatiques ».⁷⁰

En 2013, le MPO identifie cinq grandes lacunes dans la recherche en milieu marin :

⁶⁷ MAPAQ, Pêche et aquaculture commerciales, (2025) Exportation des produits marins, <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Peche/Pages/Exportation.aspx>

⁶⁸ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2020, Le commerce international des produits de la mer au Québec : un portrait des échanges et des produits. <https://mangetonsaintlaurent.com/le-commerce-international-des-produits-de-la-mer-au-quebec-un-portrait-des-echanges-et-des-produits/>

⁶⁹ Bourduas Crouhen V., Siron, R. & Blondlot, A. (2017). op. cit. (page 79)

⁷⁰ MPO, 2024, site web, Rapport sur « Ce que nous avons entendu » : Adapter les pêches canadiennes aux changements climatiques, 1 et 2 novembre 2023, <https://www.dfo-mpo.gc.ca/about-notre-sujet/publications/fisheries-peches/adaptingfisheries-adapterpeches/index-fra.html>

- les conséquences reliées aux changements dans la synchronisation, l'intensité et la durée des cycles saisonniers et les cycles de nutriments ;
- les effets des changements climatiques au niveau de la stratification, de la distribution des masses d'eau et de la circulation océanique ;
- les processus écologiques faisant intervenir les glaces de mer ;
- la capacité adaptative des espèces au niveau génétique ;
- la façon dont les espèces s'adapteront à ces changements et les conséquences de cette adaptation sur la productivité régionale.

S'y ajoutent les impacts sur les principales espèces commerciales de l'altération des propriétés physico-chimiques de l'eau par les changements climatiques (l'acidification ou l'hypoxie). La migration d'espèces marines signifie aussi une meilleure connaissance des espèces exotiques envahissantes et de leurs impacts sur la qualité des espèces commerciales.

Au Québec, on compte une quinzaine d'organisations, ministères, universités, instituts ou centres de recherche sur les pêches et l'aquaculture, dont Merinov avec son siège social à Gaspé.

Les changements climatiques (accompagnés des pressions anthropiques) bouleversent déjà les écosystèmes marins et, par la même occasion, les activités de capture. On observe présentement des déplacements de population avec des variations sans précédent, des chaînes alimentaires qui se modifient. Tous les effets sont difficilement prévisibles et ajoutent à la complexité de la situation des pêches.

Cette instabilité et imprévisibilité compliquent les activités de transformation, notamment dans l'organisation du travail. Et comme les captures sont conditionnées aux marchés internationaux, seules les espèces à forte valeur commerciale sont privilégiées, sans trop de considération pour les relations écosystémiques.

Les enjeux liés à la structure de l'industrie

Le déclin démographique et le vieillissement de la population en Gaspésie occasionnent un premier niveau de difficulté au sein des entreprises de pêche et de transformation concernant la main-d'œuvre. La relève est problématique dans le secteur des pêches en raison des investissements colossaux que représente l'achat des permis, des bateaux, des engins de pêches et des équipements liés à la capture. Dans la transformation, la situation a été momentanément résolue par l'embauche de travailleurs étrangers temporaires. Toutefois, ces travailleurs qui acceptent plus facilement l'intensité des horaires de travail et les rythmes élevés de travail

occasionnent une pression accrue sur les travailleurs locaux.⁷¹ Cependant, depuis 2024, ces seuils d'accueil de migration temporaire et permanente sont revues à la baisse de façon significative.⁷²

Un autre enjeu porte sur la propriété québécoise des entreprises. Comme dans le milieu agricole, les acquisitions d'entreprises de transformation se multiplient. Pour conserver la maîtrise des décisions sur notre territoire et contrer ce mouvement de contrôle extérieur, on assiste aussi à une consolidation des entreprises de transformation. Cette stratégie vise à faire face à la concentration des acheteurs face aux vendeurs (les transformateurs étant peu nombreux face aux pêcheurs et les distributeurs beaucoup moins nombreux que les transformateurs).

La forte demande (avec forte valeur commerciale) de certaines espèces (homard d'Amérique et crabe des neiges) fait en sorte que certaines espèces marginales sont délaissées et peu commercialisées, de sorte que plusieurs permis demeurent inexploités. Cette situation a créé des gagnants et des perdants : « Seuls les pêcheurs plus fortunés sont désormais en mesure d'acheter les permis, ce qui a pour effet de concentrer la propriété et de renforcer les inégalités. »⁷³

Les marchés mondiaux aussi se modifient, avec des politiques nationales protectionnistes, une compétition qui provient de partout sur la planète et l'omniprésence de la technologie.

Les enjeux sociaux de l'industrie des pêches

Au même titre que la détresse psychologique qui avait été démontrée par des études dans le monde agricole, une première étude montre une tendance similaire dans le secteur des pêches. Les pêcheurs ne vont pas aussi bien qu'ils en ont l'air !

Le métier de pêcheur est difficile, c'est connu et même reconnu dans notre culture. Mais au fil des décennies, le métier se complexifie et une foule de contraintes s'ajoutent d'année en année. La gestion des permis est éminemment complexe, les pressions financières et les modifications importantes des écosystèmes marins sont pour le moins déroutantes. Les pêcheurs se considèrent sur la ligne de front, pourtant, ils ne se sentent pas pris en compte quand vient le temps de chercher des solutions. Pour plusieurs, le sentiment de perte de contrôle, et l'ensemble des

⁷¹ Maxime Thibault-Leblanc, UQAM, (2021), Travailleurs migrants temporaires dans le secteur des pêches aux Îles-de-la-Madeleine : récits de rencontres dans un contexte d'emploi «sous tension», <https://archipel.uqam.ca/15169/1/M17378.pdf>

⁷² Jérôme Labbé, 6 novembre 2025, Radio-Canada Info, Québec adopte une cible de 45 000 immigrants permanents par année de 2026 à 2029, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2205797/quebec-cibles-immigration-2026-2029>

⁷³ Gabriel Bourgault-Faucher, IRÉC, 2023 op.cit (page 188)

pressions les stressent énormément.⁷⁴ Le Ciradd participe également à la recherche visant à « Explorer l'effet des changements climatiques sur les principaux déterminants individuels et collectifs de la santé mentale des pêcheurs et pêcheuses et de leur entourage » en collaboration avec le CHU de Québec et l'Université Laval.⁷⁵ Rappelons-nous que ces enjeux sont une part centrale des systèmes socio-écologiques et que les aspects sociaux de l'exploitation d'une ressource naturelle s'inscrivent dans un système complexe qui nécessite une approche multidisciplinaire.⁷⁶

Coup d'œil vers l'avenir

« La folie consiste à refaire sans cesse la même chose et s'attendre à un résultat différent ! »⁷⁷

Le constat est clair, le monde des pêches est déstabilisé par des changements sans précédent. Qu'ils soient climatiques, financiers, sociaux ou politiques, ces changements nous montrent à quel point nous devons modifier notre approche de l'extraction des ressources marines, essentiellement basée sur l'exportation maximale de quelques espèces à plus grande valeur. Dans « Vivre de la mer dans un contexte de changements globaux » (2023), les chercheurs Alberio et Soubirou émettent des propositions qui se distinguent grandement de ce paradigme.

- La coopération plutôt que la compétition : Répartir les risques et les contraintes sur plus d'espèces et plus de personnes. Par une structure organisationnelle communautaire. Cela permet des transferts de trésoreries, de personnel ou d'équipements et un meilleur équilibre dans les gains et les pertes des ressources exploitées.
- Pêche multiespèces : Permettre la pêche de plusieurs espèces de poissons (multiespèces) est interdit au Québec, mais autorisé dans d'autres provinces maritimes. La diversité amène la stabilité, si une espèce va mal, on peut se reprendre sur d'autres.
- Vendre nos produits chez nous : Nous l'avons dit précédemment, le Québec exporte 81 % de sa production vers les marchés extérieurs, alors qu'il importe 89 % des produits marins consommés ici. Nous avons la capacité d'assurer une bonne partie de notre consommation en poissons et fruits de mer du Québec.

⁷⁴ Stéphanie Rousseau, Radio-Canada Info, le 3 octobre 2024, Une recherche sur le stress vécu par les pêcheurs, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2109385/peche-sante-mentale-universite-laval-changement-climatiques>

⁷⁵ Ciradd, (2023-2026), Santé mentale des pêcheurs et pêcheuses et changements climatiques, <https://www.ciradd.ca/projets/sante-mentale-pecheurs-pecheuses-changements-climatiques/>

⁷⁶ M. Alberio et M. Soubirou, 2023, Réseau Québec maritime, Vivre de la mer dans un contexte de changements globaux, quel futur pour les pêches ? Le cas de la pêche à la crevette nordique, (148 p), https://www.rqm.quebec/wp-content/uploads/2023/02/2023-02_Rapport_CrevetteNordique_HR.pdf

⁷⁷ Expression de Rita Mae Brown dans son livre Sudden death (1983) souvent attribuée à Albert Einstein

- L'augmentation de la valeur des produits : Une dernière proposition vise l'augmentation de la valeur des produits entre la mer et le quai par la congélation ou la cuisson sur les bateaux. Encore ici, en raison de la fluctuation des prix, l'investissement est mis en doute.
- La valorisation des co-produits : Dans un cadre d'économie circulaire par le biais d'un maillage entre les transformateurs et les utilisateurs.⁷⁸

Un projet pilote⁷⁹ est présentement développé auprès des pêcheurs de Tourelle à Sainte-Anne-des-Monts, par des chercheurs de l'Université Laval et de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), avec la MRC de la Haute-Gaspésie et le milieu des pêches. Ce projet qui s'inspire des permis de pêche commerciaux communautaires vise :

- une pêche administrée collectivement, de type « économie sociale » pour gérer l'entreprise et les permis ;
- une meilleure souplesse dans un contexte où les changements imprévisibles sont de plus en plus prévisibles !
- un réinvestissement des profits dans la communauté ;
- une meilleure résilience des pêcheurs face aux fluctuations des stocks de différentes espèces, par la possession de différents permis de pêche commerciaux ;
- un renforcement des chaînes de distributions locales.

Conclusion

Dans la situation actuelle de changements climatiques, politiques, économiques et sociaux, le secteur de la pêche se dit prêt pour la tenue d'une grande réflexion⁸⁰ sur son avenir et sa capacité à faire face à ce « monde changeant ». Bien que ce secteur soit important pour la Gaspésie, il ne reçoit que peu d'attention au niveau provincial québécois comparativement aux autres provinces maritimes. Une prise en main par les communautés maritimes s'impose donc si on veut agir sur notre destinée plutôt que subir celle qu'on nous propose sans trop nous connaître et nous reconnaître. Les communautés du territoire gaspésien ont tout intérêt à travailler ensemble à la diversification des pêches et à une planification de circuits courts et nationaux avec les produits du Saint-Laurent pour fortifier notre économie locale et régionale et pour assurer, à long terme, une autonomie et une sécurité alimentaire pour les gaspésiennes et gaspésiens.

⁷⁸ Fortin, M.-G. et all, Merinov, (2021) Projets de valorisation des coproduits - vers une économie circulaire, https://merinov.ca/wp-content/uploads/2021/10/Fiche-technique_02.pdf

⁷⁹ Étienne Perreault, Radio-Canada Info, 2025, Vers un nouveau modèle de pêche collective en Haute-Gaspésie, publié le 13 août 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2185257/peche-collective-etude-tourelle>

⁸⁰ Joane Bérubé, Radio-Canada info, 2025, Des états généraux pour le nouveau ministre des Pêches, publié le 9 septembre 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2191214/etats-generaux-peches-nomination-ministere-mapag>

Autres particularités de la Gaspésie

Agriculture et alimentation

Le Cadre de référence en sécurité et autonomie alimentaire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui a été publié en 2020 (Gérin-Lajoie, S.) offre un portrait régional au regard de la sécurité et de l'autonomie alimentaires. Les enjeux touchant à cette thématique sont vastes, mais soulignons un fait frappant: « Dans la région, 36,1 % de la population vit dans un secteur qualifié de désert alimentaire⁸¹, comparativement à 5,7 % pour l'ensemble du Québec » (Gérin-Lajoie, S., 2020)

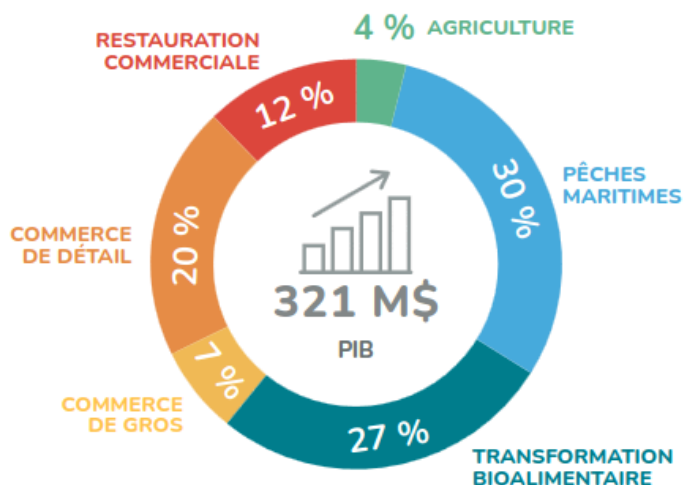
Un des constats dont fait état ce document est notamment qu'en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, il existe une forte mobilisation des acteurs en sécurité et autonomie alimentaires, ce qui est certainement un atout puisque la concertation en sécurité et autonomie alimentaires est identifiée comme un facteur qui contribue à augmenter le pouvoir d'agir collectif.

Selon Gabriel Bourgault-Faucher (2021) en 2017, l'industrie bioalimentaire représentait 9 % du PIB et 30 % des emplois en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Selon le Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec 2022 (MAPAQ, 2022), voici les données liées au PIB de l'industrie bioalimentaire régionale:

Image # 6: L'industrie bioalimentaire de la région Gaspésie en 2022

image tirée de Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec (MAPAQ, 2022)



⁸¹ « Un désert alimentaire est un secteur géographique caractérisé : par un faible accès à des commerces (plus de 16 km en milieu rural et 1 km en milieu urbain); par un indice élevé de défavorisation matérielle. » (parmi les indicateurs : taux de chômage, proportion de familles monoparentales, de personnes à faible revenu, etc.).

Source : Institut national de la santé publique du Québec, 2013, cité dans Gérin-Lajoie, S., 2020.

Il est souvent mentionné que seulement 33 % du contenu de notre assiette provient du Québec⁸², alors que le taux d'autosuffisance alimentaire atteignait 80 % en 1985⁸³. Nous ne connaissons pas les chiffres pour la Gaspésie.

« En 2021, 220 entreprises gaspésiennes déclarent des revenus de plus de 5000 \$ annuellement (ce qui donne droit au statut de producteur agricole). En nombre, au premier rang : les élevages de bovins de boucherie, suivis du maraîchage (excluant la pomme de terre). En revenus : 12 fermes laitières, suivies par l'élevage bovin. En mars 2021, près de 15 % des exploitations détiennent une certification biologique, soit 5 % de plus que la moyenne québécoise »⁸⁴.

L'énergie éolienne

« En 2020, la production d'électricité québécoise totalisait 207 TWh, dont 94 % provenaient de source hydroélectrique, 5,2 % de source éolienne et 1 % de la biomasse, de l'énergie solaire et du diesel. » (Whitmore et Pineau, 2024)

La Gaspésie (sans les Îles-de-la-Madeleine) aurait une puissance éolienne installée⁸⁵ de 1 160 MW, ce qui représente 28 % des 4 120 MW de puissance éolienne installée au Québec. (MEIEQ, 2022). Selon ces chiffres, alors que la Gaspésie représente 1 % de la population du Québec, cette région administrative posséderait 1,46 % de la capacité de production d'électricité de la province. De plus, un récent rapport (Nergica, Ouranos et Hydro-Québec, 2023) confirme que les changements climatiques prévus pour la période 2031-2060 n'affecteront pas de façon significative la productivité des installations éoliennes et que nous pourrions compter sur l'énergie éolienne comme alternative aux énergies fossiles.

Transport et mobilité des personnes

Transport routier

La région de la Gaspésie est desservie par un cordon routier principal, la route 132, sous juridiction provinciale. Celle-ci longe la côte, et est soumise aux intempéries. Si un pont est endommagé par

⁸² M. Des Roberts. 2018. Produit ici, consommé ici. Évaluation du potentiel productif et de l'adéquation entre production et consommation alimentaire pour les régions de Québec et Chaudière-Appalaches. Mémoire de Maîtrise en agroéconomie. Cité dans: FCTÉ, 2020.

⁸³ Garon, J.. (2012, 28 août). *Le contrôle de nos chaînes d'épicerie est une question d'intérêt national*. La Vie agricole. Cité dans: FCTÉ, 2020.

⁸⁴ Raymond, H. (2021, 2 août). *Autonomie alimentaire - La Gaspésie dans l'assiette toute l'année*. Article dans Gaspésie Gourmande, <https://gaspesiegourmande.com/autonomie-alimentaire-la-gaspesie-dans-l-assiette-toute-l-annee>

⁸⁵ À noter qu'il peut exister une différence entre la puissance installée et la production d'énergie comme telle.

les crues printanières, ou un segment de route, emporté par les vagues lors d'une tempête hivernale, certaines portions de la population peuvent se retrouver isolées.

Deux autres routes majeures traversent la péninsule : la 299 assure un lien nord-sud, et la 198 établit le lien avec Murdochville.

Transport interrégional

Les enjeux du transport interrégional sont nombreux : service d'autocar déficient⁸⁶, absence de train de passagers (sauf à la gare de Matapédia...), transport aérien trop coûteux et peu fiable⁸⁷.

Transport collectif et mobilité durable

La voiture individuelle est très majoritairement le mode principal, et souvent l'unique moyen de transport des personnes. La faible densité et l'étendue du territoire, de même que l'éloignement des services pour plusieurs municipalités, font en sorte qu'il est très difficile d'offrir un service de transport en commun qui puisse répondre aux besoins de déplacement quotidiens. À ces défis s'ajoutent les préjugés et les aprioris négatifs à l'encontre du transport collectif, encore très présents (Jean-St-Laurent et Thibodeau, 2017).

Il existe toutefois des services et des initiatives, principalement portées par la Régie intermunicipale de transport Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (RÉGÎM):

- Transport en commun: trajets des autobus de la RÉGÎM (avec la possibilité d'avoir un support à vélo lors de la belle saison), transport adapté, et covoiturage;
- Auto-partage (voiture électrique en location à Gaspé, Grande-Rivière, Chandler, Maria, Carleton) et vélo-partage (vélo électrique en location à Gaspé, Ste-Anne-des-Monts, New-Richmond et Carleton)

Également, une table de concertation régionale en mobilité durable a été mise sur pied dans les derniers mois, ce qui dénote l'importance des enjeux et la mobilisation des acteurs de la région..

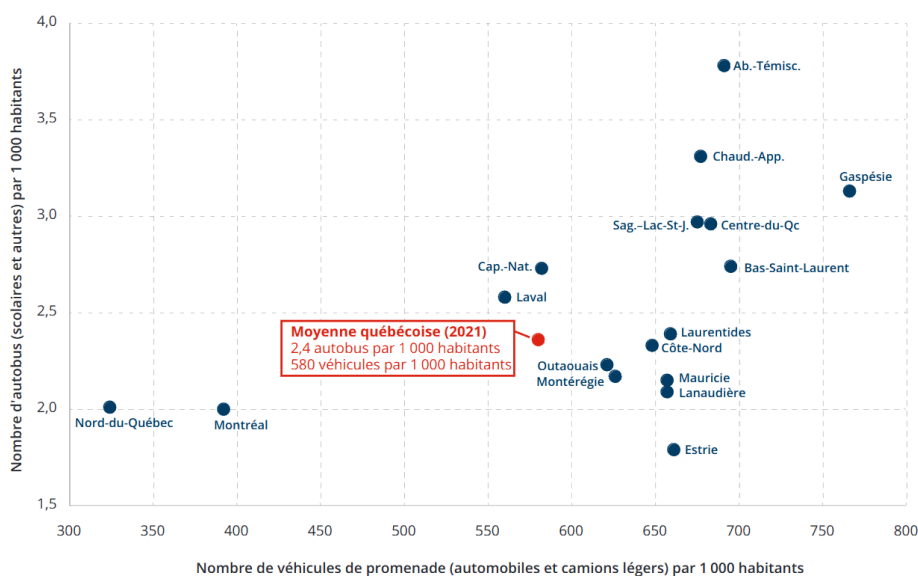
À noter, enfin, que si la Gaspésie est la région où l'on dénombre le plus de véhicules par habitant, c'est tout de même également une de celles où l'on retrouve le plus d'autobus (incluant les autobus scolaires) par habitant, comme on le voit sur le graphique suivant.

⁸⁶ Arsenault, L-P., (2023), Transport interurbain: sept fois moins de départ d'autocars privés depuis 1981, Radio-Canada, Ici Québec : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2029554/autobus-voyageur-intercar-orleans> et Pratte, C et Schepper, B., (2023), Le transport interurbain pas autocar au Québec: portrait d'une industrie à la croisée des chemins, IRIS, : <https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2023/11/2023-11-Transport-interurbain-WEB.pdf>

⁸⁷ Sergerie, N., (2023), *Le développement touristique affecté par les ratées du transport aérien régional*, dans Ma Gaspésie : <https://magaspesie.ca/le-developpement-touristique-affecte-par-les-rates-du-transport-aerien-regional/>

Image #7 : Nombre d'autobus et de véhicules de promenade par 1000 habitants, par région du Québec, 2021

source: graphique 29 tiré de l'ÉÉQ de Whitmore, J. et Pineau, P.-O. , 2024, p.40



Conclusion

On pourrait croire que la situation démographique et socio-économique de la région est pour le moins « morose », mais le bonheur, élément intangible d'une vie épanouie, semble être dans le pré des Gaspésiens et Gaspésiennes. Selon un sondage dévoilé en 2021 par la firme Léger, les habitantes et les habitants de la péninsule seraient les plus heureux.ses de toutes les régions du Québec. Ce sont un « accueil chaleureux, une communauté active et solidaire, sans oublier la mer à perte de vue et l'accès à un immense terrain de jeux » qui rendent ce bonheur bien réel, selon le sondage⁸⁸. Voici un autre « avertissement de bonheur » lancé aux futures arrivantes et aux futurs arrivants sur le site *Vivre en Gaspésie*⁸⁹ :

- “On aime vivre autrement ; prendre le temps surtout.
- On est réellement heureux d'apprendre à te connaître.
- C'est juste normal, en Gaspésie, de s'entraider et de vivre en communauté.
- En Gaspésie, les gens se font confiance.
- Partout où tu iras, la nature te rappellera sa présence.”

⁸⁸ Lafrance A., 2021, *La Gaspésie, marchande de Bonheur*, Quotidien Le Soleil du 26 mars 2021, <https://www.lesoleil.com/2021/03/26/la-gaspesie-marchande-de-bonheur-9733fb1a1216eca11db1666f2c72f9cc/>

⁸⁹ Vivre en Gaspésie. (s.d.). 5 choses à savoir avant de déménager en Gaspésie, [site web], <https://vivreengaspesie.com/la-region/>

Ce sont sans doute ces caractéristiques de la population gaspésienne qui en font une région propice à une transition socio-écologique juste. Dans cette région qui ne suit pas ou ne subit pas tous les impératifs de production et de consommation édictés par le « Capital », il y a de fortes chances que soient perçus positivement les changements profonds en lien avec le respect du territoire (respect des limites écosystémiques) et le respect des droits des personnes (respect des limites sociales).

2. Vulnérabilités aux aléas climatiques

À quels changements climatiques la Gaspésie est-elle la plus exposée et quelles sont nos vulnérabilités face à leurs impacts ? C'est la question à laquelle nous répondrons dans ce chapitre qui se veut une synthèse présentant les diverses vulnérabilités aux aléas climatiques sur notre territoire. Nous espérons que ce portrait contribuera à nourrir l'articulation de la vision du futur souhaitée par notre population et nos partenaires.

La notion de vulnérabilité climatique peut-être succinctement définie comme la sensibilité face à un risque (Walczak et al., 2021). On la relie essentiellement à l'exposition d'un système aux impacts climatiques, à la sensibilité de ce système ainsi qu'à sa capacité de s'adapter (Thomas et al., 2012). Son analyse, selon Walczak, est fondamentale, car elle permet d'alimenter les discussions avec les décideurs et les décideuses politiques, les acteurs du milieu et les citoyennes et citoyens qui partagent leur vision du risque.

Nous considérons ici la vulnérabilité à un aléa climatique en termes de sensibilité sociale et territoriale face à un risque d'exposition pouvant mener à des dommages ou à des pertes sur notre territoire. Nous prenons aussi en compte les indicateurs globaux de la capacité d'adaptation des populations de l'ensemble de la Gaspésie. Le tableau ci-bas illustre les diverses composantes de la vulnérabilité climatique.

Tableau #2 : Composantes de la vulnérabilité liée à un aléa climatique <small>source: Adapté de Bleau et Thomas-Maret, 2010, (dans Thomas et al., 2012)</small>	
EXPOSITION À L'ALÉA Description de l'aléa: probabilité d'occurrence, force, récurrence et niveau d'exposition des populations, des milieux naturels, des infrastructures...	
SENSIBILITÉ	
SOCIALE Localisation de la population, des collectivités, populations moins nanties, personnes dépendantes, malades, peu mobiles, taux de chômage, nouveaux arrivants, populations marginalisées, ne parlant pas le français, etc.	TERRITORIALE Infrastructures, écosystèmes, état des milieux naturels, des habitats, des logements, des infrastructures critiques, ou essentielles, des lieux d'intérêt, des réseaux routiers, d'aqueduc, etc.
IMPACT POTENTIEL Au niveau physique, social, économique, territorial, dommages, bris, risques pour la santé et la sécurité publique, la gouvernance, les services, les groupes communautaires, etc.	
CAPACITÉ D'ADAPTATION Résilience sociale, économique, institutionnelle, des infrastructures, capital communautaire. Ressources et moyens disponibles pour s'adapter à l'aléa et réduire ses effets négatifs.	

Notre démarche vers l'articulation de nos vulnérabilités climatiques repose sur une approche de style revue de littérature. Certains des documents consultés ont contribué à préciser notre cadre conceptuel, d'autres ont donné accès à des informations sur nos fragilités ou sur les impacts des bouleversements climatiques en Gaspésie, notamment celui de la Direction de la Santé Publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (2023). D'autres encore ont permis de mieux cibler les sensibilités et les capacités d'adaptation dans une MRC en particulier ou de préciser un aspect du territoire comme pour les municipalités de Carleton-sur-Mer, Maria, New Richmond et Bonaventure (CIRADD et al., 2023) ou pour la salinisation des eaux (O'Salis, 2023) ou encore pour les inégalités de genre (Table de concertation des groupes de femmes GÎM, 2022).⁹⁰

Les *énoncés de vulnérabilité climatique* de notre territoire, présentés dans la prochaine section, sont une synthèse des éléments recueillis. Ils dressent un portrait actuel de la situation, appelé à se bonifier avec la progression de certains paramètres, dont l'avancement des connaissances et la diffusion d'études et de recherches pertinentes.

⁹⁰ Une fiche de lecture a été réalisée pour chaque document de référence utilisé, elles sont accessibles à l'Annexe 1.

Vulnérabilités aux aléas climatiques en Gaspésie

Le réchauffement climatique a déjà, et aura, des répercussions multiples de plus en plus sévères. On s'attend à ce que la Gaspésie subisse des aléas climatiques plus fréquents et plus intenses, et ce, surtout si les gaz à effet de serre (GES) continuent à être émis au rythme actuel (Institut Santé Publique, Québec, 2021).

D'ici à 2050, la hausse des températures sur le territoire devrait se situer entre 3,0°C et 5,6 °C. Elle contribuera à amplifier les effets des changements climatiques sur nos régions, notamment ceux en lien avec le milieu côtier. Leurs impacts souvent cumulatifs et leurs conséquences en cascade agiront fortement sur les écosystèmes, la biodiversité, la santé publique et l'économie de l'ensemble de la région. Leurs impacts peuvent perturber la vie sociale de nos collectivités et porter atteinte à la santé globale de gens touchés, provoquant du stress, de l'anxiété, voire de la détresse psychologique chez plusieurs, notamment chez les personnes les plus vulnérables. En plus, ces changements exerceront de fortes pressions sur les organismes sociaux, sur les divers paliers de gouvernance et sur la cohésion sociale qui sera mise à rude épreuve.

Parmi les principaux indicateurs de sensibilité sociale et territoriale aux changements climatiques, nous retrouvons :

- l'exposition accrue aux aléas et le fait de vivre en zone isolée ou éloignée ;
- le fait d'être moins bien nantis et de vivre de l'exclusion ;
- un état de santé précaire ainsi qu'une mobilité limitée (comme pour plusieurs personnes âgées).

Dans les populations à haut risque et qui souvent cumulent plusieurs fragilités, notons aussi :

- les femmes (trop souvent à la croisée des oppressions);⁹¹
- les ménages monoparentaux;
- les personnes issues de la diversité de genre ou d'une minorité ethnique;

⁹¹ « Pour les femmes [...] les impacts des changements climatiques sont encore plus grands et risquent de les appauvrir et de les discriminer davantage. » (Les Allumeuses, 2020, p.9. (cité dans Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, 2022).

- les populations autochtones (dont les impacts des changements sur leur milieu et mode de vie sont considérables, notamment pour les femmes autochtones).⁹²

S'ajoutent à ces indicateurs sociaux: la capacité réduite à parler une des langues officielles (particulièrement le français en Gaspésie, le taux de chômage et la méconnaissance du territoire). L'état et la localisation des milieux naturels et des infrastructures sont aussi à prendre en considération.

En Gaspésie, quatre facteurs majeurs présents sur l'ensemble du territoire viennent considérablement accroître notre vulnérabilité aux aléas climatiques :

- le pourcentage élevé de personnes âgées qui va en augmentant;
- le niveau socio-économique de nos MRC parmi les plus bas au Québec;
- la localisation côtière d'une partie importante de la population et des infrastructures;
- le fait qu'il n'y ait qu'une seule route principale, la route 132⁹³, desservant la péninsule et rendant très à risque la mobilité des gens et le déploiement des services en cas d'urgence.

Un récent portrait des municipalités de Carleton-sur-Mer, Maria, New Richmond et Bonaventure (CIRADD et al., 2023) dans les MRC d'Avignon et de Bonaventure montre un haut pourcentage de familles monoparentales composées de femmes dans leur population; élément de vulnérabilité très significatif pour ces MRC. Notons aussi la présence des communautés anglophones minoritaires sur le territoire et celle de la nation micmaque dans les MRC de La Côte-de-Gaspé, d'Avignon et Bonaventure qui présentent des sensibilités particulières. Enfin, une prévalence notable de certaines maladies et de troubles mentaux est constatée par la DRSP (2023) sur l'ensemble du territoire, mais cette prévalence serait moindre dans la MRC de La Côte-de-Gaspé.

Par ailleurs, il importe de souligner les indicateurs positifs qui viennent augmenter notre capacité de résilience globale en Gaspésie:

- le support social et communautaire bien présent dans nos collectivités et ce réel sentiment d'appartenance qui nous anime;

⁹² La modification des modes de vie est intimement liée à l'augmentation de la vulnérabilité de certaines femmes autochtones. Gardiennes du savoir et responsables des pratiques alimentaires de subsistance, de cueillette et de la transformation des aliments, les femmes autochtones seraient celles qui subissent les plus grandes répercussions en raison de la perte de leurs activités. (Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, 2022)

⁹³ N.B. On retrouve aussi la route 299 qui traverse le parc de la Gaspésie à risque d'inondation, ce qui allonge alors considérablement les trajets en cas de nécessité, toutefois les concentrations de populations habitant le long de cette route sont beaucoup moindres que pour la route 132.

- le taux de ménages propriétaires qui frôle les 73 % (le plus haut au Québec);
- une volonté de plus en plus claire dans certaines MRC pour une gouvernance participative impliquant les citoyens et les citoyennes. Le projet Gouvernance participative et résilience face aux changements climatiques des MRC d'Avignon et de Bonaventure en est un exemple, tout comme la recherche sur la salinisation d'O'Salis (2023) qui met en évidence les échanges entre les divers partenaires comme un levier à la coconstruction basée sur la transparence;
- l'engagement de nombreux groupes citoyens préoccupés par l'environnement, le territoire, les changements climatiques ou par l'amélioration de la justice sociale sur le territoire. Ces groupes contribuent à informer, à éduquer ; ils proposent des solutions et participent ainsi à coconstruire notre résilience collective.

Ces éléments positifs participent, nous y reviendrons en fin de chapitre, à ce fort sentiment de «bonheur » et de bien-être général qui règne dans la population gaspésienne.

Énoncés des vulnérabilités liées aux aléas climatiques en Gaspésie

Les énoncés de nos vulnérabilités climatiques sont regroupés en trois parties et présentés selon l'ordre décroissant de leurs impacts.

1- Vulnérabilités en lien avec des aléas côtiers ou riverains⁹⁴

En raison de sa situation géographique, la Gaspésie est fortement exposée aux bouleversements climatiques en milieux côtiers et riverains. Une grande partie de la population et des municipalités est établie le long du littoral ou près des rivières, ce qui nous rend très vulnérables à la submersion, à l'érosion et à l'inondation des rivières.

La **submersion côtière** est susceptible de toucher une grande partie du littoral gaspésien. La Direction de la Santé Publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (2023) souligne que partout sur le territoire on trouve des secteurs où la côte est basse, ceux-ci représentant environ le tiers de la côte gaspésienne. La hausse des températures, la fréquence et la force croissante des tempêtes, la montée constante du niveau de la mer et le couvert de glace moindre provoquent déjà et provoqueront, de manière récurrente, des inondations côtières dans toutes les MRC du

⁹⁴ Riverain est pris ici dans le sens de: « qui est situé le long des rivières ».

territoire. On n'a qu'à penser aux submersions à Maria en 2010, en 2023 puis en début 2024 où l'état d'urgence fut décrété deux fois en une semaine ; notons aussi celles à Percé et ces autres récurrentes le long de la route 132 en Haute-Gaspésie pour saisir l'ampleur des impacts possibles. Ces montées des eaux peuvent être temporaires (comme lors de tempêtes) ou permanentes dues à la hausse du niveau de la mer. Hausse qui, selon un scénario de la NASA (Sergey, 2023), pourrait atteindre 31 cm d'ici 2050 et jusqu'à 91 cm à la fin du siècle en Gaspésie.

L'inondation des rivières, notamment au printemps et en hiver, sera amplifiée par la hausse des températures hivernales, par des précipitations printanières et hivernales plus importantes dont les précipitations liquides qui peuvent engendrer des inondations par embâcle de glace dans certains cours d'eau, par l'augmentation des cycles gel-dégel et par la fonte précoce de la neige. Une aggravation des débordements et des débâcles est attendue. Les risques seront accrus en été et automne dû à l'augmentation prévue des tempêtes et précipitations atypiques. Un accroissement plus marqué du risque d'inondation est envisagé pour la MRC du Rocher-Percé dû à une augmentation plus importante des précipitations qu'ailleurs.

L'érosion côtière déjà à l'œuvre sur nos côtes s'accroîtra principalement en raison du couvert de glace amoindri, de la force des tempêtes hivernales, de la hausse du niveau de la mer avec ses submersions répétées. Les précipitations atypiques ainsi que les cycles plus grands de gel-dégel provoquant la fragmentation de la roche viendront aussi déstabiliser les sols du littoral.

Notons de plus les risques accrus d'érosion ou de mouvements du sol de lieux autres que côtiers qui, sous des pluies diluviennes, peuvent s'éroder et provoquer des glissements de terrain en milieux pentus, comme ce fut le cas en Haute-Gaspésie en juin 2023. Avec des cours d'eau qui sont naturellement mobiles par la migration latérale de leurs berges ou la création de nouveaux chenaux d'écoulement, l'accentuation des crues liée aux changements climatiques est susceptible d'amplifier les phénomènes d'érosion fluviale et d'engendrer davantage d'enjeux de sécurité civile dans le futur.

Impacts et sensibilités en lien avec la submersion, les inondations et l'érosion

Ces trois aléas majeurs peuvent grandement endommager les bâtiments, le réseau routier ainsi que d'autres infrastructures et milieux naturels comme les plages, les milieux humides, les abords de rivières, les édifices touristiques, les systèmes de gestion des eaux pluviales, etc. Ils modifient le paysage et portent atteinte à l'intégrité des écosystèmes touchés, menaçant leur

équilibre et leur biodiversité.

Leurs impacts psychologiques, sociaux et économiques sont considérables. Les changements et les adaptations requis impliquent des coûts importants. Des décisions déchirantes peuvent aller jusqu'à devoir relocaliser des personnes et des infrastructures. Ils engendrent des pertes douloureuses : résidences privées, équipements, bâtiments commerciaux, etc. La fermeture des routes principales, comme la 132 ou la 299 vient accroître l'insécurité et la vulnérabilité des populations touchées.

Ces effets négatifs peuvent être la source d'un haut niveau de stress chez les communautés riveraines. Bien que le soutien social et le sentiment d'appartenance à la communauté soient forts sur l'ensemble du territoire, la cohésion sociale peut être fragilisée par les tensions exacerbées. Les répercussions sur la santé physique et mentale de la population, dont les risques de dépressions et de détresse psychologique, sont bien réels. Elles fragilisent d'autant plus nos populations vulnérables. Les personnes âgées, les gens moins nantis économiquement ou vivant de l'exclusion, ceux vivant avec des problèmes de santé mentale, par exemple, sont plus à risque de subir des conséquences importantes si une aide adéquate ne leur est pas apportée. Enfin, ces aléas viennent augmenter la pression sur l'ensemble des collectivités, des services publics, des organismes communautaires et de nos gouvernances, dont les municipalités, les MRC et notre système de santé et de sécurité par exemple.

En matière d'économie, l'industrie de la pêche verra ses infrastructures menacées. Celle du tourisme déjà secouée par les événements des dernières années devra s'adapter à des perturbations récurrentes, notamment sur le littoral, lieu de villégiature principal en Gaspésie. Comme on le stipule dans l'extrait suivant, la pression est grande sur ce secteur de notre économie très vulnérable aux changements climatiques :

Il s'agit d'un fardeau supplémentaire pour une région touristique comme la Baie-des-Chaleurs. Il en coûte effectivement beaucoup aux propriétaires d'hébergement et d'entreprises touristiques, ainsi qu'aux municipalités, pour s'assurer d'accueillir les touristes convenablement, malgré les aléas climatiques. Il n'y a qu'à penser aux défis liés à la préservation des bancs de sable sur lesquels se trouvent souvent des installations touristiques. Les répercussions psychologiques ne sont également pas à mettre de côté. (CIRADD et al., 2023).

2- Vulnérabilités liées à des aléas à moindre risque

Salinisation de l'eau potable

La hausse du niveau marin, la récurrence des tempêtes et des inondations marines ainsi que la hauteur des vagues favorisent la salinisation des eaux souterraines le long du littoral gaspésien. Le territoire considéré à risque compte, avec le Bas-Saint-Laurent, 76 % des puits échantillonnés dépassant la valeur recommandée de sodium de 20 mg/l. Le littoral de la Baie-des-Chaleurs déjà exposé à une accélération de la hausse du niveau de la mer est particulièrement vulnérable aux enjeux de salinisation des aquifères côtiers, car de 30 à 50 % des populations riveraines s'y alimentent en eau douce à partir d'un puits privé situé à moins d'un kilomètre de la côte. Le type de gestion des inondations est complexe, ce qui peut freiner la prise de décision. Or, un projet de recherche-action comme O'Salis⁹⁵ constitue un élément positif contribuant à améliorer notre capacité d'adaptation à cet aléa avec une approche de coconstruction impliquant la population et les décideurs et décideuses.

Accroissement de la chaleur extrême et des vagues de chaleur

L'augmentation moyenne de la température en Gaspésie laisse envisager que, d'ici 2050, la Gaspésie connaîtra annuellement six fois plus de journées très chaudes et huit fois plus de nuits dites tropicales qu'en 2000 (DSPGÎM, 2023). Le risque de subir des vagues de chaleur augmentera, surtout pour les MRC d'Avignon, de Bonaventure et de La Côte-de-Gaspé, alors qu'elles seront plus chaudes et plus longues que celles vécues jusqu'à ce jour. Celles-ci, selon la Direction de la Santé Publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (2023), pourraient provoquer de multiples effets sur la santé, notamment chez les personnes ayant déjà des maladies chroniques, les jeunes enfants et les personnes âgées. Les conséquences physiques et psychologiques seront plus importantes pour la population vieillissante.

Feu de végétation

La péninsule gaspésienne dans son ensemble est à risque modéré de feux de forêt. Des conditions plus sèches, l'allongement de la saison des feux et une plus grande présence de la foudre sont favorables à l'ignition et à la propagation des feux. La Haute-Gaspésie et La Côte-de-Gaspé seraient à risque plus élevé alors qu'on souligne un risque moyen pour les autres MRC. Les populations et les infrastructures près des forêts sont plus à risque. Plusieurs effets physiques sur la santé ainsi que diverses conséquences psychosociales, incluant des impacts économiques, y sont associés. Au cours des dernières décennies, toutefois, les feux de forêt sur le territoire ont été de petite ampleur, les efforts de la SOPFEU y sont pour beaucoup,

⁹⁵ Site Web du projet O'Salis: <https://osalis.ca/>

mais le manque de main-d'œuvre actuel pourrait diminuer son efficacité et accentuer les risques de voir des feux de plus grande envergure (DSPÎM, 2023).

Sécheresse hydrique et agricole

Des années plus sèches, en été notamment, pourraient mener à une baisse du niveau des lacs, des rivières et des nappes phréatiques. Des sécheresses ponctuelles et récurrentes sont prévues. L'absence de cartographie des eaux souterraines d'une grande partie du territoire rend ces sécheresses difficiles à prévoir. Toute la région est à risque modéré avec des conséquences mineures à graves. Ce risque est plus important pour la Haute-Gaspésie dont les problèmes d'eau potable sont déjà connus. En condition de sécheresse hydrique, la qualité de l'eau potable et sa pénurie sont des menaces pour la santé. Ce qui peut entraîner des pressions importantes sur les services publics et le système de santé.

Les sécheresses agricoles sont aussi un risque moyen pour l'ensemble de la Gaspésie avec un risque accru dans Avignon et Bonaventure. L'allongement de la saison de croissance, avec la hausse de la chaleur et des précipitations moindres en été, peut entraîner une baisse de l'eau contenue dans les sols. Une incidence sur la sécurité alimentaire est à prévoir et pourrait avoir des répercussions psychosociales chez les consommateurs, les agriculteurs et les communautés. De plus, l'érosion par le vent de terre asséchée peut soulever des particules fines nocives pour la santé respiratoire, pensons notamment aux personnes sensibles comme les jeunes enfants, les aînés et les personnes ayant des maladies chroniques et respiratoires (DSPÎM, 2023).

Accroissement des vecteurs de maladie et maladies infectieuses

Avec le réchauffement, les maladies infectieuses sont susceptibles d'émerger comme les maladies transmises de l'animal à l'humain (zoonoses), d'un humain à l'autre et celles provenant de sources environnementales. Les cas répertoriés à ce jour dans la région sont peu nombreux. Il existe un risque de contracter la maladie de Lyme, surtout dans la Baie-des-Chaleurs, zone propice à l'implantation de la tique porteuse de la bactérie. Les touristes et les personnes travaillant ou utilisant la forêt et les autres milieux naturels l'été sont plus à risque. La multiplication d'insectes ravageurs, d'espèces exotiques envahissantes, de maladies infectieuses, de pandémies et de plantes allergènes sera aussi favorisée. Les risques sont actuellement mineurs pour l'ensemble du territoire.

3- Vulnérabilités liées à des changements climatiques à risque plus faible

Augmentation de la température en Gaspésie: autres impacts

Bien qu'elle puisse être positive pour le tourisme et pour l'agriculture, l'augmentation de la température pouvant provoquer le déplacement de l'aire de répartition de certaines espèces animales comme les saumons par exemple, pourrait exiger des ajustements importants dans les domaines de la chasse et de la pêche sportive (Ouranos, 2020a). Les hivers plus chauds et plus courts affectent déjà négativement le tourisme hivernal sur l'ensemble du territoire, notamment en ce qui concerne le ski alpin, la motoneige et la pêche sur glace.

L'augmentation de la température de l'eau, peut affecter les aires de répartition des espèces aquatiques importantes pour l'industrie de la pêche et peut accroître la prolifération des bactéries chez les mollusques et les risques d'infections pour les gens qui les consomment. Elle participe également à l'acidification des océans, laquelle peut entraîner une réduction des stocks des coquillages et de certaines espèces de fruits de mer.

Pollution de l'air

Un effet « en cascade » de divers phénomènes (dont les émissions de GES⁹⁶, de particules fines et autres polluants produits par les transports routiers, les sécheresses et les feux de forêt) peut potentiellement provoquer des périodes problématiques de pollution de l'air en Gaspésie. Des conséquences importantes sur la santé humaine sont à prévoir, comme des problèmes respiratoires et cardiaques, augmentant les risques de décès prématurés et réduisant la qualité de vie notamment chez la population vieillissante, les jeunes enfants et les gens souffrant de maladie cardiaque et respiratoire sont à prévoir. L'ampleur des feux de forêt vécus au Québec ces dernières années, notamment sur la Côte-Nord, couplés à des vents favorables, peut nuire considérablement à la qualité de l'air sur notre territoire. En juin 2023, la situation était telle que le directeur de la Santé publique en Gaspésie appelait à la vigilance face au niveau de smog et recommandait aux gens à risque de rester à l'intérieur (Duval, 2023).

Pollen et allergènes

L'allongement de la saison de croissance (environ 30 jours de plus) permettra aux plantes allergènes, notamment l'herbe à poux, de s'étendre davantage dans l'ensemble de la région. La

⁹⁶ La croissance rapide de la motorisation, l'augmentation importante de camions légers, et une mobilisation axée sur l'automobile (dont VUS) en Gaspésie qui frôle les 35% depuis 2000, participent à l'augmentation de la « pollution de l'air » (Fondation David Suzuki et al., 2020).

« saison des allergies » plus longue devrait augmenter les allergies saisonnières et affecter plus sévèrement les personnes déjà sensibles.

Avalanches

Malgré la diminution du couvert de neige, les avalanches pourraient également être plus fréquentes en raison de la déstabilisation du manteau neigeux, tant en montagne que le long de la route 132 en Haute-Gaspésie et sur La Côte-de-Gaspé, mais on ne s'attend pas à une hausse significative des impacts sur la santé de la population de la région Gaspésie.

Ce portrait de nos vulnérabilités climatiques donne à voir l'ampleur des défis qui nous attendent. Les bouleversements à venir, et ceux qui nous touchent déjà comme l'érosion de nos côtes, auront des impacts majeurs sur nos écosystèmes, nos paysages et nos populations, notamment les personnes les plus vulnérables. Nous devons relever nos manches, trouver des solutions équitables et faire preuve d'encore plus de résilience face à ces immenses défis. Or, selon l'indice de bonheur de la firme de sondage Léger (La Vitrine, 2021), ne sommes-nous pas les personnes les plus heureuses de la province en raison justement de cet esprit de communauté, d'entraide et d'appartenance qui renforcent notre résilience?

Nous vivons sur un territoire d'une grande beauté, une beauté qui participe à notre bien-être collectif. En unissant nos forces, nous saurons nous adapter aux aléas qui nous menacent et préserver cette beauté qui nous nourrit.

3.Émissions de GES

Dans une démarche régionale de transition socio-écologique, s'interroger sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) en Gaspésie permet d'une part de cibler les actions de réduction des émissions à prioriser, et d'autre part, d'en mesurer l'évolution dans le temps.

Toutefois, afin de bien saisir les enjeux des émissions de gaz à effet de serre en Gaspésie, il faut d'abord comprendre la question de l'énergie : sa production, son utilisation, ses usages, ainsi que ses différentes sources. Puisque ce sont des enjeux qui se jouent à une échelle beaucoup plus grande que notre région, nous présenterons d'abord le portrait de l'énergie au Québec, en nous appuyant principalement sur le rapport État de l'énergie au Québec 2024 (Whitmore et Pineau). Le cas de la Gaspésie est traité dans un deuxième temps.

Selon l'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre (GES) (MELCCFP, 2023), le total des émissions de GES du Québec s'élevait à 77,6 Mt éq. CO₂⁹⁷ en 2021, ce qui représente une réduction de 8,9 % par rapport au niveau de 1990. Les émissions par personne étaient de 9 t éq. CO₂, soit le taux le plus faible au Canada dont la moyenne était de 18 t éq. CO₂.

⁹⁷ Mt est l'abréviation de mégatonne, qui équivaut à 1 million de tonnes. La tonne équivalent CO₂ (t eq CO₂) est l'indice qui permet de comparer les effets des différents gaz à effet de serre, grâce à une même unité de mesure.

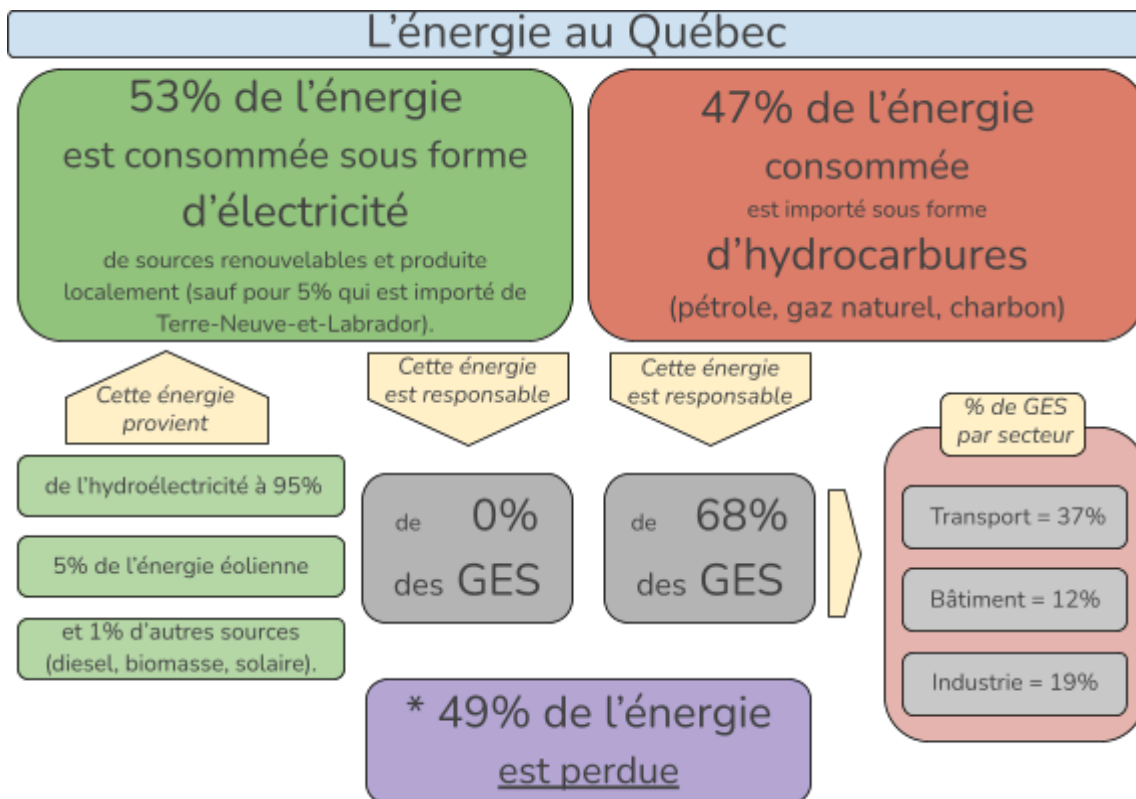
Énergie, hydrocarbures et transport

GES et énergie

53 % de l'énergie consommée au Québec est sous forme d'hydroélectricité, et 47 % est sous forme d'hydrocarbures. Le secteur de l'énergie génère 68 % des émissions totales de GES du Québec, lesquelles proviennent presque exclusivement de la combustion des hydrocarbures par les secteurs des industries, du transport, du chauffage des bâtiments, comme l'illustre l'image ci-dessous.

Image #8 : Portrait de l'énergie et des émissions de GES au Québec

source: synthèse de données récoltées dans EEQ 2024



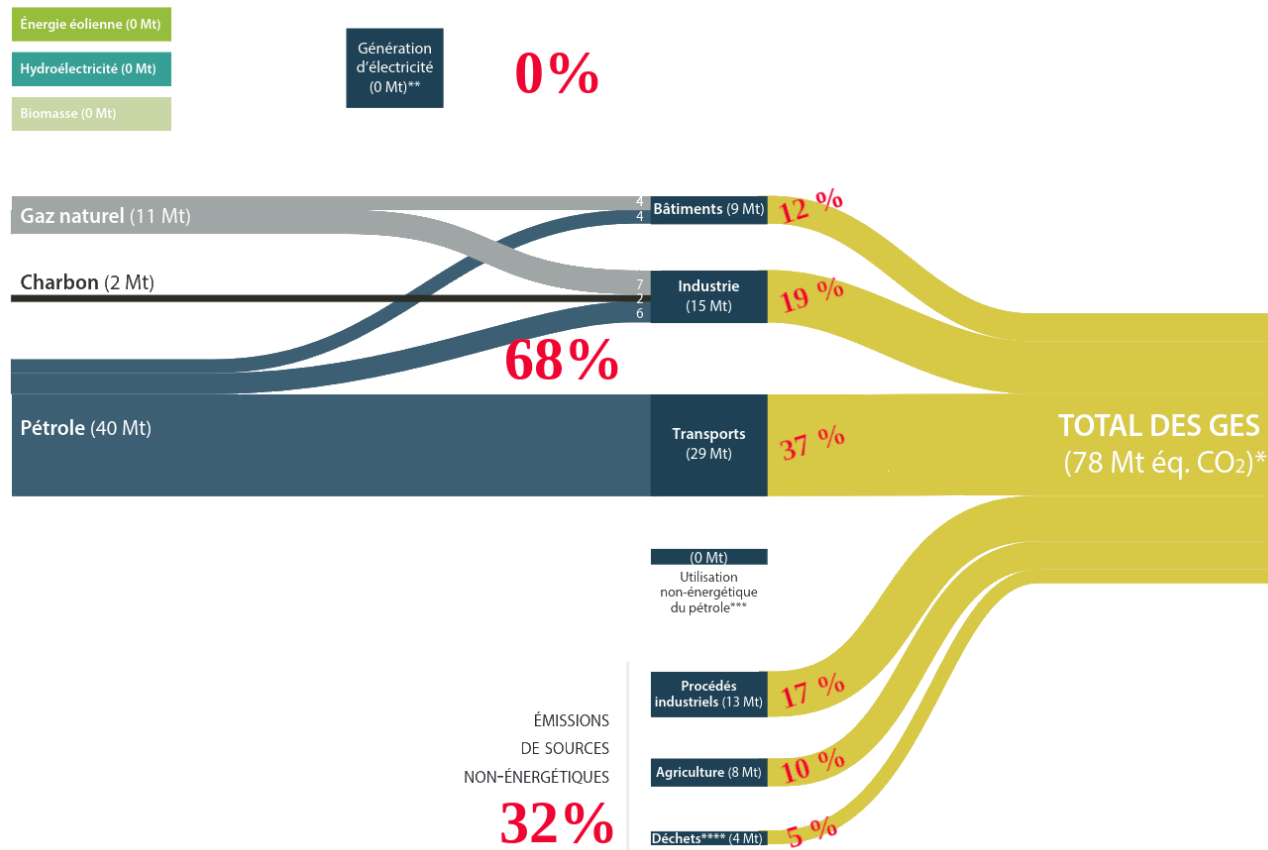
Le 32 % des émissions de GES restantes proviennent de sources qui ne concernent PAS l'énergie. Ils sont issus des secteurs suivants :

- 5 % du secteur des déchets (biogaz);
- 10 % de l'agriculture (causés par la digestion des animaux (36 %), le fumier (26 %), la gestion des sols (33 %), ainsi que le chaulage (5 %), selon le MELCCFP (2023a));

- et 17 % des industries, cette fois pour la portion des émissions issues des procédés industriels dans la fabrication de produits (les halocarbures, la production de ciment, ainsi que d'autres gaz qui sont émis en faible quantité, utilisés dans la réfrigération et la climatisation, la protection-incendie ainsi que la fabrication de mousses plastiques, de solvants et d'aérosols.)

Image #9 : Bilan des émissions de GES au Québec, 2021, et part des émissions par secteur

source: image tirée du document EEQ 2024, graphique 42, modifiée pour ajouter les %



GES dans l'industrie

Au Québec, l'hydroélectricité à faible coût attire des industries énergivores. À titre d'exemple, «les alumineries québécoises consomment [...] 12 % de l'électricité produite au Québec »⁹⁸, lesquelles émettent 7 % des GES de la province (Whitmore et Pineau, 2024).

⁹⁸ Gerbet, T. , 31 mars 2023, « Nos alumineries sont les plus rentables du monde, selon une étude de McKinsey », article de Radio-Canada, consulté le 12 mars 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1967135/quebec-etude-mckinsey-industrie-aluminium-electricite>

En combinant les émissions de source énergétique (19 %, issues de la combustion d'hydrocarbures) et non-énergétique (17 %, issues des procédés de fabrication) du secteur de l'industrie, celui-ci est responsable à lui seul de 36 % des émissions de GES du Québec.

À ce titre, la Gaspésie a, sur son territoire, l'industrie ayant un bilan des émissions de GES des plus lourds. La cimenterie Ciment St Marys (filiale du géant Brésilien Votorantim Cimentos) de Port-Daniel-Gascon, contribuait déjà en 2020 à 40,3 % des émissions des cimenteries avec ses 1,2 Mt éq. CO₂ (MELCCFP, 2022b), soit 1,6 % du total de 74 Mt éq. CO₂ du Québec cette année-là. En 2022, elle devient le plus grand émetteur du Québec avec des émissions totalisant 1,4 Mt éq. CO₂ (MELCCFP, 2022c) et on prévoit qu'à sa pleine capacité de production en 2027, ses émissions seront à 2,0 Mt éq. CO₂⁹⁹.

Rappelons qu'il existe deux approches pour comptabiliser ou exprimer les émissions de GES¹⁰⁰. À titre comparatif, au Québec, pour l'année 2018, on estimait le taux d'émission de GES à 9,6 t éq. CO₂ par personne avec l'approche « production »¹⁰¹, tandis qu'il était évalué à 8,4 t éq. CO₂ par personne selon l'empreinte carbone des ménages (Institut de la statistique du Québec, 2022). Cet exemple permet d'observer comment la présence d'industries fortement émettrices sur un territoire peut avoir une incidence sur les résultats selon l'approche choisie.

GES et transport

Considérant le rôle du transport routier dans la consommation des énergies fossiles, et par conséquent, dans le portrait des émissions de GES, voici des données en vrac qui illustrent quelques uns des enjeux liés à ce secteur :

⁹⁹ Giguère, P., 21 novembre 2022, « Le «pire des scénarios» se dessine pour la cimenterie McInnis, qui pollue plus que jamais », article de CHAU TVA nouvelles, consulté le 4 mars 2024: <https://cimtchau.ca/nouvelles/le-pire-des-scenarios-se-dessine-pour-la-cimenterie-mcinnis-qui-pollue-plus-que-jamais/>

¹⁰⁰ L'approche « production » présente le total des émissions de GES du territoire divisé par le nombre d'habitants et d'habitantes, et englobe les émissions liées à la production de biens services sur le territoire et qui sont exportés à l'extérieur du territoire. À l'inverse, elles n'incluent pas les émissions associées aux produits importés et, par conséquent, n'intègrent pas tout ce qui est consommé sur le territoire: c'est l'empreinte carbone, ou approche dite de « consommation », qui nous donne cette information.

¹⁰¹ Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), Gouvernement du Québec. (2020). *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2018 et leur évolution depuis 1990*. Consulté le 12 mars 2024: <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/2018/inventaire1990-2018.pdf>

source: données issues de Whitmore et Pineau 2024 et Laviolette 2020

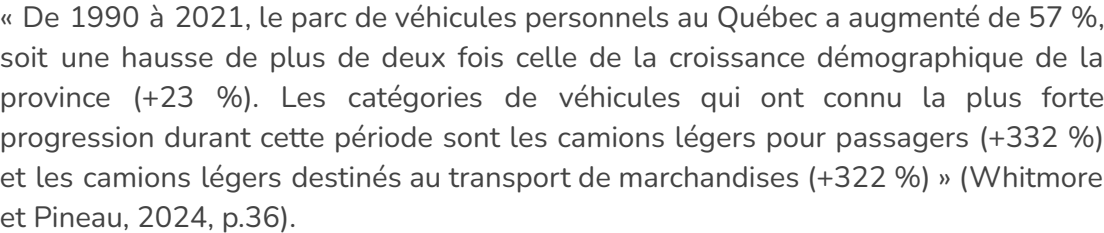


Image #11 : Taux de motorisation (nombre de véhicules par 1000 habitants) et proportion de camions légers dans le parc de véhicules de promenade, 2010 et 2020

Proportion de camions légers dans le parc de véhicules de promenade

Nombre de véhicules par 1 000 habitants

Moyenne québécoise (2020)
576 véhicules/1000 habitants
47 % de camions légers

Moyenne québécoise (2010)
543 véhicules/1000 habitants
30 % de camions légers

Legend:
○ 2020
● 2010

Région	Année	Nombre de véhicules par 1 000 habitants (X)	Proportion de camions légers (%) (Y)
Nord-du-Québec	2010	305	62
Nord-du-Québec	2020	345	75
Montréal	2010	385	24
Montréal	2020	385	38
Laval	2010	550	25
Laval	2020	585	40
Cap-Nat.	2010	545	27
Cap-Nat.	2020	585	43
Côte-Nord	2010	590	45
Côte-Nord	2020	600	60
Outaouais	2010	595	35
Outaouais	2020	590	50
Estrie	2010	595	28
Estrie	2020	645	43
Bas-Saint-Laurent	2010	625	32
Bas-Saint-Laurent	2020	635	55
Mauricie	2010	625	33
Mauricie	2020	655	48
Laurentides	2010	635	31
Laurentides	2020	665	45
Centre-du-Qc	2010	645	30
Centre-du-Qc	2020	685	48
Chaud.-App.	2010	655	31
Chaud.-App.	2020	695	50
Gaspésie	2010	665	42
Gaspésie	2020	765	52
Ab.-Témisc.	2010	675	43
Ab.-Témisc.	2020	695	60
Sag.-Lac-St-J.	2020	655	55
Montérégie	2010	635	32
Montérégie	2020	655	45

Ces trois tendances (l'augmentation du nombre de véhicules, l'augmentation du nombre de camions légers du type VUS, l'augmentation du nombre de véhicules lourds) expliquent l'augmentation de la part du transport routier sur les émissions totales dans la dernière décennie.

Le transport routier est le principal secteur producteur de GES. L'ensemble des données fournies montrent qu'on ne peut donc pas parler d'atténuation, ou de réduction des émissions de GES sans parler de la nécessité de sortir de la dépendance aux hydrocarbures et à l'automobile. Une discussion large sur la mobilité durable des biens et des personnes dans le cadre d'une transition sociale et énergétique juste est incontournable.

GES, cibles de réduction et évolution

Nous terminons cette section avec un survol des objectifs de réduction des émissions et des engagements des différents niveaux de gouvernement.

Engagement et efforts de réduction en termes d'émissions de GES

L'analyse des engagements pris par divers paliers de gouvernement en termes de cibles de réduction, et l'évaluation de l'atteinte de ces cibles ou de résultats tangibles permet de tirer quelques observations générales. Premièrement, certaines améliorations et certains gains peuvent être observés. Toutefois, les objectifs sont loin d'être tous atteints, les progrès ne sont pas assez rapides, et par ailleurs, certains reculs viennent parfois contrecarrer les avancées. Deuxièmement, ventiler les données en fonction de divers facteurs d'identité, permet de mieux saisir le déséquilibre face à la responsabilité des émissions de GES, et potentiellement, à la responsabilité des efforts d'atténuation, comme le montre la désagrégation des données d'émission de GES selon le revenu. Troisièmement, de manière très générale, on peut remarquer que là où de réels efforts sont déployés, des résultats concrets sont observables.

Voici quelques données pour illustrer ces constats:

- ❖ Au Québec: La cible de réduction des émissions de GES est de -20 % en 2020 et de -37,5 % en 2030 par rapport à 1990, et de -80 à 95 % d'ici 2050.
 - « Selon l'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour la période 1990-2021, le total des émissions de GES du Québec s'élevait à 77,6 Mt éq. CO₂ en 2021, ce qui représente une réduction de 8,9 % par rapport au niveau de 1990. » (Whitmore et Pineau, 2024, p.52)

- Les émissions liées à l'énergie, quant à elles, s'élevaient à 58,8 Mt en 2019 et ont augmenté de 1,2 % depuis 1990 et de 1,7 % entre 2018 et 2022.¹⁰²
- ❖ Objectif du Canada: 12,3 t de CO₂/pers./an d'ici 2030 (INSPQ, webinaire 2023)
 - Moyenne actuelle = 19,4 t de CO₂/pers./an
 - 50 % des citoyennes et des citoyens les plus pauvres = 10 t de CO₂/pers./an
 - 10 % des citoyennes et des citoyens les plus riches = 60,3 t de CO₂/pers./an
 - 1 % des citoyennes et des citoyens les plus riches = 190,2 t de CO₂/pers./an
 - Réductions:
 - 40 % des citoyennes et des citoyens à revenus moyens devront réduire de 8 t de CO₂/pers./an
 - Le top 10 % devra réduire de 48 t de CO₂/pers./an
 - Le top 1 % devra réduire de 178 t de CO₂/pers./an
- ❖ Exemples de mesures ayant eu un impact important
 - Secteur des déchets : captation des biogaz et brûlage du méthane (diminution de 28 % des GES dans ce secteur)
 - Secteur résidentiel du bâtiment, ou chauffage des bâtiments : transition du mazout vers l'électricité, mesures d'efficacité énergétique et autres mesures (résidentiel = diminution de 56,6 % des GES dans ce secteur¹⁰³)

Autres engagements, en lien avec les émissions de GES

- ❖ D'ici 2035, tout véhicule neuf commercialisé au Canada devra être électrique, selon une annonce du gouvernement en décembre 2023¹⁰⁴.
- ❖ D'ici 2025 au Québec, 100 % des matières organiques des ménages, commerces, institutions et industries devront être collectées.

¹⁰² Whitmore, J. et P.-O. Pineau, (2022). *État de l'énergie au Québec 2022*, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, préparé pour le gouvernement du Québec. p. 47. Consulté 12 mars 2024: https://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2022/03/EEQ2022_web.pdf

¹⁰³ (MELCCFP, 2022b): « En 2020, les émissions de GES dans le sous-secteur résidentiel affichaient une baisse de 56,6 % par rapport à 1990, malgré la hausse de 45 % du nombre de ménages et l'augmentation de 75 % de la surface habitable moyenne. » (p.46)

¹⁰⁴ Radio-Canada. (2023, 19 décembre). *Ottawa veut un parc de véhicules neufs 100 % propres d'ici 2035*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2036081/canada-vehicules-electrique-vente-norme>

La Gaspésie et ses particularités

Il n'existe pas de portrait des émissions de GES pour la Gaspésie. Les données spécifiques existantes pour la Gaspésie sont éparpillées, partielles, et certaines datent déjà de quelques années. Nous dressons donc un portrait « en dentelle », à l'aide de trois approches.

D'abord, l'étude étant sur le point d'être complétée, nous présentons succinctement la démarche du Centre international de référence sur l'analyse du cycle de vie et la transition durable (CIRAIG), qui a réalisé pour CZÉNG le profil de l'empreinte carbone des ménages gaspésiens. Ensuite, nous compilons les inventaires existants accessibles au public. Enfin, l'exercice aurait été bonifié par la réalisation d'un portrait « production » de GES par secteur d'activité pour la Gaspésie, mais l'état actuel des données ne nous permet que de soulever des questionnements.

D'ailleurs, le portrait des émissions régionales devrait être complété par les MRC et leurs partenaires dans le cadre du programme Accélérer la transition climatique locale (ATCL) annoncé le 8 février 2024. En effet, la première phase de ce programme consistera à élaborer un Plan climat par MRC qui inclura un inventaire et des cibles de réduction des émissions de GES. Les actions identifiées dans les Plans climat seront mises en œuvre durant la deuxième phase du programme. Elles devront permettre à la fois de réduire les émissions de GES, de favoriser l'adaptation aux changements climatiques et d'offrir un soutien à la transition climatique. La prise en compte de l'équité est même identifiée comme un facteur de succès! Les 5 MRC de la Gaspésie ont déposé leur intention d'engagement dans ce programme.

Empreinte carbone de la consommation en Gaspésie

La démarche du CIRAIG

Afin de combler la lacune dans les données existantes et d'apporter un éclairage nouveau, spécifique au territoire, Collectivités ZÉN Gaspésie a fait appel au Centre international de référence sur le cycle de vie des produits procédés et services (CIRAIG) pour effectuer un profil de l'empreinte carbone de la consommation des ménages gaspésiens. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du projet « Boussole Durable » du CIRAIG, lequel vise entre autres à partager des données d'intérêt avec les groupes citoyens.

L'analyse utilise une approche Input-Output pour quantifier les échanges économiques ainsi que les émissions de GES émis en équivalent CO₂ attribuables aux collectivités des 5 MRC de

Gaspésie. Les données sont ventilées par quintiles de revenu inférieurs, moyens et supérieurs, ainsi que par MRC.

À ce jour, l'étude est sur le point d'être complétée. Lorsque nous aurons les résultats, nous présenterons de manière succincte un portrait général de l'ensemble de la Gaspésie, et une différenciation selon les revenus et les MRC, ainsi que les informations qui nous paraissent les plus importantes, inusitées ou inédites. Le rapport complet sera également rendu disponible pour consultation.

GES, analyse différenciée et justice climatique

Dans le rapport sur l'empreinte carbone de la consommation pour la région gaspésienne, le CIRAIG fait une analyse différenciée selon trois niveaux de revenus. Nous voulions expliquer ce choix.

Il existe une relation directe entre la richesse et l'empreinte carbone.

« À titre comparatif, (...) l'empreinte carbone des canadiens faisant partie des 1 % plus hauts revenus étaient de 193 t éq. CO₂ en 2017, soit 19 fois plus élevées que les canadiens faisant partie des 50 % les moins nantis.¹⁰⁵ »

Lorsqu'on s'attarde à la consommation par habitant, on constate rapidement une très grande disparité des émissions de GES selon le revenu, où la richesse semble directement corrélée à la part de responsabilité des émissions.

« Alors que les ménages à faible revenu ont, en moyenne, une empreinte carbone moindre que les ménages plus fortunés, ceux-ci sont plus vulnérables aux effets des changements climatiques. En effet, les ménages se trouvant au bas de la distribution de revenu – qui sont majoritairement locataires – habitent souvent des logements mal adaptés aux écarts de températures et se retrouvent ainsi en situation de précarité énergétique. En 2021, 22 % des ménages locataires se déclaraient insatisfaits de leur logement au regard de l'efficacité énergétique, contre 12 % chez les ménages propriétaires.¹⁰⁶ »

Pour assurer une bonne compréhension de la question des émissions de GES, il faut comprendre à la fois ce que les données montrent, et ce qu'elles ne montrent pas. Toutes les personnes ont-elles vraiment le même impact sur le réchauffement de la planète? Dans une

¹⁰⁵ Observatoire québécois des inégalités. 17 avril 2023. *L'empreinte carbone des ménages québécois selon le revenu*. section La consommation. Consulté le 24 février 2024:

<https://observatoiredesinegalites.com/l'empreinte-carbone-des-menages-quebecois-selon-le-revenu/>

¹⁰⁶ Ibid., section Les ménages moins nantis

perspective de justice climatique, et pour une action climatique efficace, il est incontournable d'inclure une analyse différenciée pour refléter le fait que tout le monde n'a pas la même responsabilité face aux perturbations climatiques, n'en vit pas les conséquences de la même manière ou de manière égale, et que les mesures prises pour répondre aux enjeux climatiques n'ont pas le même impact sur tous les groupes de la population.

Inventaires existants

Inventaires de municipalités ou de MRC

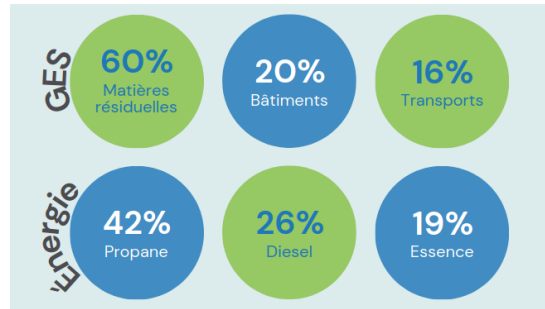
Certaines municipalités ou MRC ont fait des inventaires des émissions de GES pour les secteurs corporatifs (soient les activités et les infrastructures de la MRC et des municipalités) et la collectivité (citoyens et citoyennes). C'est le cas de :

- La MRC du Rocher-Percé et ses municipalités (2013, pour les émissions de 2011) (Enviro-Accès inc., 2013) :
 - 1 288 t CO₂ éq. pour le volet corporatif;
 - 71 618 t CO₂ éq.¹⁰⁷ pour le volet collectivité.
- La MRC de La Côte-de-Gaspé et ses municipalités (2020, pour l'année 2018) (Charbonneau, 2020) :
 - 1 357 t éq CO₂ pour le volet corporatif;
 - 149 767 t éq. CO₂ pour le volet collectivité, soit 8,54 t éq. CO₂/personne.
- La Ville de Carleton-sur-Mer (effectué en 2021 et 2022, pour l'année 2019) (Landry et Turcotte-Maltais, 2024), seulement pour le volet corporatif à cette étape :
 - Total corporatif de la Ville: 427 t éq. CO₂;
 - L'image à la page suivante illustre les plus grandes sources d'émission de GES par secteur, ainsi que par type d'énergie.

¹⁰⁷ Nous notons une différence importante entre les émissions des 2 MRC pour le volet collectivité, ce qui semble surprenant puisque les deux territoires sont relativement comparables. À première vue, les deux inventaires semblent ne pas couvrir exactement les mêmes secteurs d'émission.

**Image #12 : Synthèse des secteurs et type d'énergie les plus émetteurs,
volet corporatif de la Ville-de-Carleton**

source: image tirée du document de Landry S. et Turcotte-Maltais M-É., 2023



Registre des grands émetteurs

De plus, le registre des émissions de gaz à effet de serre du MELCCFP publie les émissions de GES déclarées par les entreprises et établissements dépassant le seuil 10 000 t éq. CO₂ (MELCCFP, 2022c). Les données les plus récentes datent de 2022, et on n'y retrouve, sur le territoire gaspésien, que la cimenterie de Port-Daniel (St. Marys Cement inc.), avec 1 397 084 t éq. CO₂. L'année précédente, 2021, on y trouvait également l'usine de pales d'éoliennes de Gaspé (Pales d'éolienne LM inc.), avec 2 578 t éq. CO₂¹⁰⁸. La version mise à jour de ce document n'en fait plus mention.

Portrait de la production des GES

Nous aurions aimé avoir plus d'informations sur plusieurs secteurs d'activités pour avoir un portrait réel et complet sur les émissions de GES dans le territoire gaspésien. Nous partageons simplement quelques pistes de questionnements, puisque ces données n'existent pas pour l'instant.

- Quel est l'apport exact des secteurs de l'agriculture, de la foresterie, et des pêches, dans les émissions totales dans le territoire gaspésien?
- Considérant que le portrait de l'agriculture ou des activités industrielles de la Gaspésie diffère du reste du Québec, serait-il envisageable de simplement tenter une extrapolation, en estimant la contribution gaspésienne au bilan québécois pour chacun de ces secteurs?

¹⁰⁸ Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). (2021). *Registre des émissions de gaz à effet de serre des établissements ayant fait une déclaration pour l'année 2021*. Gouvernement du Québec. Consulté le 12 novembre 2023.

- Il n'y a plus d'exploration ni d'exploitation des hydrocarbures, mais quelles sont les émissions fugitives des puits inactifs?
- Sachant l'importance en Gaspésie des institutions comme le CISSS et les centres de services scolaires, tant en termes de superficie des bâtiments qu'en termes d'activité économique et d'emplois, quelles sont leurs émissions de GES? Des mesures sont-elles prises pour évaluer l'amélioration de leur performance énergétique?

4. Le point sur la recherche liée aux changements climatiques

Méthodologie

Pour cette section de l'état des lieux, nous situons la recherche sur les changements climatiques et leurs impacts sur le territoire, ses écosystèmes et ses collectivités. Nous avons inventorié les principaux projets de recherche qui traitent directement ou indirectement des changements climatiques ou de leurs impacts sur la société ou le territoire gaspésien. Pour rester concis, nous avons circonscrit nos observations principalement à la dernière décennie et sur les projets qui ont un lien avec la Gaspésie (p. ex. milieux côtiers, ruralité, « régions-ressource », etc.).

À partir de ce répertoire de projets de recherche (voir la section de la bibliographie spécifique au chapitre 4), nous brosons un portrait temporel de l'évolution des recherches et des différentes orientations et thématiques couvertes qui ont un lien avec la Gaspésie.

Pour suivre l'évolution de la recherche qui conjugue Gaspésie et changements climatiques, nous avons également dressé une liste des regroupements de chercheurs et de chercheuses (chaires, consortium, centres de recherches, etc.). Ces groupes de chercheuses et de chercheurs (Annexe 2) sont et seront une source incontournable d'informations et de données pour nos réflexions futures et des acteurs essentiels dans les démarches à venir.

Portrait de la recherche en Gaspésie

Depuis le début du millénaire, les recherches liées aux changements climatiques en Gaspésie se succèdent sur ces trois thématiques complémentaires:

- Les **effets** des changements climatiques et la variabilité des aléas sur le territoire
- Les **impacts** de ces aléas sur les principaux systèmes sociaux et économiques

- Les **adaptations possibles** « pour mieux vivre dans la nouvelle réalité climatique qui s'installe »¹⁰⁹ en développant diverses stratégies « pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des systèmes naturels et humains aux effets réels ou prévus des changements climatiques. »

Le parent pauvre de la recherche scientifique au Québec semble être celui de la réduction des émissions des GES. En 2022, le Fonds de recherche du Québec a octroyé 2,6 M \$¹¹⁰ pour sept projets de recherche dans le cadre du Programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre. La majorité de ces projets touche les transports. La réduction des GES fait plutôt l'objet de programmes d'initiatives de décarbonation gouvernementaux destinés par exemple aux entreprises¹¹¹, aux municipalités¹¹² ou à leurs propres ministères¹¹³ que l'objet de recherches appliquées.

Pour ce qui est de la Gaspésie, trois rapports de recherche datent de plus de dix ans, ils portent principalement sur les risques côtiers. Ce sujet a d'ailleurs dominé l'ensemble des projets de recherche en Gaspésie jusqu'en 2024.

Au total, 22 des 44 projets de recherches (voir section de la bibliographie spécifique au chapitre 4) que nous avons inventoriés, ont été réalisés au cours de la dernière décennie et portent sur les problématiques de **l'érosion ou de la submersion côtière**. Ces deux sujets, intimement liés, sont priorisés au niveau des projets d'**adaptation** aux changements climatiques. Ces études portent sur les outils et stratégies d'adaptation, les analyses économiques (p. ex. coûts-avantages, etc.), les impacts sur les milieux côtiers, les vulnérabilités des infrastructures et la gouvernance des communautés côtières. Plusieurs de ces projets de recherches portaient plus spécifiquement sur des municipalités côtières de la Gaspésie, soit Carleton-sur-Mer, Maria, Percé, New Richmond et Bonaventure (CIRADD et Comité ZIP Gaspésie, 2023). On y trouve d'ailleurs une attention particulière pour la participation

¹⁰⁹ Ouranos, *Comprendre la science de l'adaptation*, consulté le 6 février 2024:

<https://www.ouranos.ca/fr/attenuation-adaptation>

¹¹⁰ Fonds de recherche du Québec, (2022), *Plus de 2,6 M\$ pour la recherche sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre*, consulté le 7 février 2024:

<https://frq.gouv.qc.ca/plus-de-26-m-pour-la-recherche-sur-la-reduction-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre/>

¹¹¹ INNOV-R, *Financement de la R-D collaborative pour la réduction des GES au Québec*, consulté le 7 février 2024: <https://innov-r.org/>

¹¹² ICLEI-Gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI Canada), *Programme Partenaire dans la protection du climat*, consulté le 7 février 2024: <https://fr.pcp-ppc.ca/>

¹¹³ Services publics et approvisionnement Canada, (2020), *Réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités du gouvernement fédéral: Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre - février 27 2020*, consulté le 7 février 2024: https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/trans/documentinfo-briefingmaterial/proc/2020_02_27/p14-fra.html

citoyenne et le développement communautaire, permettant une perspective de l'adaptation ancrée au niveau social.

Les autres sujets abordés par les projets de recherche de la dernière décennie et qui sont susceptibles de toucher au territoire ou aux collectivités gaspésiennes portent principalement sur :

- les pêches et les pêcheurs (4 sur 44);
- la gestion et la gouvernance municipales (4 sur 44);
- les changements et données climatiques (3 sur 44);
- la foresterie et les écosystèmes forestiers (2 sur 44);
- les stratégies de communications relatives aux CC (2 sur 44);
- d'autres sujets tels que la biodiversité, les inégalités sociales, le tourisme, le potentiel éolien, la gestion de l'eau, les régimes d'avalanche et les vulnérabilités face aux changements climatiques.

Conclusion

Il apparaît clair pour les chercheurs et les chercheuses, comme pour les décideurs et les décideuses du territoire gaspésien, que la priorité est accordée à l'adaptation aux phénomènes d'érosion et de submersion côtière. Bien que ces phénomènes soient indéniablement importants sur un territoire comme le nôtre, il nous semble essentiel de ne pas sous-estimer l'ensemble des autres impacts liés aux changements climatiques, même s'ils semblent moins urgents. Il faut aussi rendre concrète notre responsabilité collective face à notre empreinte carbone et identifier les meilleures stratégies pour engager positivement la population et la société dans son ensemble vers la carboneutralité, ce qui devrait également concerner le monde de la recherche.

5. Cartographie des acteurs

« Le changement de paradigme [...] se substitue aux politiques classiques qui n'ont pas su exploiter le potentiel de croissance du monde rural. Le modèle exposé n'est pas utopique, c'est l'illustration d'une volonté d'appropriation de l'espace régional et le résultat d'une pratique de la solidarité de proximité. »

*Mathias Rioux, (2018) La Gaspésie dans tous ses États
(thèse de doctorat, U. Laval)*

Introduction

Dans cet état des lieux qui servira de base au cheminement entre « CE » point de départ et le futur souhaitable décrit par la population (lors d'étapes ultérieures), il est primordial de dresser le portrait des principaux acteurs qui sont les plus susceptibles d'être sollicités pour agir sur les éléments clés, les normes, les institutions et les étapes de cheminement. Ces « acteurs » correspondent à des **organisations**.

Nous avons demandé à l'ensemble des partenaires de Collectivités ZÉN Gaspésie, de dresser cette liste d'acteurs en fonction des thématiques développées dans la « Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité » (FCTÉ, 2020). Ce document est un référent fondamental des Collectivités ZÉN. Il conjugue à la fois l'impératif de réduction des GES, mais aussi les aspects inhérents à la transition socio-écologique. Les organisations identifiées dans cette section sont des acteurs qu'il serait stratégique de mobiliser pour la suite de la démarche des chemins de transition.

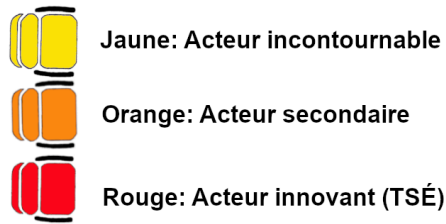
Il est formé de 14 chapitres regroupés de la façon suivante :

SECTIONS	CHAPITRES
Résilience	1- Collectivités résilientes
Cadre politique de la transition	2- Cohérence et responsabilité des gouvernements
	3- Éducation et dialogue social

	4- Transition juste et justice sociale
	5- Droits humains, décolonisation et droits des peuples autochtones
	6- Financement de la transition en temps d'urgence climatique
Chantiers transversaux de réduction des GES	7- Économie, travail et consommation
	8- Énergie
	9- Territoires et biodiversité
Chantiers sectoriels de réduction des GES	10- Transport
	11- Industrie
	12- Bâtiments
	13- Agriculture
	14- Déchets

Les acteurs y ont été caractérisés selon trois types :

- Les **organisations incontournables** : organisations qui jouent un rôle primordial au sein d'une thématique par sa capacité à légiférer ou réglementer, à encadrer les pratiques, à développer des connaissances, à réguler les interventions au sein de la thématique.
- Les **organisations secondaires** : organisations au sein de l'écosystème (ou de la thématique), qui ne disposent pas de la capacité à changer les règles du jeu, mais qui sont des témoins privilégiés des forces et des faiblesses dans l'encadrement, la gestion ou le développement des différentes thématiques.
- Les organisations **innovantes** : organisations secondaires, mais qui agissent de façon innovante au sein de la thématique. Ils interviennent par des actions créatives qui favorisent des changements notoires vers la transition sociale ou écologique. En ce sens, une innovation technologique ayant pour but de renforcer, par exemple, la sécurité ou la productivité des travailleurs ne serait pas considérée comme « innovante » au sein de cette liste.



Ces catégories d'organisations ne sont évidemment que des indicateurs. Ce qui compte présentement, c'est de faire une identification de base des organisations qui seront susceptibles de participer au déploiement des « chemins de transition » en territoire gaspésien. C'est à ce moment que les axes d'intervention (les grandes thématiques déployées) seront clarifiés et que les organisations les plus pertinentes pour la transition socio-écologique seront coalisées pour travailler ensemble.

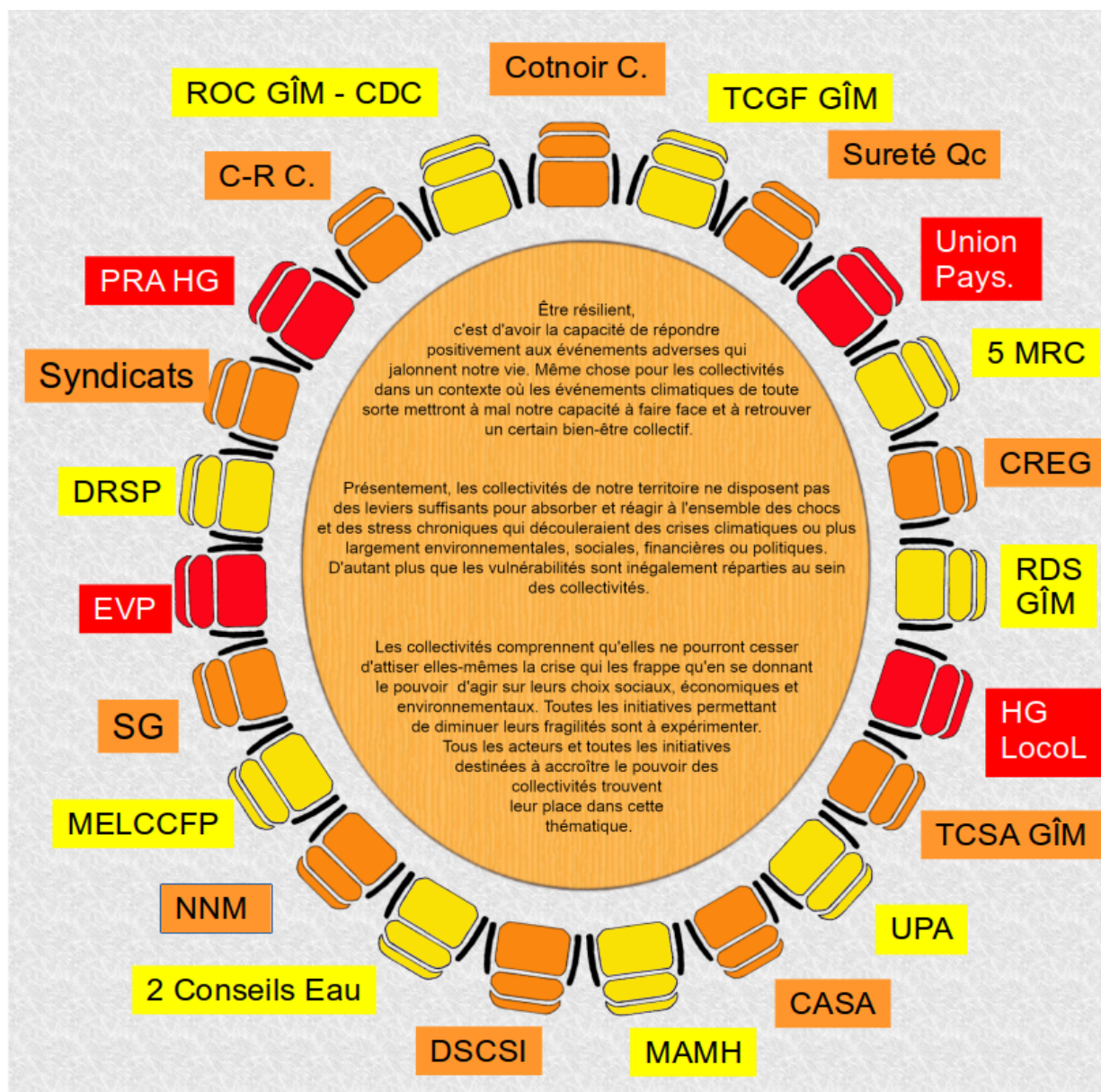
Les 162 acteurs identifiés ne sont pas exclusivement des acteurs établis en Gaspésie, ni de niveau régional ou local, mais leur mandat permet de les identifier comme des organisations collaboratrices d'intérêt pour accélérer la transition socio-écologique du territoire. Cependant, une préoccupation quant à la subsidiarité viendra teinter la majeure partie du parcours de CZÉNG.

Cette représentation des acteurs est, d'autre part, plus large qu'il n'y semble à première vue. Plusieurs acteurs représentent une multitude d'organisations affiliées ou liées. Par exemple, les cinq MRC englobent les 42 municipalités et les 8 territoires non organisés qui y sont intégrés, ou encore, le Regroupement des organismes communautaires GÎM - Corporation de développement communautaire qui compte 86 organismes communautaires autonomes (OCA). L'effet multiplicateur est donc considérable.

Les 14 thématiques abordées ici ne seront pas nécessairement celles qui seront mises en « Chemins de transition » dans les étapes ultérieures. En effet, il est prévu développer entre trois et cinq grands axes autour des principales orientations des futurs souhaitables, tels qu'ils seront identifiés dans l'étape de la « vision collective ».

Les acteurs

Acteurs de la thématique 1 : COLLECTIVITÉS RÉSILIENTES



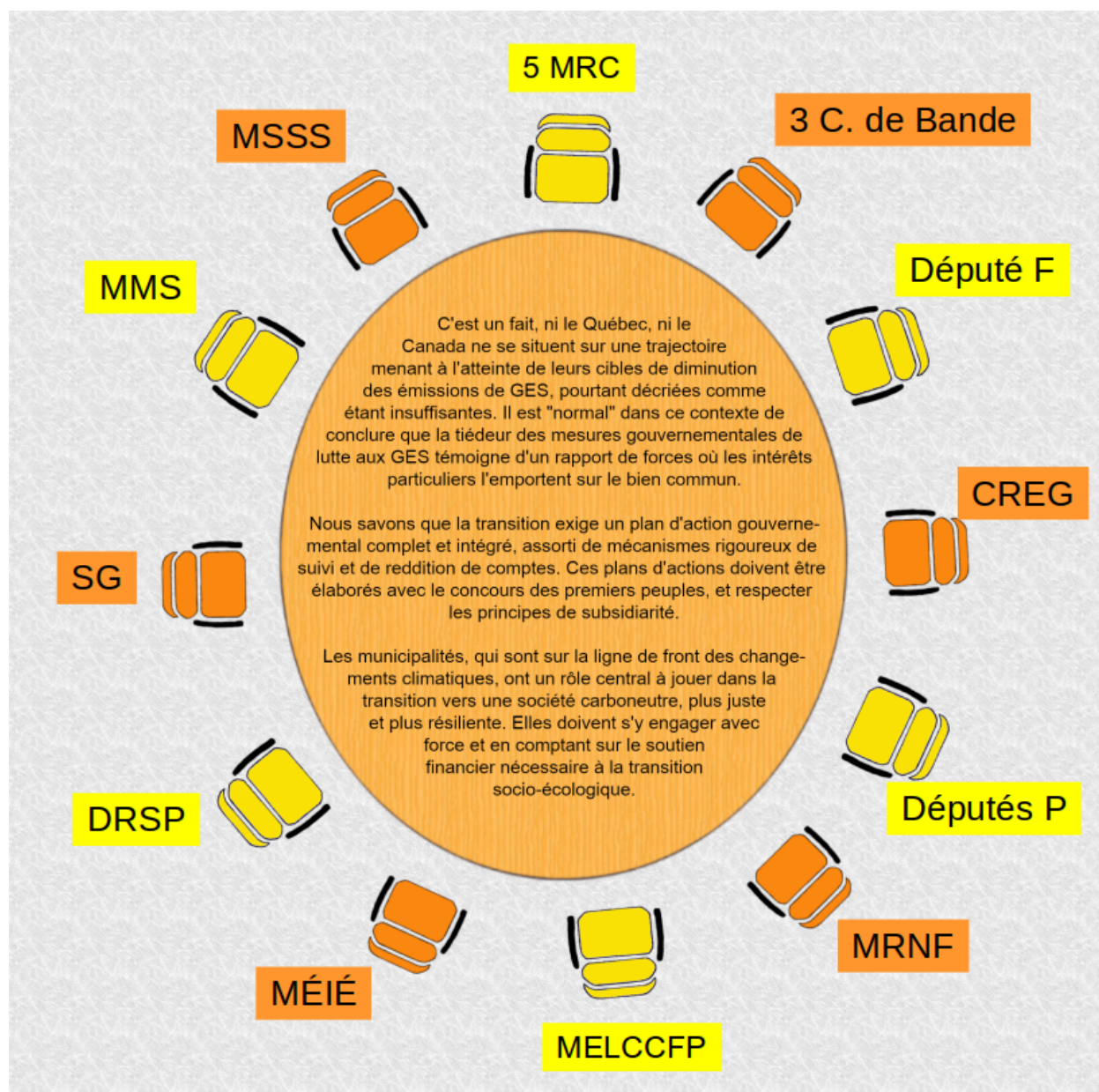
5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités
RDS-GÎM	Réseau en Développement Social GÎM
UPA	Union des producteurs agricoles
TCGF GÎM	Table de concertation des groupes de femmes GÎM
DRSP	Direction régionale de la santé publique
ROC GÎM - CDC	Regroupement des organismes communautaires GÎM - Corporation de développement communautaire

CENG CEGS	Conseil de l'eau du nord de la Gaspésie Conseil de l'Eau Gaspésie Sud
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NNM	Nourrir notre monde
TCSA GÎM	Table de concertation en sécurité alimentaire GÎM
Cotnoir C.	Cotnoir Consultation
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie
Sûreté Qc	Sûreté du Québec
SG	Solidarité Gaspésie

DSCSI	Direction de la sécurité civile et de la sécurité incendie
CRC	Croix-Rouge Canada
CASA	Committee for Anglophone Social Action
Syndicats	Les syndicats de travailleurs
EVP	Environnement Vert Plus
HG Local	Horizons Gaspésiens, Localocal
U Pays.	Union Paysanne
PRA-HG	Projet de récupération alimentaire Haute-Gaspésie

Acronyme	Tableau #3: Mission des Acteurs <u>Thématique Collectivités résilientes</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
RDS GÎM	Mobiliser, concerter, soutenir et faire rayonner les acteurs en développement social et leurs actions visant à réduire les inégalités sociales et améliorer les conditions de vie.
UPA	Rassembler les producteurs.trices agricoles et forestiers de la Gaspésie–Les Îles afin de promouvoir, valoriser et défendre leurs intérêts professionnels et une vie démocratique active.
TCGF GÎM	Expertise et accompagnement de partenaires en analyse différenciée selon le sexe dans une perspective intersectionnelle / sur la ségrégation professionnelle et scolaire selon le genre.
DRSP	Mandat régional de surveillance de l'état de santé, de protection de la santé publique, de promotion de la santé, ainsi que de prévention des problèmes et des blessures.
ROCGÎM-CDC	Regrouper les organismes communautaires autonomes régionaux. Rôle de promotion, représentation, concertation, consultation et défense de l'action communautaire autonome.
CENG CEGS	Assurer la concertation, la planification ainsi que la conciliation des usages de l'eau en fonction des principes de la gouvernance participative et de la mise en œuvre d'une gestion intégrée et concertée à l'échelle des bassins versants des zones du nord et du sud de la Gaspésie.
MAMH	Agir aux côtés du milieu municipal pour l'aménagement et le développement de milieux de vie de qualité, dans l'intérêt des citoyennes et citoyens.
NNM	Nourrir notre monde est un mouvement collectif qui se mobilise pour favoriser une alimentation locale, saine, durable et solidaire en GÎM.
TCSA GÎM	Vise l'échange et le support entre organismes communautaires autonomes oeuvrant en sécurité alimentaire.
Cotnoir C.	La création ou l'adoption d'un outil permettant à chaque organisation et à chaque ménage de faire son bilan carbone et l'accompagnement des organisations et des ménages.
CREG	Informier et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
Sûreté Qc	La Sûreté du Québec est vouée au maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique ainsi qu'à la prévention et à la répression du crime.
SG	Développer la capacité d'agir des collectivités et des individus en Gaspésie par des projets et des mises en débat citoyens.
DSCSI	Soutien aux municipalités et gestion des risques, prévention et préparation aux sinistres.
CRC	Services en cas d'urgence et de catastrophe, offre de formations diverses, entre autres en sécurité civile pour les intervenants municipaux.
CASA	Développement et renforcement de la vitalité de la population anglophone gaspésienne via la représentation de ses intérêts et pour répondre aux besoins de cette communauté.
Syndicats	Plusieurs syndicats nationaux représentent les travailleurs de la Gaspésie, leur rôle est important dans le respect du droit des travailleuses et des travailleurs et de la justice sociale.
EVP	Groupe environnemental citoyen pour l'ensemble des dossiers liés au développement industriel et à la gestion des déchets en Gaspésie.
HG Locol	Coopérative de solidarité. L'initiative principale est le Loco Local, un espace communautaire autogéré à Bonaventure.
U Pays.	Union paysanne milite pour une agriculture axée d'une part sur la souveraineté alimentaire et sur l'occupation du territoire, membre de Via Campesina International.
PRA-HG	Le projet consiste à récupérer les surplus alimentaires des marchés d'alimentation et des producteurs.

Acteurs de la thématique 2 : COHÉRENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS

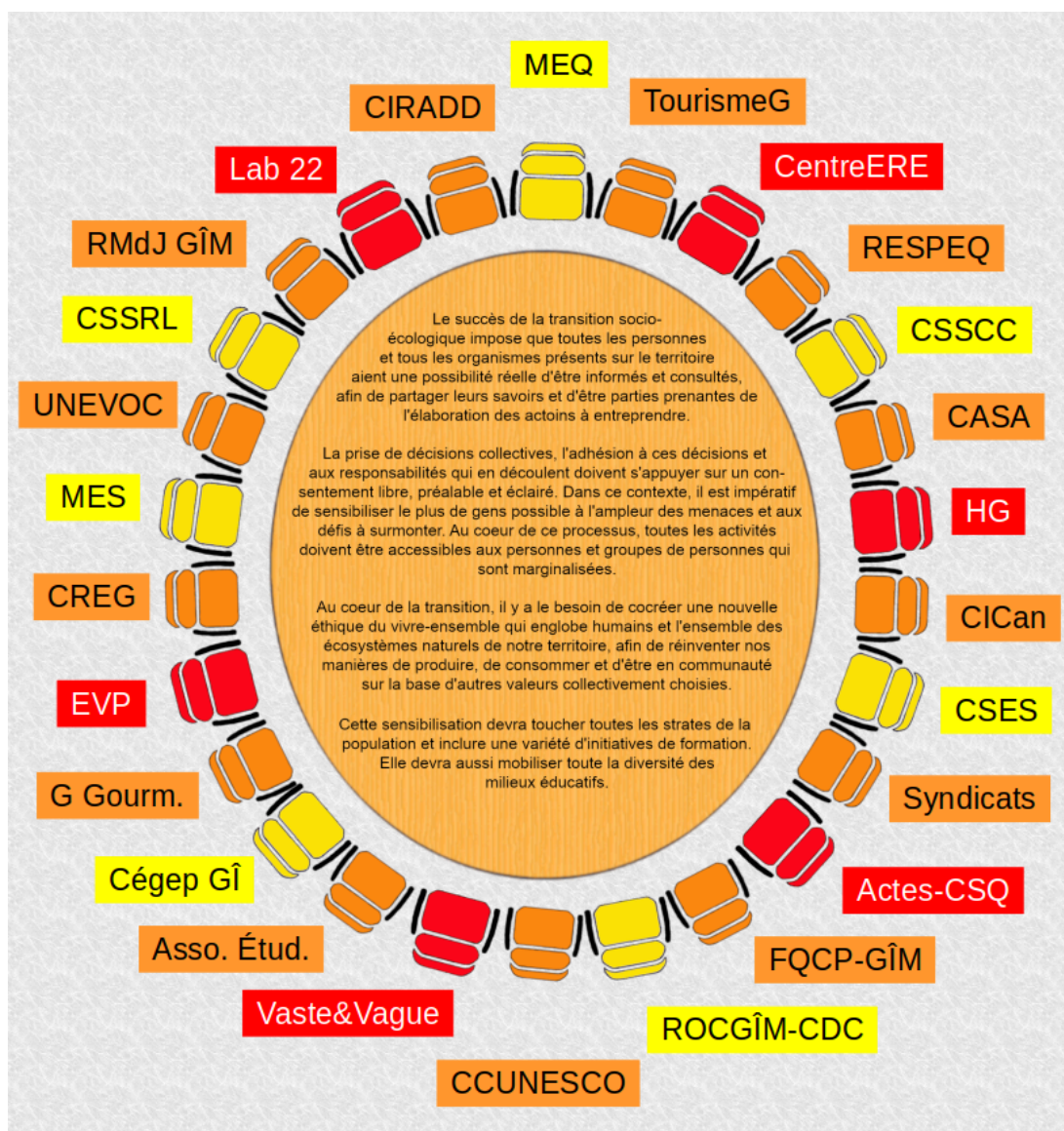


5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités
MELCCFP	Ministère de l'environnement, de la lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs
MMS	Mi'gma'wei Mawiomi Secretariat
Député F	Mme Diane Lebouthillier, Chambre des communes
Députés P	Mme Catherine Blouin, Députée de Bonaventure, M. Stéphane Ste-Croix, Député de Gaspé
DRSP	Direction régionale de la santé publique

3 C. de bande	Conseil de bande de Listuguj Conseil de bande de Gesgapegiag Conseil de bande de Gespeg
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie
MRNF	Ministère des Ressources Naturelles et des Forêts Qc
SG	Solidarité Gaspésie
MÉIÉ	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Qc
MSSS	Ministère de la Santé et des Services Sociaux Qc

Acronyme	Tableau #4 : Mission des Acteurs <u>Thématique Cohérence et responsabilité des gouvernements</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
MELCCFP	Protéger l'environnement, assurer la conservation et la mise en valeur de la biodiversité et jouer un rôle clé dans la transition climatique, dans une perspective durable.
MMS	Fournir aux Mi'gmaq un gouvernement juste, efficace, efficient et responsable dans tout le territoire traditionnel du Gespe'gewa'jgi et veiller au respect des droits.
Député F	Député de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne.
Députés P	Mme Catherine Blouin, Assemblée Nationale Députée de Bonaventure, M. Stéphane Ste-Croix, Assemblée Nationale Député de Gaspé
DRSP	Mandat régional de surveillance de l'état de santé, de protection de la santé publique, de promotion de la santé, ainsi que de prévention des problèmes et des blessures.
3 C. de bande	Conseil de bande de Listuguj, Chief Scott Martin Conseil de bande de Gesgapegiag, Chief Roderick Larocque Jr Conseil de bande de Gespeg, Vacant
CREG	Informar et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
MRNF	Dans une perspective de développement durable, assurer la gestion et soutenir la mise en valeur des ressources forestières et minérales ainsi que du territoire du Québec.
SG	Développer la capacité d'agir des collectivités et des individus en Gaspésie par des projets et des mises en débat citoyens.
MÉIÉ	Soutenir la croissance durable de l'économie, de contribuer à l'essor de la recherche et de l'innovation ainsi que de s'assurer d'une gouvernance responsable des ressources énergétiques
MSSS	Maintenir, améliorer et restaurer la santé et le bien-être de la population québécoise en rendant accessibles un ensemble de services de santé et de services sociaux, intégrés et de qualité.

Acteurs de la thématique 3 : ÉDUCATION ET DIALOGUE SOCIAL



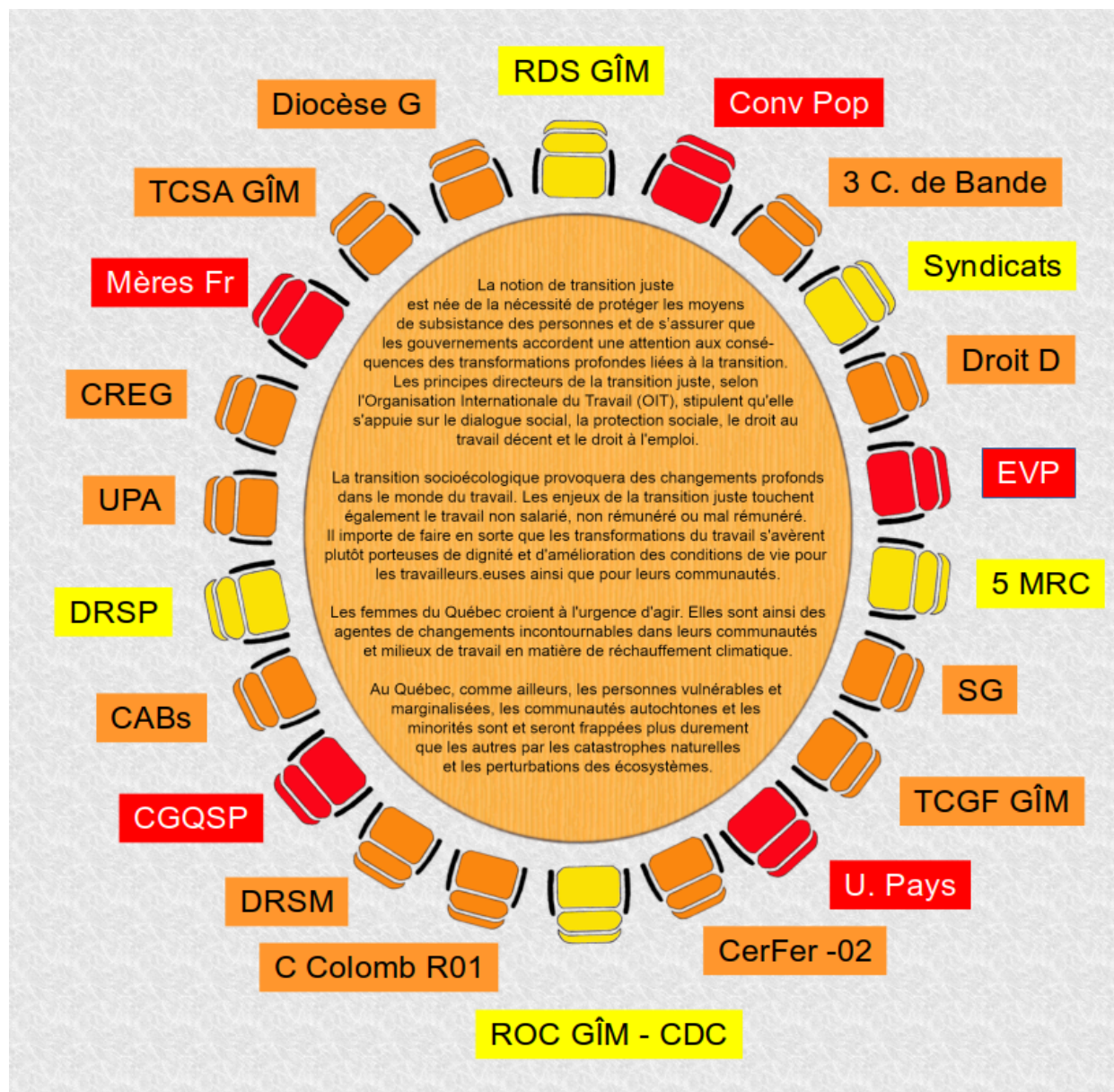
ROC GÎM - CDC	Regroupement des organismes communautaires GÎM - Corporation de développement communautaire
MEQ	Ministère de l'Éducation Qc
MES	Ministère de l'Enseignement Supérieur Qc
CSSCC	Centre de services scolaire des Chic-Chocs
CSSRL	Centre de services scolaire René Lévesque
CSES	Commission scolaire Eastern Shores
Cégep GÎ	Cégep de la Gaspésie et des Îles
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie

Ciradd	Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable
RMdJ GÎM	Regroupement des Maisons des Jeunes - GÎM
CASA	Committee for Anglophone Social Action
TourismeG	Tourisme Gaspésie
Syndicats	Les syndicats de travailleurs de la Gaspésie
GGourm	Gaspésie Gourmande
RESPEQ	Réseau des services à la petite enfance de l'Est-du-Québec
FQCP-GÎM	Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs, GÎM
AssoÉtud.	Association étudiante, Cégep GÎ

CICan	Collèges et Instituts Canada
UNEVOC	Centre UNEVOC du Cégep de la Gaspésie et des Îles
CCUnesco	Commission canadienne pour l'UNESCO au Canada
CentreERE	Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté
Lab 22	Lab 22
EVP	Environnement Vert Plus
HG	Horizons Gaspésiens, coopérative de solidarité.
Actes-CSQ	Mouvement ACTES - CSQ
Vaste&Vague	Centre d'artiste vaste et vague

Acronyme	Tableau #5 : Mission des Acteurs <u>Thématique Éducation et dialogue social</u>
ROC GÎM - CDC	Regrouper les organismes communautaires autonomes régionaux. Rôle de promotion, représentation, concertation, consultation et défense de l'action communautaire autonome.
MEQ	Mettre en œuvre des mesures en matière de développement durable dans le réseau scolaire.
MES	Soutenir les étudiantes et les étudiants et les établissements d'enseignement et promouvoir l'enseignement supérieur afin de contribuer, de façon durable, à l'essor économique, social et culturel du Québec.
CSSCC	Soutenir les établissements d'enseignement sur son territoire et de les accompagner en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau d'instruction, de socialisation et de qualification de la population.
CSSRL	Soutenir et à accompagner les établissements d'enseignement, pour qu'ils puissent prendre les décisions répondant le mieux aux besoins des élèves, selon leurs caractéristiques et les besoins des milieux où ils vivent.
CSES	Équiper les apprenants des langues et des compétences nécessaires pour s'épanouir dans nos communautés multiculturelles. Nous cultivons des communautés d'apprentissage inclusives.
Cégep GÎ	Assurer l'accessibilité aux études supérieures sur son territoire, en français et en anglais, tant à l'enseignement régulier qu'à la formation continue, de soutenir et réaliser des projets de recherche et participer à des initiatives de développement régional, national ou international.
CREG	Informé et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
Ciradd	Il œuvre dans le domaine du développement territorial durable en s'attardant particulièrement aux défis de la ruralité : inclusion sociale, employabilité, mobilité, développement durable des ressources naturelles et des communautés.
RMdJ GÎM	Associations de jeunes et d'adultes qui ont pour mission de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 17 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens et des citoyennes critiques, actifs(-ives) et responsables.
CASA	Développement et renforcement de la vitalité de la population anglophone gaspésienne via la représentation de ses intérêts et par la création et l'offre de programmes visant à répondre aux besoins de cette communauté.
TourismeG	Mobiliser, représenter et promouvoir l'industrie touristique de la Gaspésie.
Syndicats	Plusieurs syndicats nationaux représentent les travailleurs de la Gaspésie, leur rôle est important dans le respect du droit des travailleuses et des travailleurs et de la justice sociale.
GGourm	Mobiliser les acteurs du milieu. Travailler à la réalisation de projets liés aux enjeux du secteur bioalimentaire. Mettre en valeur une offre gaspésienne de qualité. Contribuer au développement et à la pérennité des entreprises.
RESPEQ	Regroupement des services de garde éducatifs (CPE et BC) du BsL et GÎM. Il soutient, représente et promeut les gestionnaires des CPE et des bureaux coordonnateurs dans leur mission.
FQCP-GÎM	Représenter et défendre les intérêts des chasseurs et pêcheurs, contribuer à l'éducation sur les pratiques sécuritaires et participer activement à la conservation et à la mise en valeur de la faune.
AssoÉtud.	Travaille à défendre les droits et les intérêts des étudiantes et étudiants du campus de Gaspé. Elle soutient de nombreux projets et activités pour dynamiser la vie étudiante.

Acronyme	Tableau #5 : Mission des Acteurs <u>Thématique Éducation et dialogue social</u>
CICan	Porte-parole collectif pour les collèges et les instituts. Nous collaborons avec les gouvernements, l'industrie et les collectivités pour veiller à ce que tous les Canadiens et toutes les Canadiennes puissent accéder à des formations pertinentes.
UNEVOC	Centre désigné de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels. Aide les jeunes et les adultes à développer les compétences indispensables pour accéder à l'emploi, à un travail décent et à l'entrepreneuriat, tout en œuvrant en faveur d'une croissance économique inclusive et durable.
CCUnesco	Les géoparcs mondiaux UNESCO sont des espaces géographiques unifiés, où les sites et paysages de portée géologique internationale sont gérés selon un concept global de protection, d'éducation et de développement durable.
CentrERE	Contribuer au développement d'une société qui s'engage à améliorer le réseau des relations entre les personnes, les groupes sociaux et l'environnement.
Lab 22	Interpeller la population, et plus particulièrement les jeunes, sur divers enjeux sociaux et environnementaux dans le but de développer avec elle des réponses novatrices visant à générer des transformations positives et durables pour les collectivités.
EVP	Groupe environnemental citoyen pour l'ensemble des dossiers liés au développement industriel et à la gestion des déchets en Gaspésie.
HG	Les initiatives de l'organisme doivent être alignées avec la vision, les valeurs et la mission et les décisions, soumises à notre gouvernance. L'initiative principale est le Loco Local, un espace communautaire autogéré à Bonaventure.
Actes-CSQ	Dans un établissement membre du Mouvement ACTES, on réfléchit, on instruit, on éduque et on agit en faveur d'une société plus écologique, plus pacifique, plus solidaire et plus démocratique.
Vaste& Vague	Soutient la recherche, l'expérimentation, la production et la création en arts actuels en Gaspésie.



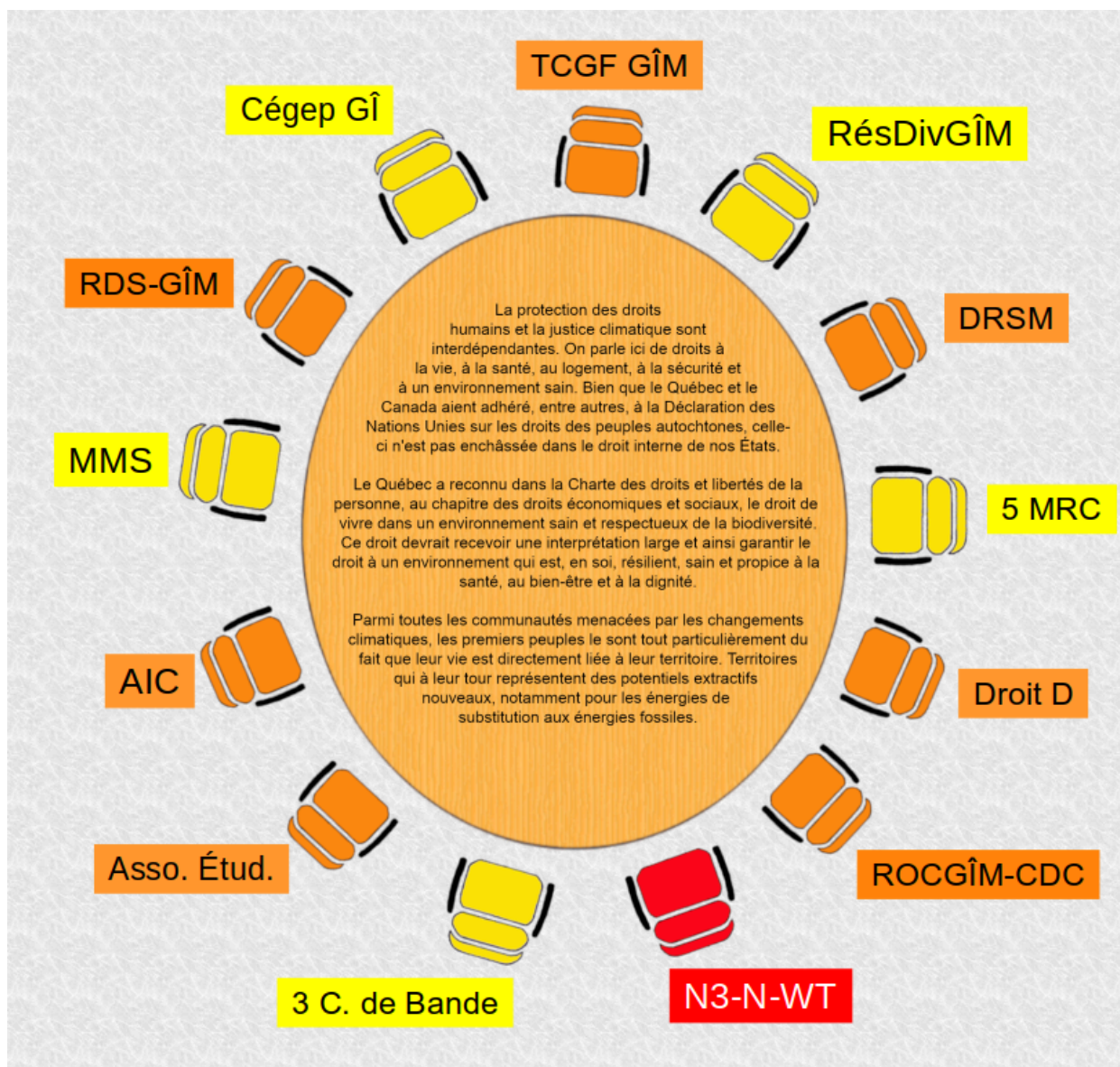
ROC GÎM - CDC	Regroupement des organismes communautaires GÎM - Corporation de développement communautaire
DRSP	Direction régionale de la santé publique
5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités
Syndicats	Les syndicats de travailleurs de la Gaspésie
RDS GÎM	Réseau en Développement Social GÎM
UPA	Union des producteurs agricoles

TCSA GÎM	Table de concertation en sécurité alimentaire GÎM
SG	Solidarité Gaspésie
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie
TCGF GÎM	Table de concertation des groupes de femmes GÎM
Droits D	Droits Devant
DRSM	Droits et recours en santé mentale
3 C. de bande	Conseil de bande de Listuguj, Conseil de bande de Gesgapegiag, Conseil de bande de Gespeg

CerFer-02	Cercles des fermières du Qc, Fédération 02 Gaspésie
C Colomb R01	Chevaliers de Colomb, région 01 GÎ
CABs	Les Centres d'actions Bénévoles - GÎM
Diocèse G	Diocèse de Gaspé - Regroupement des Fabriques
U Pays.	Union Paysanne
CGQSP	Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté
EVP	Environnement Vert Plus
Mères Fr	Mères au Front
ConvPop	Convergence populaire

Acronyme	Tableau #6 : Mission des Acteurs <u>Thématique Transition juste et justice sociale</u>
ROC GÎM - CDC	Regrouper les organismes communautaires autonomes régionaux. Rôle de promotion, représentation, concertation, consultation et défense de l'action communautaire autonome.
DRSP	Mandat régional de surveillance de l'état de santé, de protection de la santé publique, de promotion de la santé, ainsi que de prévention des problèmes et des blessures.
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
Syndicats	Plusieurs syndicats nationaux représentent les travailleurs de la Gaspésie, leur rôle est important dans le respect du droit des travailleuses et des travailleurs et de la justice sociale.
RDS GÎM	Mobiliser, concerter, soutenir et faire rayonner les acteurs en développement social et leurs actions visant à réduire les inégalités sociales et améliorer les conditions de vie.
UPA	Rassembler les producteurs.trices agricoles et forestiers de la Gaspésie–Les Îles afin de promouvoir, valoriser et défendre leurs intérêts professionnels et une vie démocratique active.
TCSA GÎM	Vise l'échange et le support entre organismes communautaires autonomes oeuvrant en sécurité alimentaire.
SG	Développer la capacité d'agir des collectivités et des individus en Gaspésie par des projets et des mises en débat citoyens.
CREG	Informier et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
TCGF GÎM	Expertise et accompagnement de partenaires en analyse différenciée selon le sexe dans une perspective intersectionnelle / sur la ségrégation professionnelle et scolaire selon le genre.
Droits D	Éducation populaire, mobilisation, représentation, action politique non partisane.
DRSM	Défendre les droits individuels, informer et éduquer, renseigner sur les droits de la personne et les bonnes pratiques en matière de services et de soins en santé mentale.
3 C. de bande	Conseil de bande de Listuguj , Chief Scott Martin Conseil de bande de Gesgapegiag , Chief Roderick Larocque Jr Conseil de bande de Gespeg , Vacant
CerFer-02	Les Cercles de Fermières contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la femme et de la famille, ainsi qu'à la préservation et la transmission du patrimoine culturel et artisanal.
C Colomb R01	Organismes catholiques sans but lucratif s'adressant aux hommes de tout âge désirant œuvrer par la charité dans un environnement fraternel et familial.
CABs	Promouvoir l'action bénévole dans les différents secteurs de l'activité humaine et de susciter une réponse à des besoins du milieu.
Diocèse G	Vivre en communion selon l'Évangile et promouvoir certaines valeurs : la confiance, le respect des différences, la cohérence, la solidarité et l'espérance.
U Pays.	Union paysanne milite pour une agriculture axée d'une part sur la souveraineté alimentaire et sur l'occupation du territoire, membre de Via Campésina International.
CGQSP	Mission de la lutte à la pauvreté, la défense des droits et la promotion de la justice sociale.
Mères Fr	Avec l'amour pour combustible, nous appelons au soulèvement des mères et grands-mères. Notre mission de protection de la santé et la sécurité de nos enfants contre l'inaction climatique.
ConvPop	Réseau de personnes et d'organisations déterminées à ancrer le projet québécois d'une société juste, inclusive et résiliente dans une culture d'empathie et d'appartenance à la nature.

Acteurs de la thématique 5 : DROITS HUMAINS, DÉCOLONISATION ET DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES



RésDivGÎM Réseau Diversité GÎM

5 MRC Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités

MMS Mi'gmawei Mawiomi Secretariat

Cégep GÎ Cégep de la Gaspésie et des Îles

3 C. de bande Conseil de bande de Listuguj,
Conseil de bande de Gesgapegiag,
Conseil de bande de Gespeg

RDS-GÎM Réseau de développement social GÎM

ROCGÎM - CDC Regroupement des organismes communautaires GÎM - Corporation de développement communautaire

TCGF GÎM Table de concertation des groupes de femmes GÎM

AIC Amnistie internationale Canada

Asso.Étud. Association étudiante, Cégep GÎ

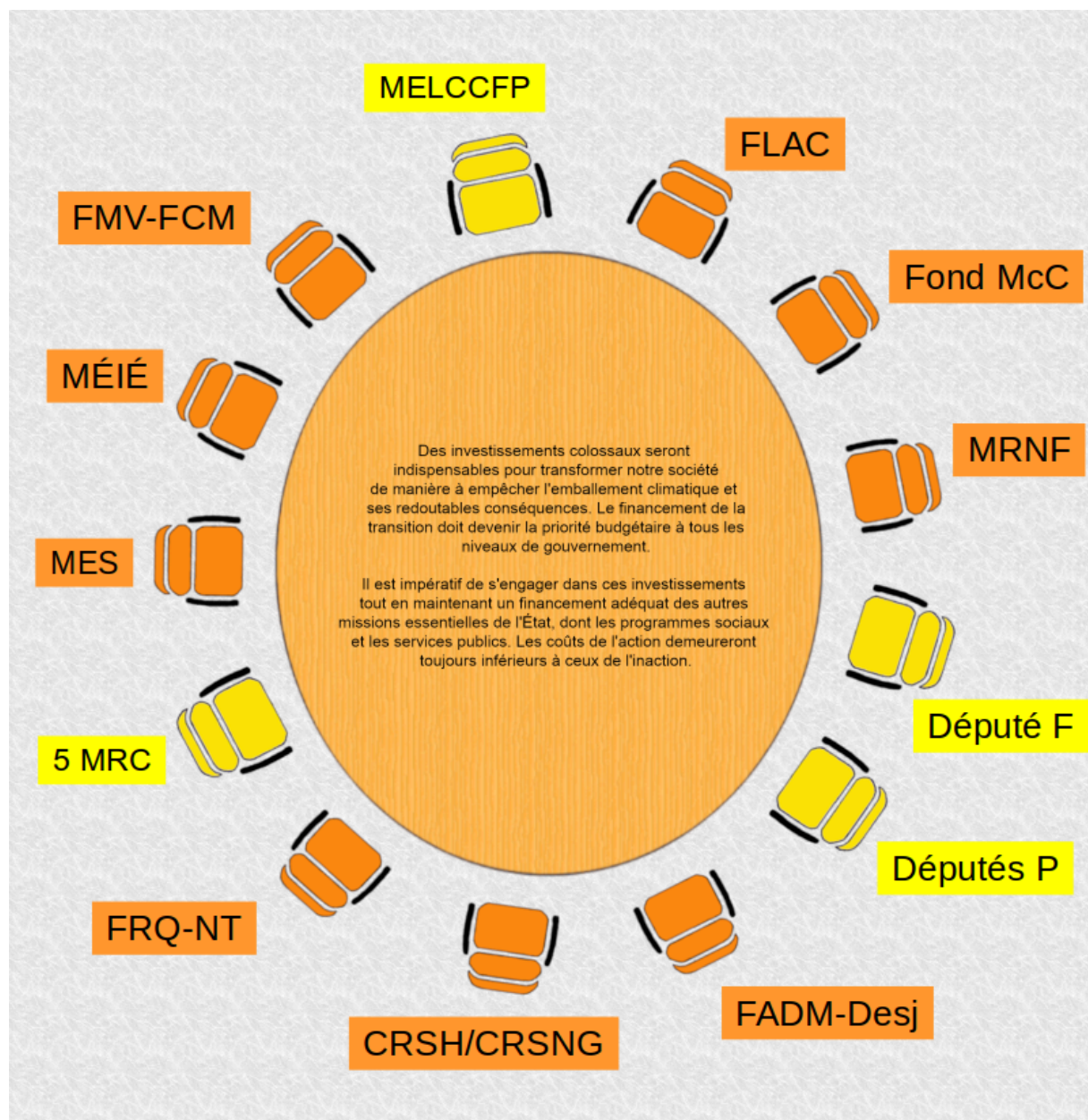
Droits D Droits Devant

DRSM Droits et recours en santé mentale

N3-N-WT Nous Trois - Nesisieg - We Three

Acronyme	Tableau #7 : Mission des Acteurs <u>Thématique Droits humains, décolonisation et droits des Peuples autochtones</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
MMS	Fournir aux Mi'gmaw un gouvernement juste, efficace, efficient et responsable dans tout le territoire traditionnel du Gespe'gewa'jgi et veiller au respect des droits.
Cégep GÎ	Assurer l'accessibilité aux études supérieures sur son territoire, en enseignement régulier ou en formation continue, soutenir et réaliser des projets de recherche et participer à des initiatives de développement régional, national ou international.
3 C. de bande	Conseil de bande de Listuguj , Chief Scott Martin Conseil de bande de Gesgapegiag , Chief Roderick Larocque Jr Conseil de bande de Gespeg , Vacant
RésDivGÎM	Assurer la cohésion et le renouvellement, promouvoir et faire connaître des associations LGBTQ+ et accompagner les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre vers l'autonomie et l'égalité.
TCGF GÎM	Expertise et accompagnement de partenaires en analyse différenciée selon le sexe dans une perspective intersectionnelle / sur la ségrégation professionnelle et scolaire selon le genre.
ROC GÎM - CDC	Regrouper les organismes communautaires autonomes régionaux. Rôle de promotion, représentation, concertation, consultation et défense de l'action communautaire autonome.
RDS GÎM	Mobiliser, concerter, soutenir et faire rayonner les acteurs en développement social et leurs actions visant à réduire les inégalités sociales et améliorer les conditions de vie.
AIC	Un mouvement mondial de plus de 10 millions de personnes, réparties dans plus de 150 pays et qui se battent pour le respect et la protection des droits humains.
AssoÉtud.	Travaille à défendre les droits et les intérêts des étudiantes et étudiants du campus de Gaspé. Elle soutient de nombreux projets et activités pour dynamiser la vie étudiante.
Droits D	Éducation populaire, mobilisation, représentation, action politique non partisane.
DRSM	Défendre les droits individuels, informer et éduquer, renseigner sur les droits de la personne et les bonnes pratiques en matière de services et de soins en santé mentale.
N3-N-WT	Organisation de festival où convergent les 3 principales cultures originelles de la Gaspésie, les cultures francophone, anglophone et micmaque.

Acteurs de la thématique 6 : FINANCEMENT DE LA TRANSITION EN TEMPS D'URGENCE CLIMATIQUE



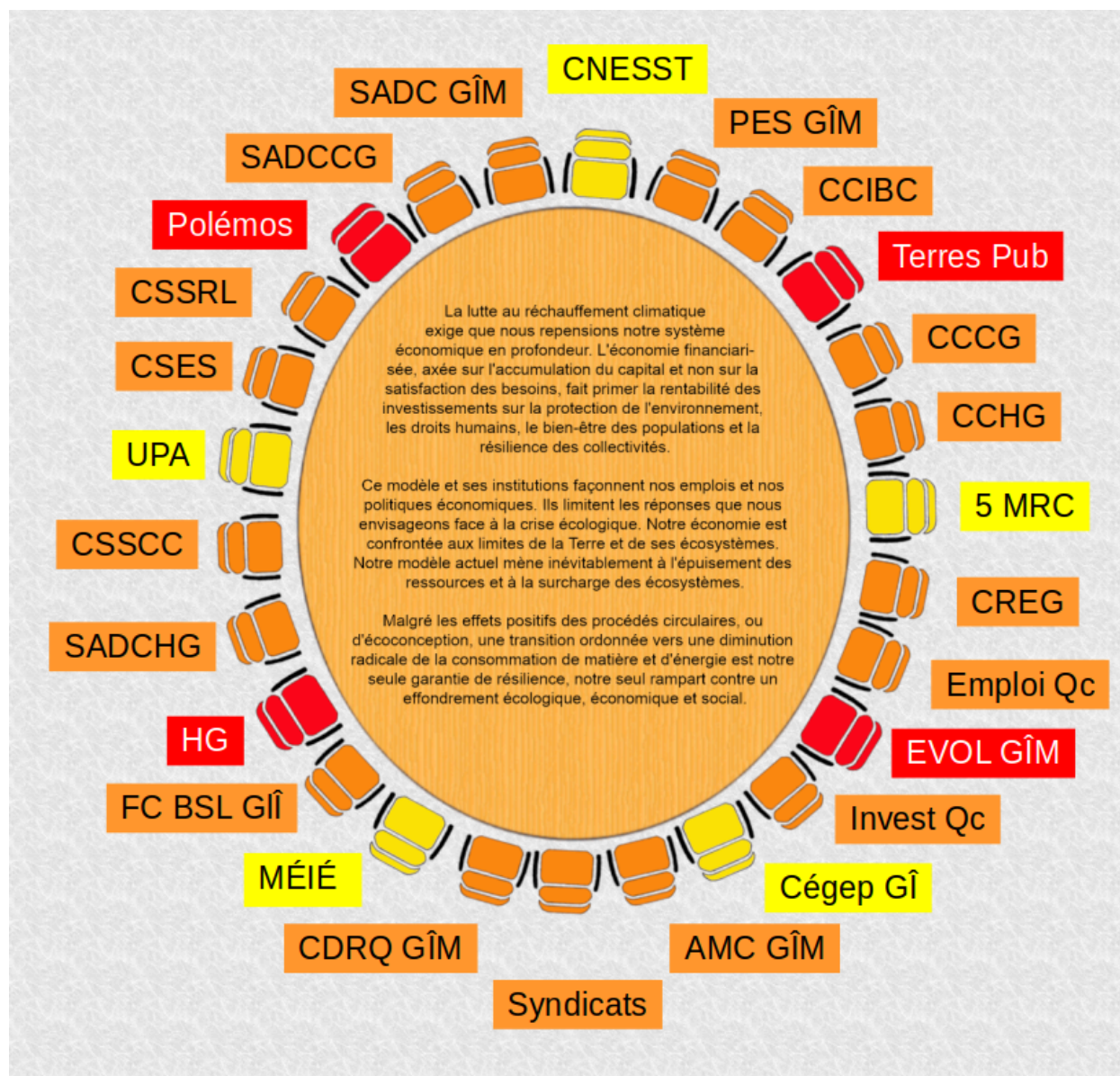
5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités
MELCCFP	Ministère de l'environnement, de la lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs
Député F	Mme Diane Lebouthillier, Chambre des communes
Députés P	Mme Catherine Blouin, Députée de Bonaventure, M. Stéphane Ste-Croix, Député de Gaspé

MES	Ministère de l'Enseignement Supérieur Qc
MRNF	Ministère des Ressources Naturelles et des Forêts Qc
MÉIE	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Qc
FMV-FCM	Fonds municipal Vert de la Fédération canadienne des municipalités
FLAC	Fondation Lucie et André Chagnon
Fond McC	Fondation McConnell

FADM-Desj	Fonds d'aide au développement du milieu Desjardins
FRQ-NT	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
CRSH/CRSNG	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada / Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada

Acronyme	Tableau #8 : Mission des Acteurs <u>Thématique Financement de la transition en temps d'urgence climatique</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
MELCCFP	Protéger l'environnement, assurer la conservation et la mise en valeur de la biodiversité et jouer un rôle clé dans la transition climatique, dans une perspective durable.
Député F	Mme Diane Lebouthillier, Chambre des communes Député de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne.
Députés P	Mme Catherine Blouin, Assemblée Nationale Députée de Bonaventure, M. Stéphane Ste-Croix, Assemblée Nationale Député de Gaspé
MES	Soutenir les étudiantes et les étudiants et les établissements d'enseignement et promouvoir l'enseignement supérieur afin de contribuer, de façon durable, à l'essor économique, social et culturel du Québec.
MRNF	Dans une perspective de développement durable, assurer la gestion et soutenir la mise en valeur des ressources forestières et minérales ainsi que du territoire du Québec.
MÉIÉ	Soutenir la croissance durable de l'économie, de contribuer à l'essor de la recherche et de l'innovation ainsi que de s'assurer d'une gouvernance responsable des ressources énergétiques.
FMV-FCM	Le FMV aide les gouvernements municipaux à accélérer l'adoption de pratiques durables, leur permettant de devenir plus résilientes et d'améliorer la vie des Canadiens.
FLAC	Prévenir la pauvreté en contribuant à la mise en place de conditions favorables au développement du plein potentiel de tous les jeunes vivant au Québec.
Fond McC	Nous aspirons à une société plus résiliente, inclusive et durable en mesure de surmonter ses enjeux complexes.
FADM-Desj	Soutenir des actions qui visent à améliorer la qualité de vie de la collectivité et ayant un impact sur les différents aspects de la vie des personnes et des groupes et ce, dans une perspective de développement durable.
FRQ-NT	Bâtir un avenir durable, voilà ce qui motive nos talents à l'œuvre dans des champs aussi variés que l'intelligence artificielle, les technologies propres ou les changements climatiques.
CRSH/CRSNG	Appuie les esprits visionnaires, curieux et novateurs qui aspirent à réaliser des percées scientifiques et techniques au bénéfice de notre pays.

Acteurs de la thématique 7 : ÉCONOMIE, TRAVAIL ET CONSOMMATION



5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités
UPA	Union des producteurs agricoles
Cégep GÎ	Cégep de la Gaspésie et des Îles
MÉIÉ	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Qc
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie
CCIBC	Chambre de commerce et d'industrie Baie des Chaleurs
CCCG	Chambre de commerce de La Côte-de-Gaspé

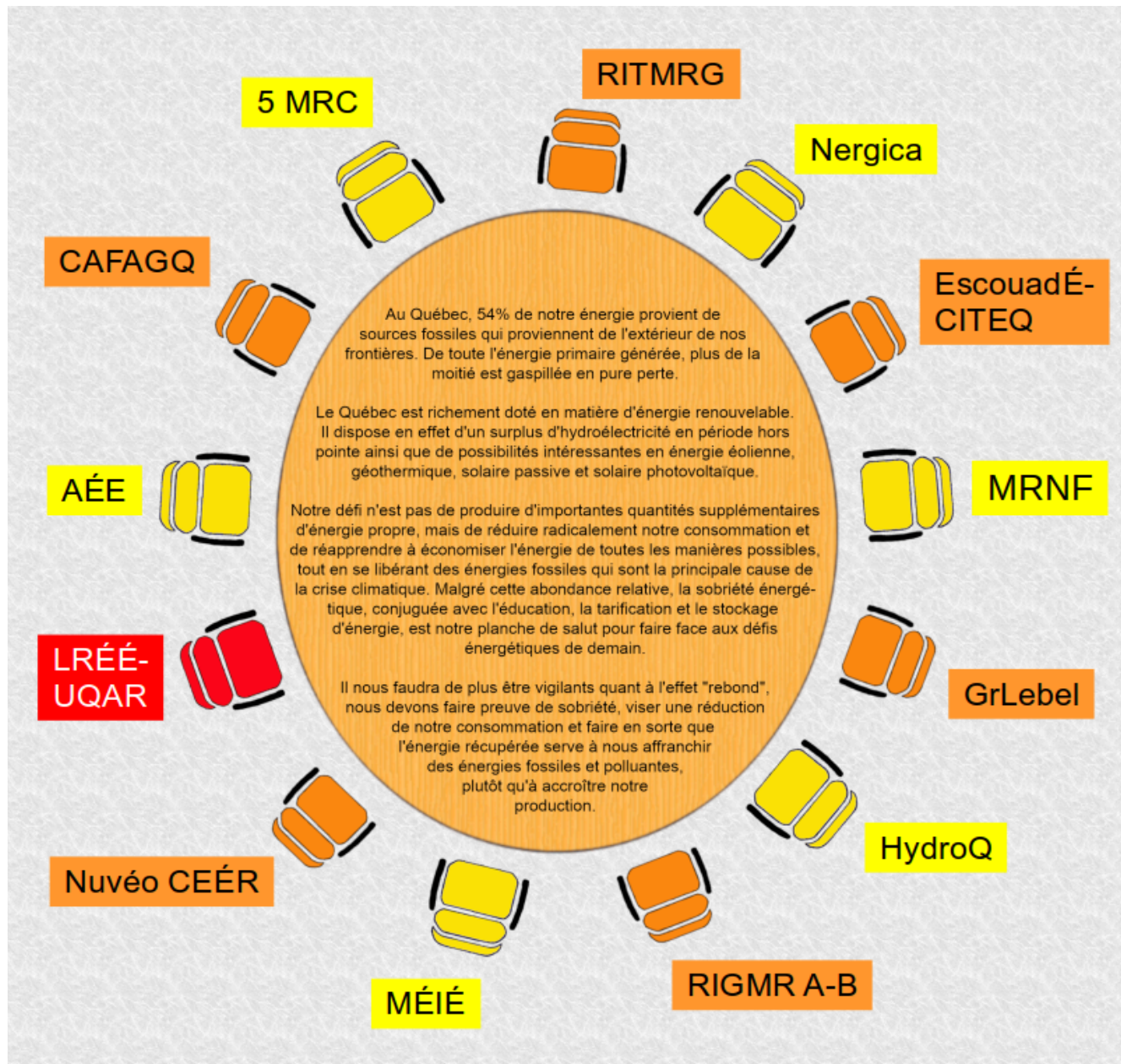
CCHG	Chambre de commerce Haute-Gaspésie
CSSCC	Centre de services scolaire des Chic-Chocs
CSSRL	Centre de services scolaire René Lévesque
CSES	Commission scolaire Eastern Shores
PÉS GÎM	Pôle d'économie sociale GÎM
SADC Bc	Société d'aide au développement de la collectivité de Baie-des-Chaleurs
SADC G	Société d'aide au développement de la collectivité de Gaspé
SADC HG	Société d'aide au développement de la collectivité Haute-Gaspésie

FC BSL GÎ	Fondation communautaire BSL, Gaspésie-Les Îles
Emploi Qc	Emploi et de la Solidarité sociale, Qc
Invest Qc	Investissements Québec
CDRQ GÎM	Coopérative de développement régional du Qc - Bureau GÎM
AMC GÎM	Accès Microcrédit GÎM
Syndicats	Les syndicats de travailleurs de la Gaspésie
Terres Pub	Terres Publiques
Polémios	Polémios
HG	Horizons Gaspésiens
EVOL GÎM	EVOL GÎM

Acronyme	Tableau #9 : Mission des Acteurs <u>Thématique Économie, travail et consommation</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
UPA	Rassembler les producteurs.trices agricoles et forestiers de la Gaspésie–Les Îles afin de promouvoir, valoriser et défendre leurs intérêts professionnels et une vie démocratique active.
Cégep GÎ	Assurer l'accessibilité aux études supérieures sur son territoire, en enseignement régulier ou en formation continue, soutenir et réaliser des projets de recherche et participer à des initiatives de développement régional, national ou international.
MÉIE	Soutenir la croissance durable de l'économie, de contribuer à l'essor de la recherche et de l'innovation ainsi que de s'assurer d'une gouvernance responsable des ressources énergétiques.
CNESST	La promotion des droits et des obligations en matière de travail. Elle en assure le respect auprès des travailleuses et travailleurs et des employeurs québécois.
CREG	Informier et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
CCIBC	Mobiliser la communauté d'affaires afin de créer une vitalité économique dynamique et durable, services de réseautage, amélioration de compétences et accès à des occasions d'affaires.
CCCG	Représenter les intérêts de ses membres. Rassembler, accompagner et servir ses membres et ses partenaires par des actions adaptées à la réalité socio-économique du territoire.
CCHG	Promouvoir le développement économique, l'entrepreneuriat régional et la croissance de la Haute-Gaspésie, ainsi que de favoriser la rétention des jeunes en région.
CSSCC	Soutenir les établissements d'enseignement sur son territoire et de les accompagner en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau d'instruction, de socialisation et de qualification de la population.
CSSRL	Soutenir et à accompagner les établissements d'enseignement, pour qu'ils puissent prendre les décisions répondant le mieux aux besoins des élèves, selon leurs caractéristiques et les besoins des milieux où ils vivent.
CSES	Équiper les apprenants des langues et des compétences nécessaires pour s'épanouir dans nos communautés multiculturelles. Nous cultivons des communautés d'apprentissage inclusives.
PÉS GÎM	Le Pôle vise à assurer un leadership fort dans la concertation, la promotion et le positionnement de l'économie sociale.
SADC BdC	Stimuler le développement économique, social et environnemental de sa collectivité en concertation avec les intervenants socioéconomiques, les entrepreneurs et les individus.

Acronyme	Tableau #9 : Mission des Acteurs <u>Thématique Économie, travail et consommation</u>
SADC G	Amélioration de la qualité de vie et au développement global du territoire de La Côte-de-Gaspé en soutenant techniquement et financièrement les entreprises et organismes du milieu.
SADC HG	Stimuler et supporter la collectivité de la MRC de la Haute-Gaspésie dans la prise en charge de son avenir.
FC BSL GÎ	Mission d'améliorer la qualité de vie de la collectivité en créant des fonds de dotation permanents qui supportent des causes de bienfaisance.
Emploi Qc	Soutient la participation de la population, des entreprises, des organismes et des communautés au développement et à la prospérité du Québec.
Invest Qc	Nous accompagnons les entrepreneurs et dirigeants dans la croissance de leur entreprise en les conseillant, en les finançant et en les aidant à croître et à innover.
CDRQ GÎM	Propose des outils performants et des services spécialisés en : Gouvernance et vie associative, Finances, Commercialisation et transformation numérique, Management
AMC GÎM	Contribuer au développement économique et humain de la communauté. Pour cela, l'organisme offre un soutien technique, un accompagnement de proximité et du financement.
Syndicats	Plusieurs syndicats nationaux représentent les travailleurs de la Gaspésie, leur rôle est important dans le respect du droit des travailleuses et des travailleurs et de la justice sociale.
Terres Pub	Terres publiques accompagne des communautés pour prendre part au développement intégré de leurs territoires.
Polémos	Polémos est un groupe de recherche sur la décroissance. Indépendant et sans but lucratif, il regroupe un réseau interdisciplinaire de chercheuses et de chercheurs universitaires ou indépendants(-es) au Québec.
HG	Les initiatives de l'organisme doivent être alignées avec la vision, les valeurs et la mission et les décisions, soumises à notre gouvernance. L'initiative principale est le Loco Local, un espace communautaire autogéré à Bonaventure.
EVOL GÎM	Evol est une organisation qui soutient les entreprises à propriété diversifiée et inclusive qui génèrent des impacts positifs alignés sur les objectifs de développement durable de l'ONU.

Acteurs de la thématique 8 : ÉNERGIE

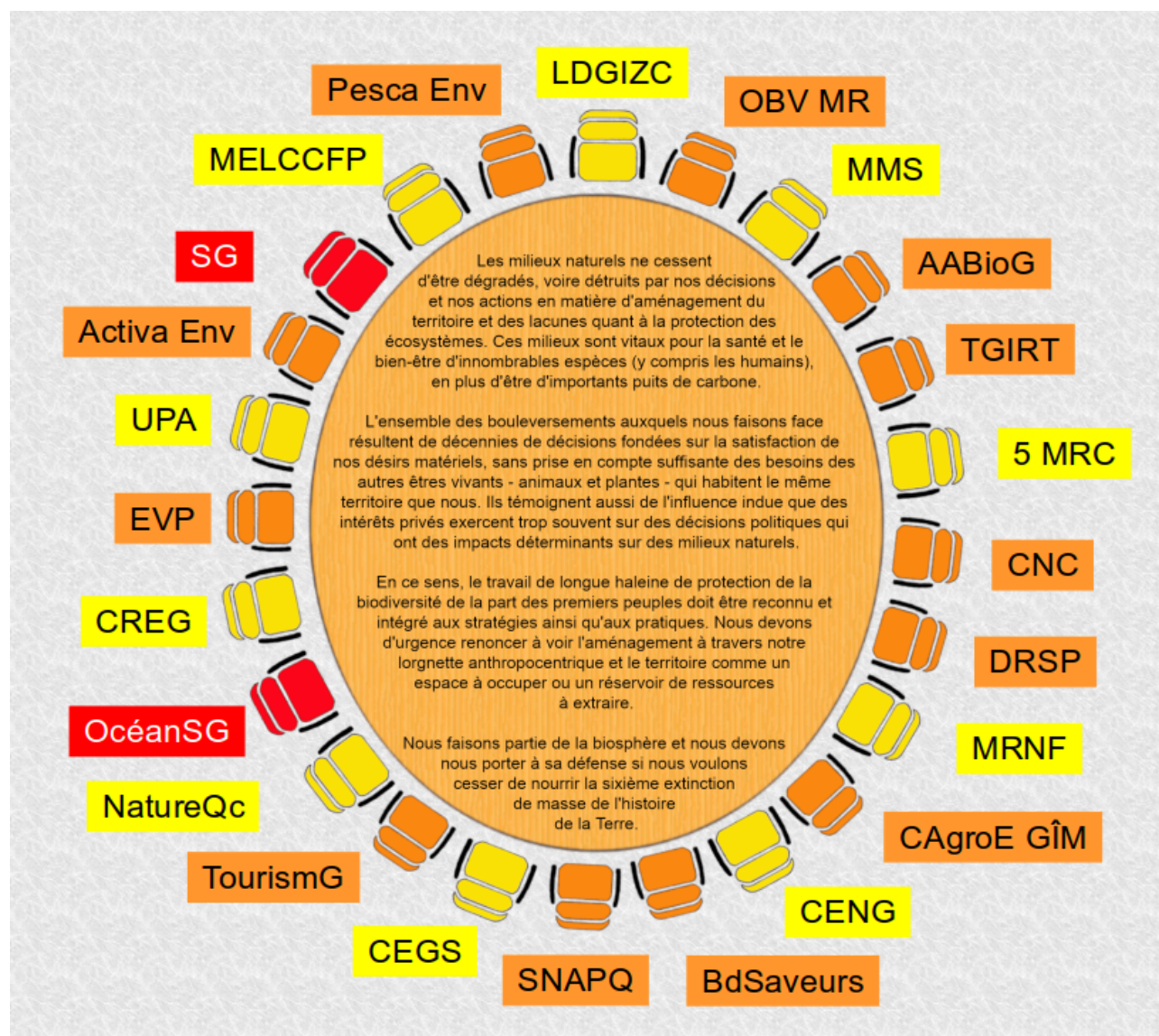


5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités
Nergica	Nergica
MRNF	Ministère des ressources naturelles et des forêts (Biomasse forestière)
AÉE	Alliance de l'Énergie de l'est
HydroQ	Hydro-Québec
MÉIE	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Qc
RITMRG	Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles Gaspésie

RIGMR A-B	Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles Avignon-Bonaventure
CAFAGQ	Coalition anti-forages et anti-gaz du Québec
NuvéO CEÉR	NuvéO Créneau d'excellence en énergie renouvelable
GrLabel	Groupe Lebel inc. (Production de granules)
LRÉE UQAR	Laboratoire de recherche en énergie éolienne (UQAR)

Acronyme	Tableau #10 : Mission des Acteurs <u>Thématique Énergie</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
Nergica	Centre de recherche appliquée qui stimule l'innovation en matière d'énergies renouvelables à travers des activités de recherche, d'aide technique, de transfert technologique et d'accompagnement aux entreprises et aux collectivités.
MRNF	(Biomasse forestière) Assurer la gestion et soutenir la mise en valeur des ressources forestières et minérales ainsi que du territoire du Québec.
AÉE	Développement de parcs éoliens en copropriété entre MRC et promoteurs privés.
HydroQ	Fournir une alimentation électrique fiable et des services de qualité adaptés aux besoins de nos clients, à des prix concurrentiels.
MÉIE	Soutenir la croissance durable de l'économie, de contribuer à l'essor de la recherche et de l'innovation ainsi que de s'assurer d'une gouvernance responsable des ressources énergétiques.
RITMRG	Offrir tous les outils et les services pour une gestion proactive et efficace des matières résiduelles générées sur les territoires de la MRC du Rocher-Percé et de la MRC de La Côte-de-Gaspé.
RIGMR A-B	Gestion des déchets, matières recyclables et organiques, résidus de construction-rénovation- démolition, résidus domestiques dangereux, etc. produits dans les deux MRC.
CAFAGQ	S'opposer à l'exploitation des hydrocarbures au Qc, notamment au projet Galt, et au développement de pipelines.
NuvéO CEÉR	Regroupe des entreprises interreliées dans le développement de sources d'énergie renouvelables et écologiques comme l'éolien, le solaire, la petite hydroélectricité et le stockage d'énergie.
GrLebel	Notre usine Lebel Énergie située à Cacouna produit des granules de bois industriels en vrac destinés aux chaufferies commerciales, industrielles ou institutionnelles.
EscouadÉ-CI TEQ	Regroupement de 15 CCTT dédiés à la transition énergétique. Met en œuvre des projets en transition énergétique dont l'envergure est telle qu'un CCTT seul ne pourrait y répondre.
LRÉE UQAR	Soutenir le développement de l'industrie éolienne par la recherche et la formation de spécialistes. Il développe une expertise technique à l'égard de l'implantation et de la gestion de parcs éoliens

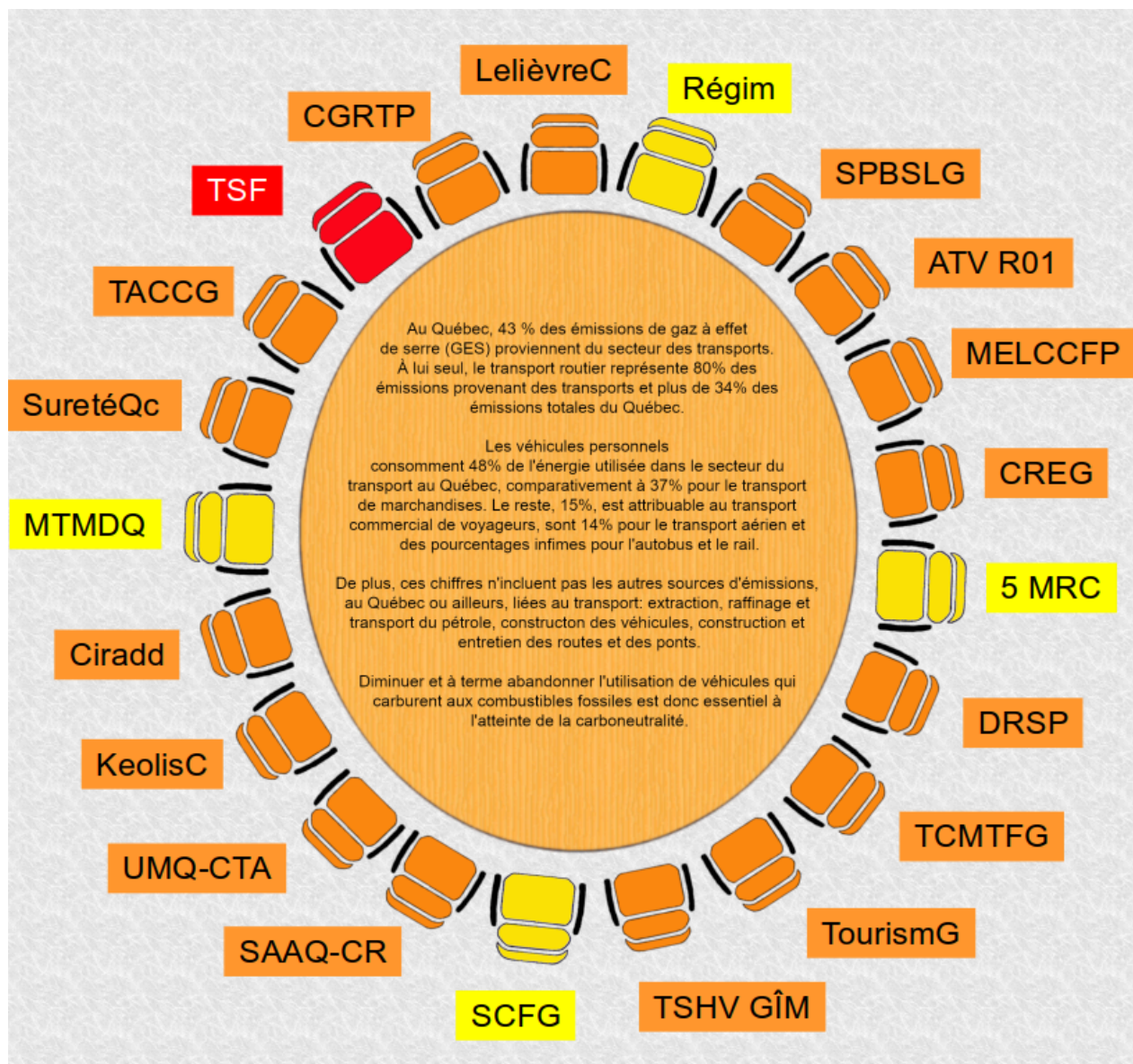
Acteurs de la thématique 9 : TERRITOIRE ET BIODIVERSITÉ



5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités	MMS	Mi'gmawei Mawiomi Secretariat	Pesca Env	Pesca environnement
UPA	Union des producteurs agricoles	CENG	Conseil de l'eau du nord de la Gaspésie	Activa Env	Activa environnement
MELCCFP	Ministère de l'environnement, de la lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs	CEGS	Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	CAgroE GÎM	Club agroenvironnemental de la Gaspésie-Les Îles
LDGIZC	Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières	NatureQc	Nature Québec	EVP	Environnement Vert Plus
MRNF	Ministère des ressources naturelles et des forêts	CNC	Conservation Nature Canada	Tourism G	Tourisme Gaspésie
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie	DRSP	Direction régionale de la santé publique GÎM	BdSaveurs	Baie-des-Saveurs
		TGIRT	Table de gestion intégrée des ressources et du territoire	AABioG	Association Agriculture Biologique Gaspésie
		SNAP Qc	Société pour la nature et les parcs Québec	SG	Solidarité Gaspésie
		OBV MR	Organisme de Bassin Versant Matapédia-Restigouche	OcéanSG	Océan de saveurs Gaspésie

Acronyme	Tableau #11 : Mission des Acteurs <u>Thématique Territoire et biodiversité</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
UPA	Rassembler les producteurs.trices agricoles et forestiers afin de promouvoir, valoriser et défendre leurs intérêts professionnels, autour d'une vie démocratique active.
MELCCFP	Protéger l'environnement, assurer la conservation et la mise en valeur de la biodiversité et jouer un rôle clé dans la transition climatique, dans une perspective durable.
LDGIZC	Étudier l'évolution et la dynamique des milieux côtiers afin de comprendre la sensibilité des communautés aux changements environnementaux.
MRNF	(Biomasse forestière) Assurer la gestion et soutenir la mise en valeur des ressources forestières et minérales ainsi que du territoire du Québec.
CREG	Informier et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
MMS	Fournir aux Mi'gmaw un gouvernement juste, efficace, efficient et responsable dans tout le territoire traditionnel du Gespe'gewa'jgi et veiller au respect des droits.
CENG CEGS	Assurer la concertation, la planification ainsi que la conciliation des usages de l'eau en fonction des principes de la gouvernance participative et de la mise en œuvre d'une gestion intégrée et concertée à l'échelle des bassins versants des zones du nord et du sud de la Gaspésie.
NatureQc	Encourage la mobilisation citoyenne, intervient dans le débat public, informe, sensibilise et réalise des projets afin que notre société: Valorise la biodiversité, Protège les milieux naturels et les espèces, Favorise le contact avec la nature, Utilise de façon durable les ressources
CNC	Conservation de milieux naturels par l'acquisition de terrain et la création d'aires protégées.
DRSP	Mandat régional de surveillance de l'état de santé, de protection de la santé publique, de promotion de la santé, ainsi que de prévention des problèmes et des blessures.
TGIRT	Assurer une prise en compte par le MRNF des intérêts et des préoccupations des personnes et des organismes concernés par les activités d'aménagement forestier sur le territoire public.
SNAP Qc	Création d'un réseau d'aires protégées, afin d'assurer la protection à long terme de la forêt et des écosystèmes qui abritent nos espèces menacées. Bonne gestion des aires protégées existantes.
OBV MR	favoriser la mobilisation, la concertation, le passage à l'action et l'accompagnement des citoyens, des citoyennes et des acteurs de l'eau. Élaboration d'un plan directeur de l'eau.
Pesca Env	Offre des services-conseils en environnement : biologie, foresterie, ingénierie,

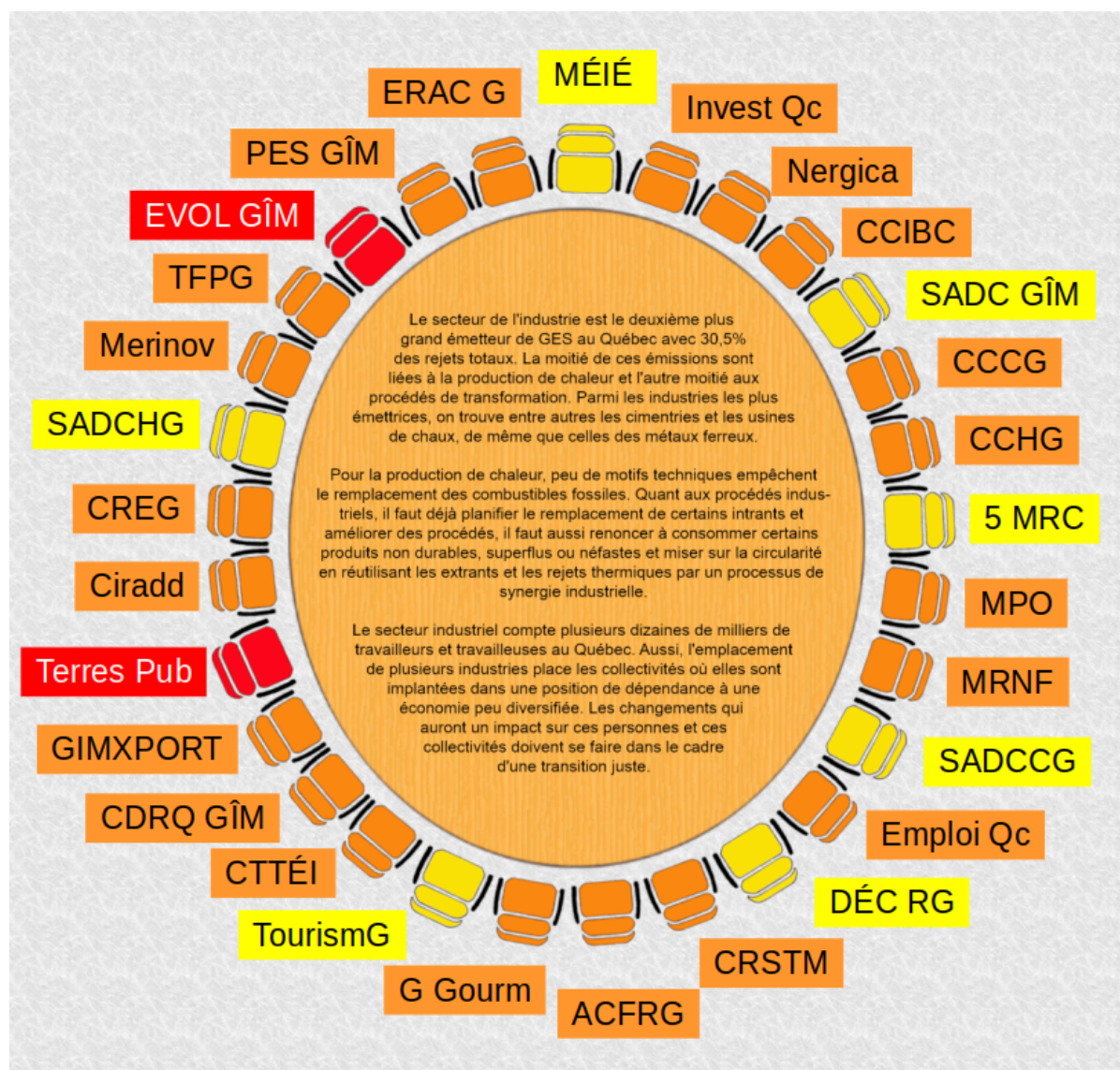
Acronyme	Tableau #11 : Mission des Acteurs <u>Thématique</u> <u>Territoire et biodiversité</u>
	hydrologie, hydrogéologie, urbanisme, géomatique, climat sonore, paysage et communications.
Activa Env	Offre des services-conseils liés à l'environnement, à l'exploitation des ressources naturelles et au développement du territoire.
CAgroE Glû	Offre aux agriculteurs et agricultrices de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine des services d'accompagnement neutres et professionnels au niveau technique et agroenvironnemental.
EVP	Groupe environnemental citoyen pour l'ensemble des dossiers liés au développement industriel et à la gestion des déchets en Gaspésie.
Tourism G	Mobiliser, représenter et promouvoir l'industrie touristique de la Gaspésie.
BdSaveurs	Baie des saveurs tisse des liens entre les producteurs et les consommateurs de la Baie-des-Chaleurs afin d'allier développement local, aliments sains et ainsi de réduire l'empreinte écologique de l'agriculture.
AABioG	Développer et promouvoir l'agriculture biologique de la Gaspésie.
SG	Développer la capacité d'agir des collectivités et des individus en Gaspésie par des projets et des mises en débat citoyens. Protection forêts anciennes de la Zec des Anses.
OcéanSG	Tout mettre en place pour avoir un impact minimum sur l'environnement et la ressource, de manière à en garantir l'avenir...



5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités	Ciradd	Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable	UMQ-CTA	UMQ; Comité sur le transport aérien
RÉGÎM	Régie intermunicipale de transport GÎM	TACCG	Transport adapté et collectif de La Côte-de-Gaspé Inc	SAAQ-CR	SAAQ, Contrôle routier
MTMDQ	Ministère du transport et de la mobilité durable Qc	CGRTP	Coalition des Gaspésiens pour le retour du train passager de VIA Rail	TSHV GÎM	Table saines habitudes de vie de Gaspésie-Îles-de-la Madeleine, Transport actif
SCFG	Société du chemin de fer de la Gaspésie	LelièvreC	Lelièvre Conseils	TourismG	Tourisme Gaspésie
Sûreté Qc	Sûreté du Québec	SPBSLG	Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie	TCMTEG	Table de concertation et mobilisation sur le transport ferroviaire en Gaspésie
MELCCFP	Ministère de l'environnement, de la lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs	ATV R01	Association des transporteurs en vrac, région 01 inc.	DRSP	Direction régionale de la santé publique
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie	KeolisC	Kéolis Canada, Orléan Express	TSF	Transport sans frontières

Acronyme	Tableau #12 : Mission des Acteurs <u>Thématique Transport</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
RÉGÎM	Organiser les services de transport collectif sur le territoire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Régie désire faciliter l'accès au plus grand nombre de possibilités de mobilité durable pour tous.
MTMDQ	Favoriser la mobilité durable des personnes et des marchandises par des systèmes de transport sécuritaires et accessibles qui contribuent au développement du Québec.
SCFG	Exploite et veille à l'entretien de la ligne ferroviaire entre Matapédia et Gaspé.
Sûreté Qc	La Sûreté du Québec est vouée au maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique ainsi qu'à la prévention et à la répression du crime.
MELCCFP	Protéger l'environnement, assurer la conservation et la mise en valeur de la biodiversité et jouer un rôle clé dans la transition climatique, dans une perspective durable.
CREG	Informier et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
CIRADD	Il œuvre dans le domaine du développement territorial durable en s'attardant particulièrement aux défis de la ruralité : inclusion sociale, employabilité, mobilité, développement durable des ressources naturelles et des communautés.
TACCG	Le Transport Adapté est un élément essentiel de l'intégration sociale, professionnelle et économique de la personne handicapée.
CGRTP	Regroupement citoyen pour le transport collectif ferroviaire en Gaspésie. Objectifs: 1- Reprise des services passagers de VIA rail, 2-Réouverture du service de marchandise jusqu'à Gaspé.
LelièvreC	Gaétan Lelièvre, pdg, Ex-député de Gaspé et ex-ministre délégué aux régions, conseils stratégiques en développement des Régions.
SPBSLG	Mandat du ministère des Transports du Québec (MTQ). Il consiste à assurer l'exploitation, l'entretien et la mise à niveau des infrastructures portuaires et de leur développement.
ATV R01	Courtage du transport vraquier dans l'est du Québec
KeolisC	Orléans Express est une enseigne québécoise de Keolis Canada œuvrant dans le transport par autocar. C'est le principal transporteur interurbain de passagers au Québec.
UMQ-CTA	Le Comité sur le transport aérien, formé d'élus-es, gestionnaires d'aéroports et représentants et de représentantes des milieux économiques de plusieurs régions du Québec, alimente les réflexions et les prises de position de l'UMQ sur les nombreux enjeux liés au transport aérien régional.
SAAQ-CR	Contrôle routier Québec, la mission est de surveiller et de contrôler le transport routier de personnes et de biens au Québec. Agence de services rattachée à la SAAQ.
TSHV GÎM	La table des SHV-GÎM vise à arrimer les expertises intersectorielles dans la création, l'adaptation et le maintien d'environnements favorables aux saines habitudes de vie afin d'optimiser le pouvoir d'agir des organisations, des municipalités et des citoyennes et citoyens.
TourismG	Mobiliser, représenter et promouvoir l'industrie touristique de la Gaspésie.
TCMTFG	Table réunissant les préfets de la Gaspésie, SG, la CC CdG et le RC RTP. Pour échanger l'information et les préoccupations sur le transport ferroviaire.
DRSP	Mandat régional de surveillance de l'état de santé, de protection de la santé publique, de promotion de la santé, ainsi que de prévention des problèmes et des blessures.
TSF	Organisme à but non lucratif qui a pour mission le transport de personnes en Haute-Gaspésie.

Acteurs de la thématique 11 : INDUSTRIE

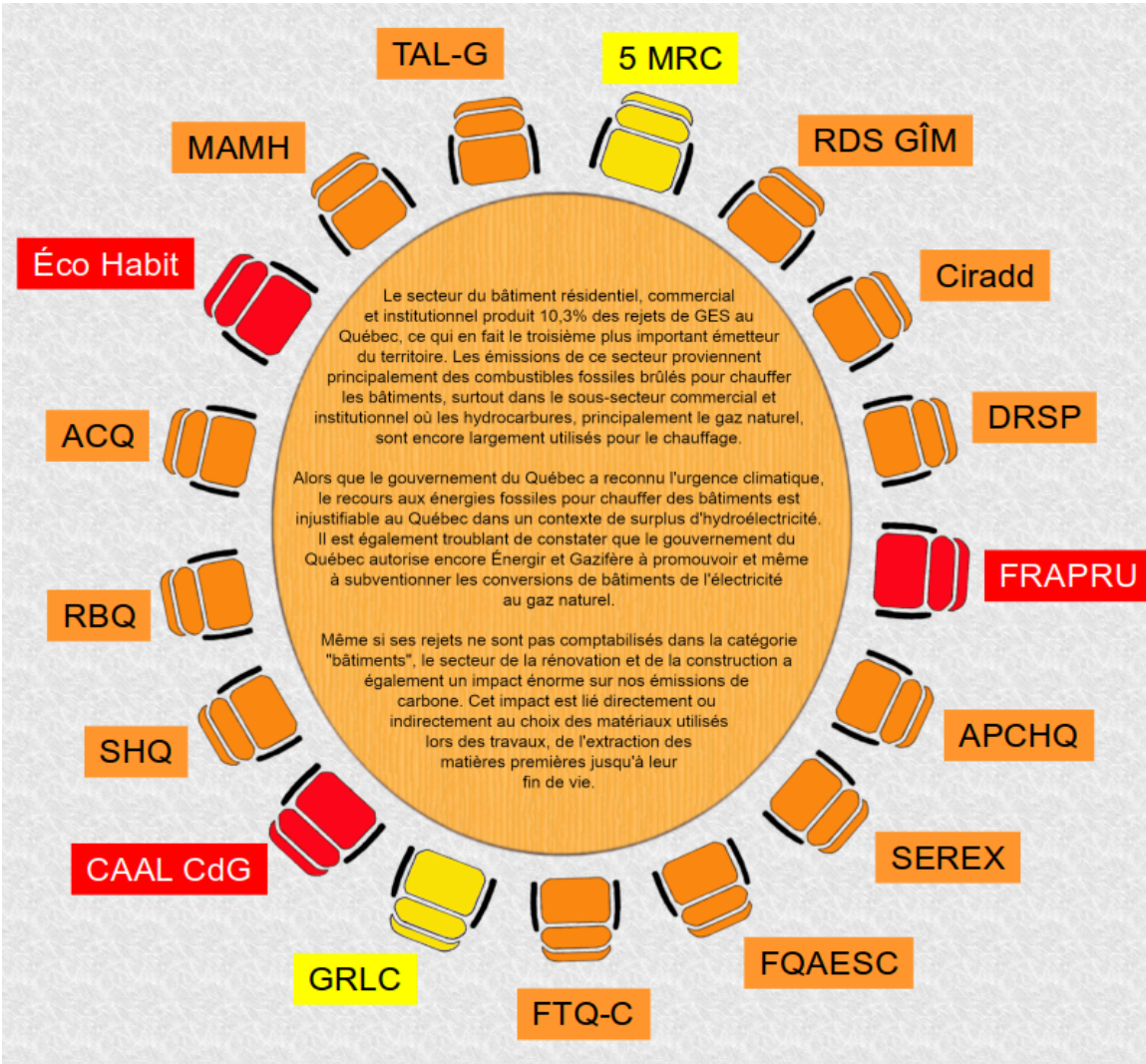


5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités	CCCG	Chambre de commerce de La Côte-de-Gaspé	CDRQ-GÎM	Coopérative de développement régional du Qc - Bureau GÎM
MÉIE	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Qc	CCHG	Chambre de commerce Haute-Gaspésie	G Gourm	Gaspésie Gourmande
SADC BdC	Société d'aide au développement de la collectivité de Baie-des-Chaleurs	Nergica	Nergica	ERAC G	Espaces Régionaux d'Accélération et de Croissance de la Gaspésie
SADC G	Société d'aide au développement de la collectivité de Gaspé	MRNF	Ministère des ressources naturelles et des forêts	MPO	Ministère des Pêches, des Océans et de la Garde côtière Canada
SADC HG	Société d'aide au développement de la collectivité Haute-Gaspésie	CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie	CRSTM	Créneau d'excellence Ressources, sciences et technologies marines
TourismG	Tourisme Gaspésie	Ciradd	Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable	ACFRG	Association coopérative forestière régionale de la Gaspésie
DÉCR-G	Développement économique Canada pour les régions - Bureau d'affaire Gaspé	PÉS GÎM	Pôle d'économie sociale GÎM	TFPG	Table de la Forêt privée de la Gaspésie
CCIBC	Chambre de commerce et d'industrie Baie des Chaleurs	Emploi Qc	Emploi et de la Solidarité sociale, Qc	CTTÉI	Centre de transfert technologique en écologie industrielle
		Invest Qc	Investissements Québec	Terres Pub	Terres Publiques
		GÎMEXPORT	GÎMEXPORT	EVOL GÎM	EVOL GÎM
		Merinov	Merinov		

Acronyme	Tableau #13 : Mission des Acteurs <u>Thématique Industrie</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
MÉIE	Soutenir la croissance durable de l'économie, de contribuer à l'essor de la recherche et de l'innovation ainsi que de s'assurer d'une gouvernance responsable des ressources énergétiques.
SADC BdC	Stimuler le développement économique, social et environnemental de sa collectivité en concertation avec les intervenants socioéconomiques, les entrepreneurs et les individus.
SADC G	Amélioration de la qualité de vie et au développement global du territoire de La Côte-de-Gaspé en soutenant techniquement et financièrement les entreprises et organismes du milieu.
SADC HG	Stimuler et supporter la collectivité de la MRC de la Haute-Gaspésie dans la prise en charge de son avenir.
TourismG	Mobiliser, représenter et promouvoir l'industrie touristique de la Gaspésie.
DÉCR-G	Nous encourageons le développement des milieux d'affaires de la GÎM en aidant directement les entreprises et organismes de cette région dans leurs projets.
CCIBC	Mobiliser la communauté d'affaires afin de créer une vitalité économique dynamique et durable, services de réseautage, amélioration de compétences et accès à des occasions d'affaires.
CCCG	Représenter les intérêts de ses membres. Rassembler, accompagner et servir ses membres et ses partenaires par des actions adaptées à la réalité socio-économique du territoire.
CCHG	Promouvoir le développement économique, l'entrepreneuriat régional et la croissance de la Haute-Gaspésie, ainsi que de favoriser la rétention des jeunes en région.
Nergica	Centre de recherche appliquée qui stimule l'innovation en matière d'énergies renouvelables à travers des activités de recherche, d'aide technique, de transfert technologique et d'accompagnement aux entreprises et aux collectivités.
MRNF	Assurer la gestion et soutenir la mise en valeur des ressources forestières et minérales ainsi que du territoire du Québec. (Biomasse forestière)
CREG	Informé et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
Ciradd	Il œuvre dans le domaine du développement territorial durable en s'attardant particulièrement aux défis de la ruralité : inclusion sociale, employabilité, mobilité, développement durable des ressources naturelles et des communautés.

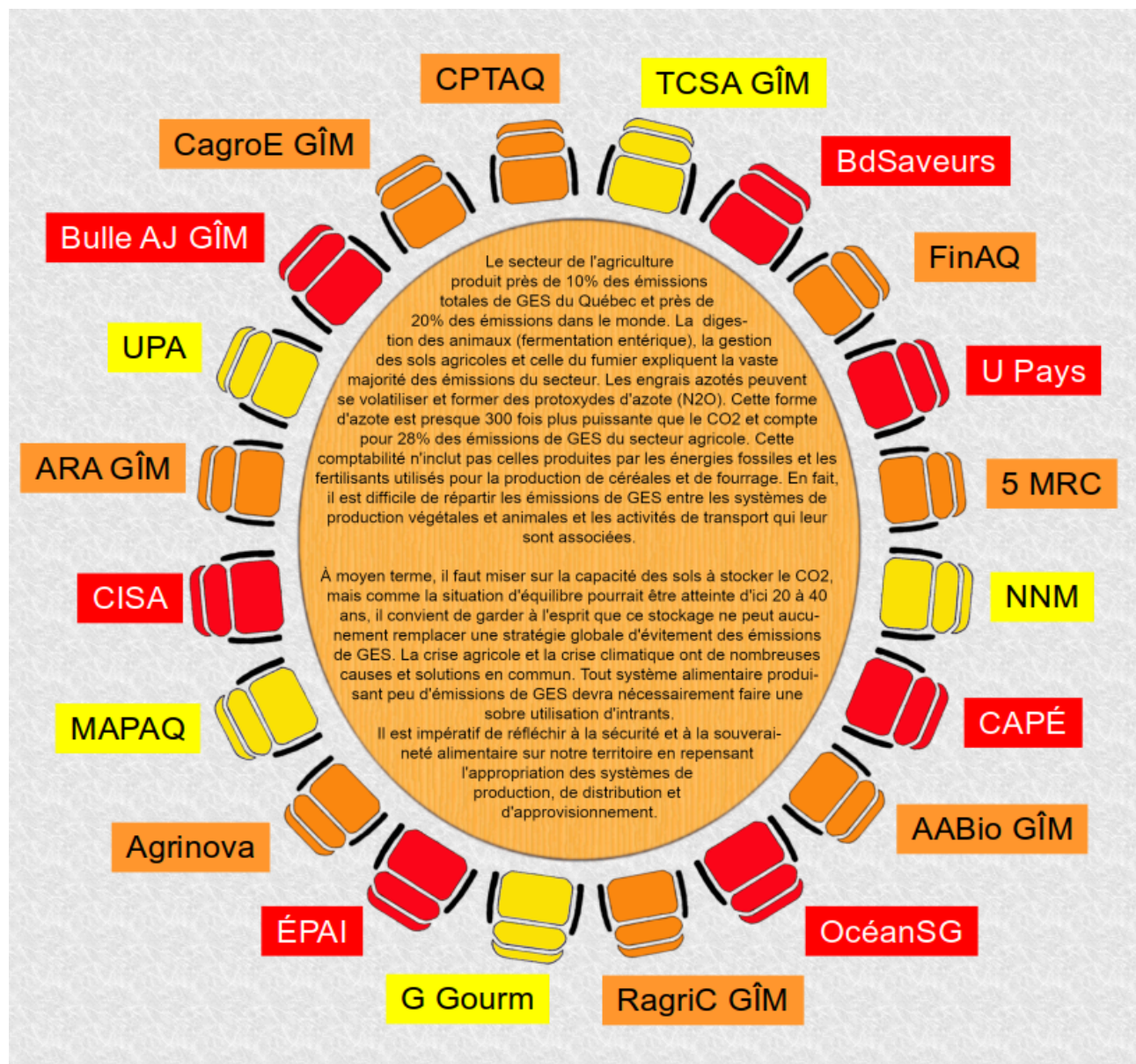
Acronyme	Tableau #13 : Mission des Acteurs <u>Thématique Industrie</u>
PÉS GÎM	Le Pôle vise à assurer un leadership fort dans la concertation, la promotion et le positionnement de l'économie sociale.
Emploi Qc	Soutient la participation de la population, des entreprises, des organismes et des communautés au développement et à la prospérité du Québec.
Invest Qc	Nous accompagnons les entrepreneurs et dirigeants dans la croissance de leur entreprise en les conseillant, en les finançant et en les aidant à croître et à innover.
GÎMEXPORT	Offre services-conseils abordables offerts par une équipe d'experts en commercialisation et en exportation.
Merinov	Merinov est un centre intégré de recherche industrielle spécialisé en technologies des pêches, de l'aquaculture, de la transformation et des bioressources marines.
CDRQ-GÎM	Propose des outils performants et des services spécialisés en : Gouvernance et vie associative, Finances, Commercialisation et transformation numérique, Management
G Gourm	Mobiliser les acteurs du milieu. Travailler à la réalisation de projets liés aux enjeux du secteur bioalimentaire. Mettre en valeur une offre gaspésienne de qualité. Contribuer au développement et à la pérennité des entreprises.
ERAC G	Créés dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat. Stimuler l'innovation des entreprises et créer une synergie relationnelle entre les acteurs socio-économiques.
MPO	Recherches en sciences de la mer, gestion des voies navigables, sécurité du trafic maritime, gestion et protection des pêches maritimes, protection de l'habitat du poisson en milieu marin et d'eau douce.
CRSTM	Développement, création et dynamisme des entreprises œuvrant dans les filières de la capture et transformation, de l'aquaculture, des technologies marines et des biotechnologies marines.
ACFRG	Regroupe huit coopératives forestières de la région. Offre toute la gamme de services que requiert le développement forestier durable pour ainsi contribuer à l'enrichissement collectif.
TFPG	Lieu de concertation visant à fédérer les acteurs de la forêt privée. 3 chantiers : Mobilisation des bois en forêt privée, l'information et l'éducation aux propriétaires et l'aménagement des forêts.
CTTÉI	CTT affilié au Cégep Sorel-Tracy. Accroître la performance des entreprises et des collectivités par des approches et des technologies novatrices en écologie industrielle.
Terres Pub	Terres publiques accompagne des communautés pour prendre part au développement intégré de leurs territoires.
EVOL GÎM	Evol est une organisation qui soutient les entreprises à propriété diversifiée et inclusive qui génèrent des impacts positifs alignés sur les objectifs de développement durable de l'ONU.

Acteurs de la thématique 12
:BÂTIMENT



5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités	ACQ	Association de la construction du Québec	FTQ-C	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec - Construction
GRLC GÎM	Groupe ressource en logement collectif GÎM	RBQ	Régie du bâtiment du Québec	FQAESC	Fédération québécoise des associations d'entrepreneurs spécialisés en construction
RDS GÎM	Réseau en Développement Social GÎM	SHQ	Société d'habitation du Québec	Éco Habit	Éco-habitation
Ciradd	Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable	MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
DRSP	Direction régionale de la santé publique	TAL-G	Tribunal administratif du logement - Gaspé	CAAL-CdG	Comité autonome accessibilité logement - Côte de Gaspé
APCHQ	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	SEREX	SEREX		

Acronyme	Tableau #14 : Mission des Acteurs <u>Thématique Industrie</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
GRLC GÎM	Entreprise d'économie sociale offrant des services d'aide à la création et à la gestion de coopératives et d'organismes à but non lucratif en habitation.
RDS GÎM	Mobiliser, concerter, soutenir et faire rayonner les acteurs en développement social et leurs actions visant à réduire les inégalités sociales et améliorer les conditions de vie.
Ciradd	Il œuvre dans le domaine du développement territorial durable en s'attardant particulièrement aux défis de la ruralité : inclusion sociale, employabilité, mobilité, développement durable des ressources naturelles et des communautés.
DRSP	Mandat régional de surveillance de l'état de santé, de protection de la santé publique, de promotion de la santé, ainsi que de prévention des problèmes et des blessures.
APCHQ	Acteur de changement rassembleur au bénéfice de la société québécoise en représentant et soutenant les professionnelles et les professionnels de l'industrie de la construction résidentielle et de la rénovation.
ACQ	Favoriser l'essor des entreprises de construction, promouvoir les nouvelles pratiques, Représenter, les employeurs dans les secteurs ICI et défendre les intérêts des entrepreneurs.
RBQ	Sous la responsabilité du Ministère du Travail, assurer de la qualité des travaux, de la sécurité des utilisateurs des bâtiments et les installations des domaines visés par sa réglementation.
SHQ	A la responsabilité de la mise en œuvre des programmes et des services à la population en matière d'habitation.
MAMH	Agir aux côtés du milieu municipal pour l'aménagement et le développement de milieux de vie de qualité, dans l'intérêt des citoyennes et citoyens.
TAL-G	Promouvoir une plus grande harmonie dans les relations entre locateurs et locataires, et assurer le respect des obligations découlant du bail, fournir aux citoyennes et citoyens une information adéquate et des recours efficaces lorsque l'une des parties échappe à ses obligations.
SEREX	CCTT en transformation du bois. Développer des solutions et des pratiques durables pour soutenir l'innovation et le transfert technologique dans les entreprises du secteur de la transformation des produits forestiers.
FTQ-C	Négocier les conventions collectives. Être présente dans l'ensemble des débats représentant un intérêt pour les travailleurs et les travailleuses qu'elle représente.
FQAESC	Assurer une représentativité équitable de ses membres dans l'industrie de la construction, en fonction des différents enjeux, par industrie et par métier.
Éco Habit	Organisme indépendant qui accompagne les professionnels et les particuliers dans la réalisation de leurs projets durables par l'information, l'accompagnement, la certification et la formation.
FRAPRU	Regroupement québécois luttant depuis plus de 40 ans en faveur du droit au logement et plus largement de l'élimination de la pauvreté.
CAAL-CdG	Groupe autonome de mobilisation de La Côte-de-Gaspé pour l'accessibilité au logement de qualité et abordable.



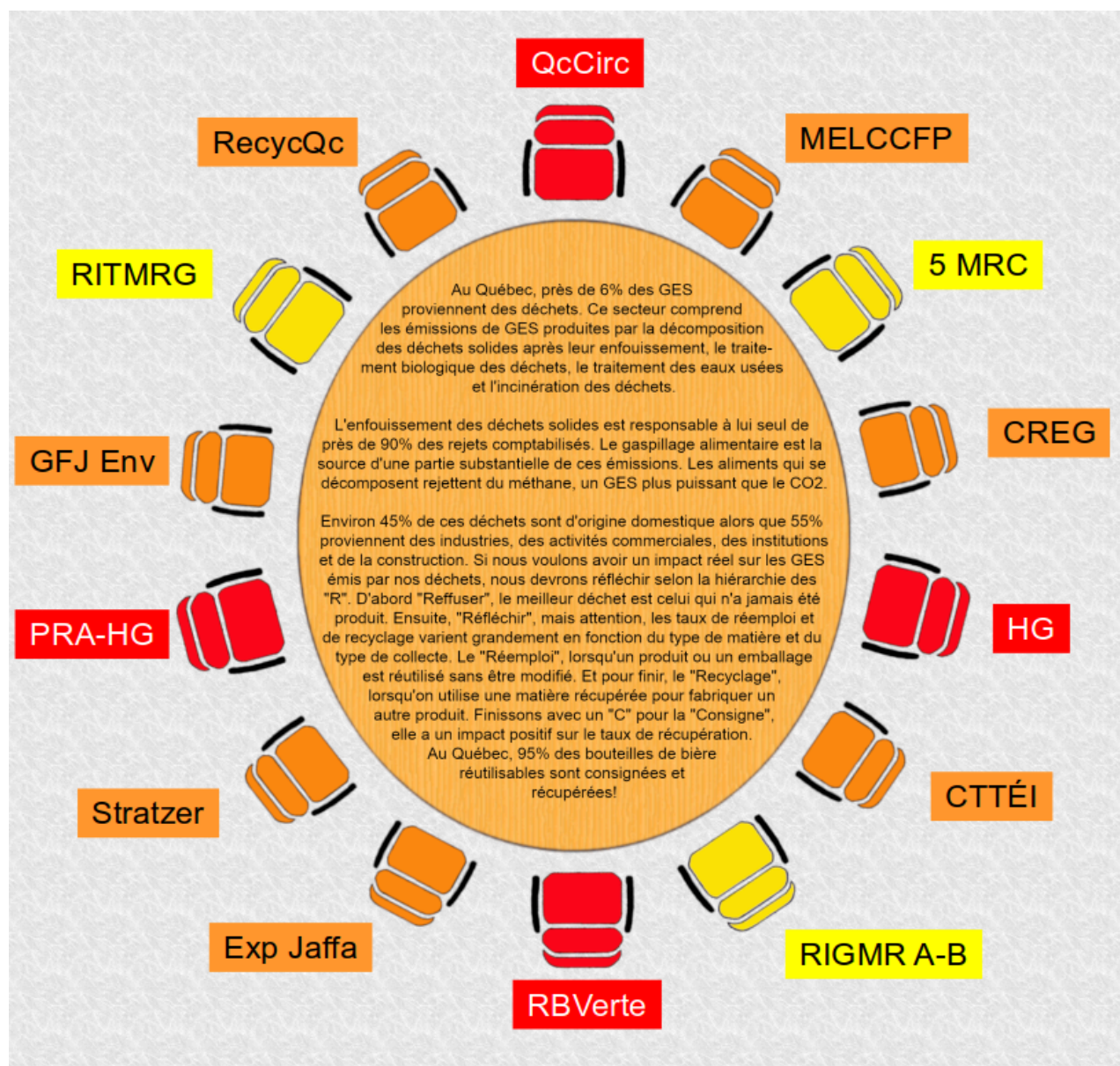
NNM	Nourrir notre monde
UPA	Union des producteurs agricoles GÎ
TCSA GÎM	Table de concertation en sécurité alimentaire GÎM
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Qc
G Gourm	Gaspésie Gourmande
5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités

CAGroE GÎM	Club agroenvironnemental de la Gaspésie-Les Îles
CPTAQ	Commission de protection du territoire agricole du Québec
FinAQ	La Financière agricole du Québec
RAgriC GÎM	Réseau agriconseil GÎM
ARA GÎM	Association de la relève agricole GÎM
AABioG	Association Agriculture Biologique Gaspésie

Agrinova	Agrinova
BdSaveurs	Baie-des-Saveurs
CAPÉ	Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique
U Pays.	Union Paysanne
OcéanSG	Océan de saveurs Gaspésie
CISA	Centre d'innovation sociale en agriculture
Bulle AJ GÎM	Bulle d'accompagnement jardins Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
ÉPAI	École de permaculture et d'agriculture innovante

Acronyme	Tableau #15 : Mission des Acteurs <u>Thématique Agriculture</u>
NNM	Nourrir notre monde (NNM) est un mouvement collectif qui se mobilise pour favoriser une alimentation locale, saine, durable et solidaire en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
UPA	Rassembler les producteurs.trices agricoles et forestiers afin de promouvoir, valoriser et défendre leurs intérêts professionnels, autour d'une vie démocratique active.
TCSA GÎM	Vise l'échange et le support entre organismes communautaires autonomes oeuvrant en sécurité alimentaire.
MAPAQ	Favoriser une offre alimentaire de qualité et appuyer le développement d'un secteur bioalimentaire prospère et durable pour la vitalité des territoires et à la santé de la population.
G Gourm	Mobiliser les acteurs du milieu. Travailler à la réalisation de projets liés aux enjeux du secteur bioalimentaire. Mettre en valeur une offre gaspésienne de qualité. Contribuer au développement et à la pérennité des entreprises.
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
CAgroE GÎM	Offre aux agriculteurs et agricultrices de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine des services d'accompagnement neutres et professionnels au niveau technique et agroenvironnemental.
CPTAQ	Pérenniser un territoire propice à l'exercice et au développement durable des activités agricoles.
FinAQ	Soutenir et promouvoir, dans une perspective de développement durable, le développement du secteur agricole et agroalimentaire.
RAgriC GÎM	Des services-conseils agricoles spécialisés, partout au Québec!
ARA GÎM	L'Association de la relève agricole de la Gaspésie-Les Îles rassemble les jeunes de 16 à 39 ans ayant comme intérêt commun l'agriculture.
AABioG	Développer et promouvoir l'agriculture biologique de la Gaspésie.
Agrinova	CCTT en agriculture associé au Collège d'Alma, activités de recherche et d'innovation, d'aide technique, de formation, de transfert de connaissances et de technologies.
BdSaveurs	Baie-des-Saveurs tisse des liens entre les producteurs et les consommateurs de la Baie-des- Chaleurs alliant développement local, aliments sains et réduction de l'empreinte écologique.
CAPÉ	Regroupement d'acteurs du milieu de l'agriculture de proximité écologique qui travaillent ensemble pour promouvoir le développement de cette approche agricole au Québec et au N-B.
U Pays.	Union paysanne milite pour une agriculture axée d'une part sur la souveraineté alimentaire et sur l'occupation du territoire, membre de Via Campesina International.
OcéanSG	Tout mettre en place pour avoir un impact minimum sur l'environnement et la ressource, de manière à en garantir l'avenir...
CISA	Transformer les enjeux importants et complexes de nos clients en solutions novatrices. Dirige des recherches appliquées dans le domaine social en agriculture et agroalimentaire.
Bulle AJ GÎM	Regroupement de plusieurs organismes gaspésiens pour accompagner le démarrage et la vie de jardins communautaires ou collectifs.
ÉPAI	Éthiques, principes et savoirs issus de la permaculture et de l'agroécologie afin de créer des environnements sains, dynamiques et diversifiés visant la régénération des écosystèmes et à la résilience des communautés.

Acteurs de la thématique 14 : DÉCHETS



5 MRC	Les 5 MRC de la Gaspésie ET les 42 municipalités	RecycQc	Recyc-Québec
RITMRG	Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles Gaspésie	Stratzer	Stratzer
RIGMR A-B	Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles Avignon-Bonaventure	GFJ Env	GFL environnemental
MELCCFP	Ministère de l'environnement, de la lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs	Exp Jaffa	Exploitation Jaffa
CREG	Conseil régional de l'environnement Gaspésie	CTTÉI	Centre de transfert technologique en écologie industrielle
		QcCirc	Québec-circulaire
		HG	Horizons Gaspésiens
		PRA HG	Projet de récupération alimentaire Haute-Gaspésie
		RBVerte	Ressourcerie BaieVerte

Acronyme	Tableau #16 : Mission des Acteurs <u>Thématique Déchets</u>
5 MRC	Développement des communautés et du bien-être collectif. Services en aménagement du territoire, d'urbanisme, d'évaluation foncière et en développement économique et social.
RITMRG	Offrir tous les outils et les services pour une gestion proactive et efficace des matières résiduelles générées sur les territoires de la MRC du Rocher-Percé et de la MRC de La Côte-de-Gaspé.
RIGMR A-B	Gestion des déchets, matières recyclables et organiques, résidus de construction-rénovation- démolition, résidus domestiques dangereux, etc. produits dans les deux MRC.
MELCCFP	Protéger l'environnement, assurer la conservation et la mise en valeur de la biodiversité et jouer un rôle clé dans la transition climatique, dans une perspective durable.
CREG	Informier et sensibiliser les décideurs et les décideuses, les leaders et la population de la Gaspésie aux enjeux de développement durable et de protection de l'environnement.
RecycQc	Amener le Québec à réduire, réutiliser, recycler et valoriser les matières résiduelles dans une perspective d'économie circulaire et de lutte contre les changements climatiques.
Stratzer	Stratzer est le leader au Québec dans l'évaluation, la planification, l'opération, la caractérisation et l'optimisation de la gestion des matières résiduelles.
GFL Env	GFL Environmental est la seule entreprise en Amérique du Nord à offrir des services de gestion des déchets solides, de gestion des déchets liquides et de développement des infrastructures.
Exp Jaffa	L'économie circulaire est au cœur du modèle d'affaires de l'entreprise. Exploitation Jaffa favorise le réemploi, le recyclage et la valorisation des résidus.
CTTÉI	CTT affilié au Cégep Sorel-Tracy. Accroître la performance des entreprises et des collectivités par des approches et des technologies novatrices en écologie industrielle.
QcCirc	Mesures phares du Pôle québécois de concertation sur l'économie circulaire, un regroupement volontaire de leaders de divers milieux, pour accélérer la transition vers l'économie circulaire.
HG	Les initiatives doivent être alignées avec la vision, les valeurs et la mission et les décisions. soumises à notre gouvernance. L'initiative principale est le Loco Local, un espace communautaire autogéré à Bonaventure.
PRA HG	Le projet consiste à récupérer les surplus alimentaires des marchés d'alimentation et des producteurs.
RBVerte	Valoriser l'économie de seconde main, de contribuer à la transmission de savoirs et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Conclusion

De cette liste de 162 acteurs qui sont susceptibles de jouer un rôle dans l'accélération de la transition socio-écologique en Gaspésie, certains se démarquent grandement. Les MRC sont les acteurs jugés « incontournables » dans 12 des 14 thématiques abordées et « secondaires » dans une autre catégorie.

D'autres organisations se démarquent quant à l'importance et l'éventail des thématiques abordées, mentionnons à cet effet une majorité d'organisations déjà présentes parmi les partenaires de première ligne de CZÉNG :

- Le Conseil régional de l'environnement (proposé dans 9 thématiques);
- La Direction régionale de la santé publique (6 thématiques);
- Le Réseau de développement social GÎM, Environnement Vert Plus, Solidarité Gaspésie, le Ciradd, déjà partenaires de CZÉNG recueillent entre 4 et 6 nominations;
- Tourisme Gaspésie et l'Union des producteurs agricoles sont mentionnés respectivement 4 et 5 fois;
- Des ministères sont aussi identifiés quant à leurs rôles dans plusieurs thématiques, soit le ministère de l'environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, le ministère des Ressources naturelles et des Forêts et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie avec chacun 5 mentions;
- Nous considérons que toutes les autres organisations sont importantes pour la suite de la démarche vers la transition socio-écologique, dans les domaines qui leur sont plus spécifiques.

Certaines thématiques semblent recueillir plus d'acteurs que d'autres. Quoi qu'il en soit, chacune des 14 thématiques, ont en moyenne 19 organisations identifiées, variant entre 12 et 29. La différence dans le nombre d'organisations entre les catégories semble réaliste, compte tenu que peu d'institutions détiennent des rôles « incontournables » et que les organisations innovantes sont généralement moins connues du fait de la nouveauté ou des créneaux occupés.

D'autres organisations seront identifiées dans la poursuite de la démarche. Cet exercice est un point de départ pour aiguiller la société civile sur les rôles qu'elle peut jouer ainsi que sur la collaboration des organisations qui détiennent les meilleures informations disponibles et qui disposent d'un pouvoir d'influence à l'échelle systémique.

Épilogue

« Nous, notre rêve, c'est d'habiter un monde où nos valeurs communes prendraient racine dans l'entraide et l'empathie. [...] Les transformations sociétales nécessaires pour se réconcilier aux écosystèmes que nous habitons exigent que nous repartagions les pouvoirs en incluant les peuples, communautés et secteurs les plus marginalisés »

*Message des représentantes et des représentants
des jeunes au Comité de coordination du
Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ, 2020),
Feuille de route pour la transition du Québec
vers la carboneutralité*

Synthèse et faits saillants

Présentation

- Collectivités Zéro émission Nette Gaspésie (CZÉNG) est active depuis mars 2022. Elle est l'une des huit Collectivités ZÉN en place au Québec au moment d'écrire ces lignes.
- Ces Collectivités ZÉN sont une initiative du Front commun pour la transition énergétique du Québec, une large coalition agissant en faveur de la transition socio-écologique.
- Mission de CZÉNG : Informer et susciter des dialogues afin de coconstruire et réaliser une transition socio-écologique visant une sortie de la dépendance aux hydrocarbures qui soit porteuse de résilience et de justice sociale grâce au pouvoir d'agir collectif en territoire gaspésien, territoire Mi'gmaq non cédé et lié au Traité de paix et d'amitié de 1760.
- L'état des lieux est l'amorce d'un parcours en cinq étapes qui nous permet de cheminer de l'état actuel (état des lieux) à un futur souhaité pour le territoire (la vision, déterminée par la population à travers une série d'ateliers participatifs). Des chemins de transitions seront ensuite créés et proposés par des comités d'expertes et d'experts afin d'identifier les actions-clés à réaliser pour concrétiser la TSÉ locale.
- L'objectif de l'état des lieux est de dresser un portrait global du territoire et de ses populations et de réaliser une synthèse de l'information disponible sur les questions relatives aux perturbations climatiques concernant notre région.
- Les changements liés aux climats sont nombreux, variés, interreliés, évolutifs et touchent l'ensemble des systèmes et écosystèmes, des populations, des productions, des infrastructures, etc. qui font notre quotidien. Rien, ni personne n'échappera aux effets de ces changements, même si on arrivait à limiter l'augmentation de température liée à nos émissions de gaz à effet de serre à 1,5 °C.

La Gaspésie et les personnes qui y habitent

- Une péninsule montagneuse entourée de mer, loin des grands centres du Québec;
- Trois communautés Mi'gmaq présentes sur le territoire depuis plusieurs millénaires;
- Trois communautés linguistiques: micmaque, anglophone et francophone;
- Le plus faible taux de vitalité socio-économique au Québec;
- L'âge moyen le plus élevé et le plus haut taux de personnes de plus de 65 ans;
- Le plus faible taux de diplomation au Québec;
- Le plus haut taux de propriété du logement habité;

- Plusieurs portions du territoire identifiées comme des « déserts alimentaires »;
- Le secteur des pêches le plus important du Québec;
- Des installations éoliennes équivalant à 28 % de la puissance éolienne installée au Québec;
- Un transport collectif innovant pour une région rurale, mais lacunaire;
- Une population “la plus heureuse du Québec”, solidaire, accueillante et proche de la nature.

Les vulnérabilités aux aléas climatiques

- La vulnérabilité est cette « propension ou prédisposition d’une population à subir des dommages si elle est exposée à un aléa » (St-Germain et al., 2023). Elle implique des facteurs de sensibilités psychosociales et territoriales, d'exposition aux aléas climatiques et de capacités d'adaptation.
- Nos points faibles en Gaspésie sont principalement :
 - le pourcentage déjà élevé de personnes âgées en augmentation;
 - le niveau socio-économique de nos MRC parmi les plus faibles au Québec;
 - la localisation côtière d'une partie importante de la population et des infrastructures;
 - le fait qu’il n’y ait qu’une seule route principale, rendant très à risque la mobilité des gens et le déploiement des services en cas d'urgence.
- Nos points forts sont principalement :
 - le support social et communautaire bien présent et un réel sentiment d'appartenance;
 - le taux de ménages propriétaires qui frôle les 73 % (le plus haut au Québec);
 - une volonté de plus en plus claire dans certaines MRC pour une gouvernance participative;
 - l'engagement de nombreux groupes citoyens préoccupés par l'environnement, le territoire, les changements climatiques ou par l'amélioration de la justice sociale sur le territoire.
- **Vulnérabilités en lien avec les aléas côtiers ou riverains (risque élevé)**
 - La **submersion côtière** affectant plus du tiers du littoral gaspésien et toutes les MRC sont touchées.
 - Les **inondations** des rivières, surtout en raison de l’augmentation des précipitations et des précipitations atypiques, particulièrement pour la MRC du Rocher-Percé.

- L'**érosion côtière** déjà à l'œuvre qui s'accroîtra en raison de la perte de couvert de glace, de la force des tempêtes et de la hausse du niveau de la mer.
- Leurs **impacts psychologiques, sociaux et économiques** sont considérables.
- Les **dommages aux infrastructures** (municipales, routières, résidentielles, commerciales, etc.) et aux **écosystèmes** (plages, milieux humides riverains, écotones riverains, etc.) et l'atteinte à la **sécurité** de la population.
- Les personnes âgées, les gens moins nantis ou vivant de l'exclusion, ceux vivant avec des problèmes de santé mentale, sont plus à risque de subir des conséquences importantes.
- Les principales activités économiques établies en milieux côtier, notamment la pêche et le tourisme.
- **Vulnérabilités à risque moyen**
 - **Salinisation de l'eau potable** : en raison des immersions et submersions côtières, le taux de sodium dans les eaux souterraines augmentent. Déjà 76 % des puits échantillonnés dépassent la valeur recommandée.
 - **Chaleur extrême et vagues de chaleur** : provoqueront de multiples effets sur la santé, notamment chez les personnes ayant déjà des maladies chroniques, les jeunes enfants et les personnes âgées.
 - **Feu de végétation** : des conditions plus sèches allongeront la saison des feux, le tout accompagné d'une augmentation de la foudre permettant d'anticiper des risques accrus surtout à proximité des forêts.
 - **Sécheresse hydrique et agricole** : des sécheresses ponctuelles et récurrentes sont prévues. On ne connaît pas la répartition des eaux souterraines, on s'attend à une réduction en quantité et en qualité de l'eau potable. On anticipe aussi une baisse de la production agricole et des répercussions psychosociales chez les agriculteurs et agricultrices et la population.
 - **Accroissement des vecteurs de maladie et maladies infectieuses** : on s'attend à une émergence de ces maladies d'origine animale, humaine ou environnementale. On anticipe aussi le développement d'insectes ravageurs, de plantes envahissantes ou de maladies exotiques.
- **Vulnérabilité à risque plus faible**
 - **Pollution de l'air** : les effets en cascade de sources diverses (pollution, particules fines, fumée, etc.) pourront avoir des conséquences sur la santé des populations les plus sensibles.
 - **Pollen et allergènes** : considérant l'allongement de la saison de croissance, les allergies saisonnières seront plus longues et plus sévères.

- **Avalanches** : malgré la diminution du couvert neigeux, le manteau neigeux sera plus instable en raison des nouvelles conditions hivernales.

Émissions de GES

Au Québec :

- Le total des émissions de GES du Québec s'élevait à 77,6 Mt éq. CO₂ en 2021, ce qui représente une réduction de 8,9 % par rapport au niveau de 1990.
- La consommation d'énergie sous forme d'hydrocarbures génère 68 % des émissions de GES du Québec. Les produits pétroliers sont brûlés principalement pour se déplacer et chauffer les bâtiments.
- 32 % des émissions de GES proviennent de sources qui ne concernent pas l'énergie. Ce sont des gaz issus des procédés industriels dans la fabrication de produits (17 %), l'agriculture et les gaz issus de la digestion et du fumier des animaux de même que les engrais et le chaulage (10 %), et le secteur des déchets (5 %).
- Le secteur industriel est responsable de 36 % des émissions de GES, lorsqu'on combine ses émissions issues de l'énergie (19 %) et des procédés de fabrication (17 %).
- La part du transport routier sur les émissions totales a augmenté durant la dernière décennie. Trois tendances expliquent ce constat : l'augmentation du nombre de véhicules, l'augmentation du nombre de camions légers du type VUS et l'augmentation du nombre de véhicules lourds.
- Les résultats en termes de réduction de GES sont insuffisants pour atteindre les cibles fixées par les différents paliers gouvernementaux. Toutefois, certains progrès sont constatés, et certaines mesures sont particulièrement efficaces lorsque les efforts sont déployés.

En Gaspésie :

- On a l'industrie la plus émettrice de GES au Québec, soit la cimenterie Ciment St Marys de Port-Daniel-Gascon. En 2020, celle-ci était responsable à elle seule de 1,6 % des émissions totales de la province.
- La Gaspésie est la région du Québec ayant le plus haut taux de motorisation (nombre de véhicules par habitant), et elle figure parmi les régions ayant la proportion la plus élevée de camions légers dans le parc de véhicules personnels.
- Les données nécessaires pour établir un portrait ou dresser un inventaire des GES de la Gaspésie ne sont pas disponibles pour l'instant. Ce qu'il est possible de trouver à l'heure actuelle est très fragmentaire et incomplet. Enfin, l'absence d'information par secteur d'activité ne permet que de soulever certaines questions.

- L'empreinte carbone des ménages calculée par le CIRAIG apportera un éclairage nouveau dans ce contexte. Elle nous permettra d'avoir une idée générale pour l'ensemble de la Gaspésie, mais également d'identifier les différences qui peuvent exister entre les 5 MRC ainsi que de souligner les disparités entre les ménages selon leur revenu.

Le point sur la recherche liée aux changements climatiques

- Trois thématiques sont développées :
 - Les effets des changements climatiques et les aléas;
 - Les impacts de ces aléas sur la société et l'économie;
 - Les adaptations possibles principalement pour réduire la vulnérabilité.
- La réduction des émissions de GES n'est pas un sujet dominant en recherche. Les stratégies d'atténuation passent généralement par les programmes de décarbonisation destinés aux entreprises, aux ministères ou aux municipalités.
- Depuis une décennie, la moitié des recherches concernant le territoire gaspésien ont porté sur l'érosion et la submersion côtière, et ce, principalement sous l'angle de l'adaptation.
- Certains projets, dans la Baie-des-Chaleurs et à Percé, accordent une attention particulière à la participation citoyenne et au développement communautaire.
- Les autres sujets abordés par la recherche au niveau régional sont les pêches, la gouvernance municipale, les données climatiques, les écosystèmes forestiers et les stratégies de communication relatives aux changements climatiques.

La cartographie des acteurs

- Plus de 160 organisations identifiées à titre d'acteurs privilégiés autour de 14 thématiques;
- 14 thématiques qui représentent les fondements de la « Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité » et qui rallient l'ensemble des Collectivités ZéN du Québec;
- Une banque de données inévitablement incomplète, mais constituant une solide amorce pour identifier les organisations collaboratrices potentielles pour la suite du parcours;
- Des organisations regroupées en trois catégories sur les 14 thématiques :
 - Les acteurs incontournables avec leurs capacités de réguler, légiférer, encadrer

les pratiques, etc.;

- Les acteurs secondaires qui agissent au sein des thématiques et qui en connaissent les rouages;
- Les acteurs innovants qui interviennent de façon créative pour favoriser des changements vers la transition socio-écologique.
- Principalement des organisations régionales, dont plusieurs incluent des organisations locales. Des organisations variées dans leurs vocations, leurs missions, leurs actions.
- Des acteurs identifiés par leurs pairs, les partenaires de Collectivités ZéN Gaspésie.
- Les MRC (et les municipalités) sont identifiées comme étant des acteurs incontournables dans 12 des 14 thématiques et secondaires dans une autre.
- D'autres organisations régionales se démarquent quant à leur capacité d'intervention :
 - Conseil régional de l'environnement (proposé dans 9 thématiques);
 - Direction régionale de la santé publique (6 thématiques);
 - Réseau de développement social GÎM, Environnement Vert Plus, Solidarité Gaspésie, le CIRADD, déjà partenaires de CZéNG recueillent entre 4 et 6 nominations;
 - Tourisme Gaspésie et l'Union des producteurs agricoles reçoivent respectivement 4 et 5 mentions;
 - Ministères MELCCFP, MRNF et MÉIE;
 - Évidemment, il y en a beaucoup d'autres.
- Chacune des thématiques compte entre 12 et 29 partenaires identifiés. En moyenne on compte 5,5 organisations dites « incontournables », 10,9 organisations secondaires et 2,8 organisations « innovantes ».
- L'identification des futures organisations partenaires n'est pas terminée. Tout au long du parcours, nous mettrons en relation de nouveaux partenaires en vue de la pleine participation de la société civile dans le parcours de transition des Collectivités ZéN.

Conclusion

*« À quoi bon emmagasiner tout ce savoir nouveau
s'il ne nous sert pas à revisiter l'idée que nous nous faisons
de ce que nous sommes et de ce que nous pourrions devenir –
s'il ne nous permet pas de redécouvrir la signification
de notre troisième liberté élémentaire
la liberté d'inventer des réalités sociales
jamais expérimentées à ce jour? »*

*David Graeber et David Wengrow, Au commencement était...
Une nouvelle histoire de l'humanité, LLL, 2021*

Comment conclure une première étape? On ne conclut pas un départ. On l'organise, on le planifie avec les membres de l'équipage.

Quand la destination souhaitée nous entraîne vers des eaux moins fréquentées, l'aventure nous interpelle. Notre quête d'un mieux-vivre dans un monde juste et équitable est à construire ensemble. Ensemble, ici, sur la terre qui nous est chère!

Des vents de tempête nous attendent. L'inquiétude, la crainte, la peur nous tiraillent. Nous savons qu'il est possible d'échouer, mais nous savons aussi qu'une transition positive est à notre portée. Des sociétés plus égalitaires et mieux intégrées à leur environnement ont déjà réussi à se développer sur notre planète.

Nos connaissances, notre histoire, notre lien intime avec la nature, nos volontés, notre désir d'être heureux et la solidarité qui nous anime sont nos voiles vers notre destination.

Prochaines étapes de la démarche de Collectivités ZéN Gaspésie

L'étape de l'état des lieux

L'objectif de l'état des lieux était, d'une part, de dresser un portrait global du territoire et de ses populations, et de réaliser une **synthèse de l'information disponible** sur les questions relatives aux perturbations climatiques concernant notre région. C'est pourquoi nous avons élaboré des sections sur les émissions de GES, sur les vulnérabilités aux aléas climatiques sur le territoire, ainsi que sur les recherches existantes sur la question.

De plus, nous voulions nous assurer d'avoir en tête l'**information nécessaire pour les étapes à venir** dans la démarche de coconstruction et de déploiement d'un plan d'action multi-acteurs régional de transition socio-écologique. En identifiant pour chaque thématique les acteurs principaux, secondaires et innovants, nous voulions mettre la table pour les étapes suivantes qui consisteront à consulter et mobiliser les acteurs dans la planification et l'opérationnalisation des chemins de transition.

Toutefois, bien que la démarche de l'état des lieux soit nécessaire et le résultat soit informatif à plusieurs chapitres, nous reconnaissons qu'il s'agit d'un portrait encore incomplet et imparfait, que nous recommandons de bonifier et de mettre à jour à une fréquence régulière. En effet, plusieurs données et informations de base sont manquantes, car inexistantes ou introuvables, sans compter que le portrait social, économique, politique ou environnemental de la région de la Gaspésie est porté à évoluer et se modifier avec le temps. Nous considérons ainsi l'état des lieux comme un processus dynamique plutôt qu'un document statique.

Quelles sont les prochaines étapes?

D'abord, dans les prochains mois, des ateliers d'**exploration du futur** seront réalisés sur tout le territoire avec une diversité de groupes dans la population, afin d'élaborer une **vision** d'un avenir souhaitable pour notre région et qui soit en cohérence avec les limites planétaires et la réponse aux besoins humains.

Puis, il s'agira de « coconstruire » ces « **chemins de transition** », entre notre point de départ, «l'état des lieux », et le point d'arrivée, la « vision », par l'identification des **jalons** pour le réaliser, c'est-à-dire les actions chronologiquement étalées, selon divers grands axes de transformation, qui permettent une **progression planifiée** et réaliste.

Ensuite, ces grandes trajectoires étant tracées sur le temps long, il conviendra de sélectionner les jalons sur lesquels on agit de manière prioritaire sur l'horizon des deux années à venir, et de préciser les actions à mener selon des objectifs concrets et mesurables. Nous aurons alors en main un plan opérationnel de la transition en Gaspésie.

Enfin, une fois planifiées, les étapes (jalons) de ces « chemins de transition » seront **mises en œuvre**, ou « opérationnalisées » : pour chaque jalon, les acteurs identifiés seront mobilisés et invités à se mettre à la tâche. Un élément important de cette étape est l'appui au changement par la population qui a elle-même formulé le but ultime de la démarche. Ce soutien de masse rend légitime les transformations systémiques et facilite l'adhésion à ces nouvelles propositions. Pendant tout ce processus d'opérationnalisation des « chemins de transition », une réévaluation de la démarche et de ses résultats doit être menée pour en assurer la mise à jour, la cohérence et la réussite globale, cette boucle d'évaluation permettant notamment d'actualiser le plan opérationnel aux deux ans selon l'évolution des enjeux et les indicateurs mis en place.

Nous espérons que cet état des lieux contribue à la construction de bases communes qui favorisent, suscitent et invitent au dialogue. C'est une invitation à coconstruire et à réaliser la transition socio-écologique, en misant sur le pouvoir d'agir collectif en territoire gaspésien. Ensemble, mettons le cap vers une sortie de la dépendance aux hydrocarbures qui soit porteuse de résilience et de justice sociale.

C'est un rendez-vous... Ne manquez pas le bateau!

Bibliographie

- Audet, R. (2015). *Pour une sociologie de la transition écologique*. Cahiers de recherche sociologique, (58), 5–13. <https://doi.org/10.7202/1036203ar>
- Boucher G. (17 avril 2023) *L'empreinte carbone des ménages québécois selon le revenu*. Observatoire québécois des inégalités, https://cdn.ca.yapla.com/company/CPYMZxfbWTbVKVvSt3IBECIc/asset/files/Analyse_Empreinte%20carbone%20des%20menages.pdf
- Bourgault-Faucher, G. . (2021). *L'économie des pêches au Québec. Analyse et propositions pour favoriser la commercialisation des produits de la mer du Québec sur le marché domestique*. Institut de recherche en économie contemporaine, https://www.rqm.quebec/wp-content/uploads/2022/06/2021-11-29_EconomieDesPechesAuQuebec.pdf
- Bourgault-Faucher, G. . (2023). *Les pêches et l'aquaculture commerciales en Gaspésie : un portrait sectoriel et territorial*. Institut de recherche en économie contemporaine, <https://iirec.quebec/ressources/publications/Les-peches-et-laquaculture-commerciales-en-Gaspesie.-Un-portrait-sectoriel-et-territorial-IREC-VF-3.pdf>
- Causa, O., N. Woloszko et D. Leite (2019), « Housing, wealth accumulation and wealth distribution: Evidence and stylized facts », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1588, OECD Publishing, Paris, [https://one.oecd.org/document/ECO/WKP\(2019\)58/En/pdf](https://one.oecd.org/document/ECO/WKP(2019)58/En/pdf)
- Chaillou G., Lessard L., Tommi-Morin G., Bernatchez P., Dugas S. (2023). *Salinisation et potabilité des eaux souterraines du Québec Maritime, Intrusion saline et salinisation des eaux souterraines : une approche interdisciplinaire et multisectorielle pour la résilience des communautés côtières*, fiche synthèse, O'Salis. https://riisq.ca/wp-content/uploads/2023/11/OSalis.pdf?fbclid=IwAR0FYHUqNCyn_paVrN6Qtuu9Drg3lluQ3G3LfzeRGjFAeWPCIn3wwrmi1JQ
- Charbonneau, M. (Enviro Accès inc.). (2020). *Inventaire 2018 des émissions de gaz à effet de serre de la MRC de La Côte-de-Gaspé*. préparé pour la MRC de La Côte-de-Gaspé, https://www.cotedegaspe.ca/_files/ugd/ce8377_ad395c172b5f4a6ca7245ae25b4c94d5.pdf

- Chatelin S. (2016), *Qu'est-ce que la sobriété? Négawatt*,
https://negawatt.org/telechargement/Presse/1601_Fil-dargent_Qu-est-ce-que-la-sobriete.pdf
- CIRADD, Comité ZIP Gaspésie, MRC de Bonaventure, MRC d'Avignon (2023) , *Stratégie d'adaptation aux changements climatiques, Municipalités de Carleton-sur-Mer, Maria, New Richmond et Bonaventure*. Projet de gouvernance participative et résilience face aux changements climatiques,
<https://adaptationcotierebdc.com/wp-content/uploads/2023/06/Strategie-adaptation-changements-climatiques.pdf>
- Conseil de l'eau du Nord de la Gaspésie, (2019) *Changements climatiques et enjeux de l'eau*.
<https://conseileanordgaspesie.ca/2019/11/22/changements-climatiques-et-enjeux-de-l-eau/>
- Conseil de l'eau Gaspésie Sud (2017). *Portrait de l'Eau*.
https://eaugaspesiesud.org/wp-content/uploads/2017/11/Portrait-eau_CEGS_final_17mars2017.pdf
- Crevier-Lapointe L., 2016. *Relier les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques: la situation des régions côtières du Québec*.
https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8892/Crevier_Lapointe_Lea_MEN_V_2016.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Després, Emily. (2021). *État des connaissances sur les enjeux d'inégalités associées aux solutions d'adaptation aux changements climatiques*. Rapport présenté Ouranos et à l'Observatoire québécois des inégalités. Montréal. 46 p..
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2023-02/proj-202025-mv-despres-rapport-stage.pdf>
- Duval, Véronique (2023, 24 juin). *Qualité de l'air dans l'Est-du-Québec : les autorités appellent à la prudence*. Ici Radio-Canada.
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1990825/feux-foret-qualite-air-sante>
- Enviro-Accès inc. (2013). *Inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la MRC du Rocher-Percé et de 5 municipalités et TNO de son territoire*. préparé pour la MRC du Rocher-Percé, 91 p.
<http://www.enviroaccess.ca/expert-conseil/files/2013/09/Rapport-inventaire-GES-MRC-Rocher-Perce.pdf>

- Gérin-Lajoie, S. 2020. *Cadre de référence en sécurité et autonomie alimentaires Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*. Direction de la santé publique GÎM (DRSP)
<https://www.ciass-gaspesie.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2021/01/Cadre-de-reference-securite%CC%81-autonomie-alimentaires-GIM-2020.pdf>
- Gouvernement du Canada (2018). *Les changements climatiques et la santé : Population à risque*.
<https://canada.ca/fr/sante-canada/services/changements-climatiques-sante/population-risque.html>
- GIEC, 2019, *Réchauffement planétaire de 1,5°C, Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport au niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté*. 110 pages,
https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf
- Guay-Boutet, C., Martin-Déry, S. et Huot, G. (2021), *Économie sociale et transition socioécologique – Quel cadre commun ? Territoires innovants en économie sociale et solidaire*. p. 24 sur 56,
https://tiess.ca/wp-content/uploads/2022/05/Transition_Synthese.pdf
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) (2015). *Impacts des changements climatiques sur onze Premières Nations au Québec*, 79 p.
<https://iddpnql.enconstruction.website/wp-content/uploads/2023/09/iddpnql-impacts-changements-climatiques.pdf>
- Institut de la statistique du Québec. (2022). *Empreinte carbone des ménages au Québec, 2018*. [En ligne]. Gouvernement du Québec,
<https://statistique.quebec.ca/fr/document/empreinte-carbone-menages-quebec>
- Institut de la Statistique du Québec (2023). *Panorama des régions du Québec. Édition 2023*, [En ligne], Québec, L'institut, 287 p.
<https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2023.pdf>
- Institut de la statistique du Québec. (Mise à jour : 2024, 17 janvier). *Compte des émissions de gaz à effet de serre (GES) par secteur, Québec, 2009-2021*.
<https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/3673>

- Institut national de santé publique du Québec (2021). *Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d'adaptation*. Synthèse des connaissances (publication no 978-2-550-89126-0 [PDF]).
<https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2771-aleas-changements-climatiques-effets-sante-vulnerabiliteadaptation.pdf>
- Institut national de santé publique du Québec. (2023, 29 septembre). *Transition socioécologique et développement des communautés : création d'environnements sains et équitables* [Vidéo - webinaire].
<https://campusvirtuel.inspq.qc.ca/course/view.php?id=135#section-1>
- Jean-St-Laurent, E. et Thibodeau, M.,. (2017). *Synthèse des recommandations issues du diagnostic du système de transport collectif et de l'analyse des besoins de mobilité en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine*. Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD) et Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM),
https://regim.info/system/wp-content/uploads/2015/02/2016-02-13_R%C3%A9sum%C3%A9_GIM.pdf
- Landry S et Turcotte-Maltais M-É. (2023), *Plan de réduction des gaz à effet de serre 2024-2030, Ville de Carleton-sur-Mer, Inventaire et plan d'action - Volet corporatif*. Ville de Carleton-sur-mer et CRE Gaspésie,
https://carletonsurmer.com/wp-content/uploads/2024/02/Plan-daction-GES-_Carleton-sur-Mer_vf.pdf
- Laviolette J. (2020). *L'état de l'automobile au Québec: Constats, tendances et conséquences, Rapport final de recherche*. Fondation David Suzuki, 55 p..
https://fr.davidsuzuki.org/wp-content/uploads/sites/3/2020/10/Rapport_Fondation-David-Suzuki-Final-Part1-Dependance-auto-10.2020.pdf
- La Vitrine. (2021, 26 mars). *La Gaspésie, marchande de bonheur!* Journal Le Soleil,
<https://www.lesoleil.com/2021/03/26/la-gaspesie-marchande-de-bonheur-9733fb1a1216eca11db1666f2c72f9cc/>
- Ministère de l'Agriculture, des pêches et de l'alimentation du Québec (MAPAQ). (2022). *Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec*.
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/agriculture-pecherie-alimentation/agriculture/industrie-agricole/regions/FS_profilregionalbioalimentaire_complet_MAPAQ.pdf
- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MÉIE), (2023), *Portrait économique des régions du Québec, Édition 2023*,

https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/regions/portraits_regionaux/PERQ_2023.pdf

Ministère de l'environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la faune et des parcs (MELCCFP). (2022a). *Guide de quantification des émissions de gaz à effet de serre*. <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/guide-quantification/guide-quantification-ges.pdf>

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). (2022b). *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2020 et leur évolution depuis 1990*. Gouvernement du Québec, <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/2020/inventaire-ges-1990-2020.pdf>

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). (2022c). *Registre des émissions de gaz à effet de serre des établissements ayant fait une déclaration pour l'année 2022*. <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/registre/index.htm>

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). (2023a). *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2021 et leur évolution depuis 1990*. <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/index.htm>

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). (2023b). *Tableaux des émissions annuelles de gaz à effet de serre au Québec de 1990 à 2021*. <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/index.htm>

Ouranos (2015). *Vers l'adaptation. Synthèse des connaissances sur les changements climatiques au Québec*. Édition. Montréal, Québec : Ouranos. 415 p. <https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-12/proj-201419-synthese2015-rapportcomplet.pdf>

Ouranos. (2010). *Savoir s'adapter aux changements climatiques*. Rédaction : C.DesJarlais, M. Allard, D. Bélanger, A. Blondlot, A. Bouffard, A. Bourque, D., Chaumont, P. Gosselin, D. Houle, C. Larrivée, N. Lease, A.T. Pham, R. Roy, J.-P. Savard, R. Turcotte et C. Villeneuve. Ouranos, Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, Montréal (Québec). 128 p. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2052216>

- Ouranos. (2020a). *Adaptation aux changements climatiques : défis et perspectives pour la région de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine*. 13p.,
https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/lutte_contre_changements_climatiques/fiches_syntheses_regionales/FIC_OuranosGaspesielDLM.pdf
- Ouranos. (2020b). *Recherche participative d'alternatives durables pour la gestion de l'eau en milieu agricole dans un contexte de changement climatique*, Rapport final RADEAU 2 présenté au MAPAQ, 278 p.,
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-07/proj-201419-apa-charron-rapportfinal02.pdf>
- Plateforme Osalis. (s. d.). *Projet de recherche de l'ISMER- UQAR*.
<https://osalis.ca/le-projet-osalis/>
- Front commun pour la transition énergétique. (2020). *Projet Québec ZéN (zéro émission nette). Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité*, v 2.0.
https://www.pourlatransitionenergetique.org/wp-content/uploads/QcZeN-Feuillederoute_v2.pdf
- Renaud S. (2021). *Plan d'action visant la réduction des Émissions des GES 2020-2030 de la MRC Côte-de-Gaspé*. MRC de La Côte-de-Gaspé, 41 p.,
https://www.cotedegaspe.ca/_files/ugd/ce8377_393be690571b496fa2aaf1eb2b45632f.pdf
- Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec. (2022). *Rapport de recommandation des enjeux d'égalité pour toutes les femmes dans les projets soumis à l'analyse du BAPE, Femmes et environnement, Enjeux d'égalité pour toutes les femmes*, 54 p.,
<https://femmesgim.qc.ca/wp-content/uploads/2023/10/actes-du-forum-2022-final-004.pdf>
- Réseau Inondation InterSectoriel du Québec. (2012). *Descriptif des cinq axes du RIISQ, Réseau Inondations InterSectoriel du Québec*.
https://riisq.ca/wp-content/uploads/2021/01/RIISQ_Axes_Description.pdf
- Rioux, M. (2018). *La Gaspésie dans tous ses États : Grandeurs et misères du développement régional au Québec*. Thèse de doctorat, Université Laval,
<https://corpus.ulaval.ca/server/api/core/bitstreams/3786f327-04e2-4e54-ad97-a38c2623e80e/content>

- Roy, N. et Figueroa, E. (2020). *Portrait des populations vulnérables aux aléas climatiques dans les municipalités de Carleton-sur-Mer, Maria, New Richmond et Bonaventure*. CIRADD, <https://adaptationcotierebdcc.com/le-projet/>
- Sauvé, L. (2007). *L'équivoque du développement durable*, Chemin de Traverse, No 4, p. 31-47. <https://ise.unige.ch/isdd/IMG/pdf/SauveUQAM.pdf>
- Sergerie, N. (2023, 9 février). *Le niveau de la mer continuera d'augmenter en Gaspésie*, Ma Gaspésie. <https://magaspesie.ca/le-niveau-de-la-mer-continuera-daugmenter-en-gaspesie/>
- St-Germain F. et Rainville L-C., (2023). *Les vulnérabilités climatiques projetées pour 2050 en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine*, Direction de la santé publique GÎM (DRSP) 93 p., <https://www.ciass-gaspesie.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2023/08/Les-vulnerabilites-climatiques-projetees-pour-2050-en-Gaspesie-et-aux-Iles-de-la-Madeleine-1.pdf>
- St-Laurent, É.-J., (CIRADD); Thibodeau, Mayka, CERMIM; (2017). *Synthèse des recommandations, Issues du système de transport collectif et de l'analyse des besoins de mobilité*, 17 p., https://regim.info/system/wp-content/uploads/2015/02/2016-02-13_R%C3%A9sum%C3%A9_GIM.pdf
- Swytink-Binnema, N., Clément M., Côté H., Paquin D., Desrosiers E. et Candille G. (2023). *Impact des changements climatiques sur le potentiel éolien en Amérique du Nord*. Rapport public, disponible sur <https://nergica.com/impact-des-changements-climatiques-sur-le-potentiel-eolien-en-amerique-du-nord/>
- Table concertation des groupes de femmes GÎM. (2022). *État des lieux Les grands enjeux régionaux en condition féminine*, 25 p., <https://femmesgim.qc.ca/outils-et-publications/etat-des-lieux/>
- Table concertation des groupes de femmes GÎM. (2023), *Actes du forum régional en condition féminine 2022, L'égalité, une responsabilité à partager*, 81 p., <https://femmesgim.qc.ca/wp-content/uploads/2023/10/actes-du-forum-2022-final-004.pdf>
- Thomas I., Bleau N., Soto Abasolo P., Desjardin-Dutil G., Fuamba M., Kadi S. (2012). *Analyser la vulnérabilité sociétale et territoriale aux inondations en milieu urbain dans le contexte des changements climatiques, en prenant comme cas d'étude la ville de Montréal*, Rapport final pour Ouranos, 137 p., <https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2023-05/proj-ant-thant-thomas-rapport.pdf>
- Whitmore, J. et Pineau, P.-O. . (2024). *État de l'énergie au Québec 2024*, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, préparé pour le gouvernement du Québec, 73 p.,

Bibliographie section: Les projets de RECHERCHE, chapitre 4

Note: les éléments de cette section bibliographique spécifique au chapitre 4 sont d'abord ordonnés chronologiquement puis alphabétiquement pour faire état des recherches les plus récentes.

Goupil-Sormany, I. Université Laval (**en cours**), *Santé mentale des pêcheurs et pêcheuses et changements climatiques : savoirs expérientiels, déterminants du risque et résilience*.
<https://www.fmed.ulaval.ca/recherche/repertoire-des-professeurs/profil-du-professeur/Isabelle-Goupil-Sormany/194>

Ministère de l'environnement, de la lutte aux changements climatique, de la faune et des parcs et ministère des transports et de la mobilité durable, (**en cours**), *Programme décennal d'intervention pour la protection des infrastructures du ministère des Transports face aux aléas côtiers, sur le territoire du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, dans le contexte des changements climatiques*.
https://www.ree.environnement.gouv.qc.ca/projet.asp?no_dossier=3211-02-322

UQAR et Université de Bretagne occidentale (**en cours**), *Co-construction de scénarios d'adaptation des territoires maritimes aux risques côtiers dans un contexte de changements climatiques en France et au Québec*. <https://arico.uqar.ca/>

Alberio M. et Soubirou M., (**2023**), *Vivre de la mer dans un contexte de changements globaux. Quel futur pour les pêches? Le cas de la pêche à la crevette nordique au Québec*. 148 p.,
https://www.rqm.quebec/wp-content/uploads/2023/02/2023-02_Rapport_CrevetteNordique_HR.pdf

Champagne St-Arnaud, V., Crépeau, J. et Daignault, P. (**2023**). *Baromètre de l'action climatique : Disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques*. Groupe de recherche sur la communication marketing climatique, Université Laval, 39 p.,
<https://unpointcinq.ca/wp-content/uploads/2023/11/Barometre-Action-Climatique-2023.pdf>

Ciradd et Comité ZIP Gaspésie (2023), *Gouvernance participative et résilience face aux changements climatiques dans 4 municipalités de la baie des Chaleurs*.
<https://adaptationcotierebdc.com/le-projet/>

Dubé F., Turcotte-Maltais M-E., Figueroa E. (Ciradd), Bonhomme A. (Comité ZIP Gaspésie), Cyr C. (MRC Bonaventure), Allard-Therrien G. (MRC Avignon), (2023) *Stratégie d'adaptation aux changements climatiques, municipalités de Carleton-sur-Mer, Maria, New Richmond et Bonaventure*. 90 p.,
<https://adaptationcotierebdc.com/wp-content/uploads/2023/06/Strategie-adaptation-changements-climatiques.pdf>

Meloche, J.-P., Bourbonnais, C., Dragicevic, A., Dupras, J., Gonzalez, A., Hora, T., Lacroix, N., Lebert, J., Leroux, J., Martins, K., Maure, F., Milord, B., Vaillancourt, F., Vanoverbeke, F., & Wood, S. (2023). *Étude sur la mise en œuvre d'outils d'écofiscalité au service de la conservation et de l'adaptation aux changements climatiques dans les basses-terres du Saint-Laurent*. (2023RP-16, Rapports de projets, CIRANO.)
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2023-10/proj202025-706700-ecofiscalite-rapportfinal.pdf>

St-Germain F. et Rainville L-C., Direction de la santé publique GÎM, (2023), *Les vulnérabilités climatiques projetées pour 2050 en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine*. 93 p.
<https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2023/08/Les-vulnerabilites-climatiques-projetees-pour-2050-en-Gaspesie-et-aux-Iles-de-la-Madeleine-1.pdf>

Swytink-Binnema N., Clément M., Côté H., Paquin D., Desrosiers É., Candille G. (2023) *Étude pancanadienne – Impact des changements climatiques sur le potentiel éolien en Amérique du Nord*.
<https://nergica.com/impact-des-changements-climatiques-sur-le-potentiel-eolien-en-amerique-du-nord/>

Weissenberger S. (TÉLUQ) et Santos Silva J. (CREBSL), (2023) *Planification de l'adaptation aux changements climatiques et aux risques côtiers au Québec – acteurs et articulation* (article dans revue Fracture, bulletin N02V08) 2 p.,
https://r-libre.telug.ca/2877/1/Bulletin_n02V08_champ-libre.pdf

Alberti-Dufort A., M. Ing., Ouranos (2022) Québec; *Chapitre 2 dans Le Canada dans un climat en changement : Le rapport sur les Perspectives régionales*, 127 p.,
https://changingclimate.ca/site/assets/uploads/sites/4/2020/11/QC_CHAPITRE_FR_v7.pdf

- Chaillou G. et Tommi-Morin G, ISMER-UQAR, (2022), *O'Salis: Salinisation et potabilité des eaux souterraines du Québec Maritime*, site de [référence du projet](https://riisq.ca/wp-content/uploads/2023/11/OSalis.pdf?fbclid=IwAR0FYHUqNCyn_paVrN6Qtuu9Drq3lluQ3G3LfzeRGjFAeWPCln3wwrmi1JQ) et présentation du projet;
https://riisq.ca/wp-content/uploads/2023/11/OSalis.pdf?fbclid=IwAR0FYHUqNCyn_paVrN6Qtuu9Drq3lluQ3G3LfzeRGjFAeWPCln3wwrmi1JQ
- Gagnon, Joanie (2022). *La prise en compte de l'eau en contexte de changements climatiques par une MRC rurale*. Mémoire de maîtrise - Université de Sherbrooke. Ouranos. 136 p.,
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2023-02/proj-202025-enjeux-eau-mrc-des-sources-551030-rapportfinal.pdf>
- Gosselin C-A., Lamy A., Lauzière B., Alvarenga Alves M., Sbarrato N., Langlois M. et Félio G., (2022) de WSP destiné à l'Union des Municipalités du Québec. *Étude sur l'impact des changements climatiques sur les finances publiques des municipalités du Québec*, 138 p.,
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2023-05/proj-202025-impacts-cc-finances-municipales-709070-gosselin-rapportfinal.pdf>
- Guillemard A., Ph.D Études urbaines UQAM, (2022) *Le tourisme, frein ou levier de l'adaptation aux changements climatiques dans les petites et moyennes villes littorales ?* 396 p.,
<https://archipel.uqam.ca/15859/1/D4141.pdf>
- Noisette F., Alberio M., Calosi P., Barria A., Boissonneault M., Chemel M., Grech T., Guscelle E. et Soubirou M. (2022) *Vulnérabilité des populations de crevette nordique (Pandalus borealis) aux changements climatiques et globaux le long de la côte Est du Canada : de la ressource naturelle aux communautés côtières* 174 p.,
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-06/proj-201419-apa-calosi-rapportfinal.pdf>
- Bernartchez P. LDGIZC, UQAR (2021), *Modélisation de l'effet des tempêtes actuelles et futures sur les côtes basses meubles*, 65 p.,
https://ldgizc.uqar.ca/Web/docs/default-source/default-document-library/modelisationtempete_final.pdf?sfvrsn=60b4f4f8_0
- Bleau, N., Quintin C., Gosselin, C.-A., Boyer-Villemare, U., Smith, T., Logan, T (2021), *Guide de l'utilisateur - Plateforme pour l'analyse avantages-coûts en érosion et submersion (PANACÉES)*. Montréal. Ouranos. 39 p. + annexes,
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-07/proj-201419-ebati-bleau-guide.pdf>

Collaboration d'Environnement et Changement Climatique Canada, le Centre de Recherche Informatique de Montréal (CRIM), CLIMAtlantic, Ouranos, le Pacific Climate Impacts Consortium (PCIC), le Centre climatique des Prairies (CCP) et HabitatSeven. (2021) *Données climatiques.ca*. [données climatiques à haute résolution], <https://donneesclimatiques.ca/>

Després, Emily. (2021). *État des connaissances sur les enjeux d'inégalités associées aux solutions d'adaptation aux changements climatiques*. Rapport présenté Ouranos et à l'Observatoire québécois des inégalités. Montréal. 46 p. + annexes. <https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2023-02/proj-202025-mv-despres-rapport-stage.pdf>

Fraser C., Drejza, S., Marie, G. et Bernatchez, P. (2021) *Projet Résilience côtière : développement d'outils d'adaptation à l'érosion côtière pour les municipalités du Québec maritime. Rapport de Synthèse*. Chaire de recherche en géoscience côtière, Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières, Université du Québec à Rimouski. Rapport remis au MELCC, décembre 2021, 106 p., https://ldgizc.uqar.ca/Web/docs/default-source/default-document-library/rapportsynthese_finalf62dfa1f379043f0a948f4e90e96c4bc.pdf?sfvrsn=77d3ce72_0
Information complète sur le projet à : <https://ldgizc.uqar.ca/Web/projets/projet-resilience-cotiere#realisations>

Walczak, L., Létourneau, A. et Thomas, I. (2021). *Stratégies durables d'adaptation aux changements climatiques à l'échelle d'une MRC : quels processus de gouvernance? Quelles démarches résilientes?* (Rapport de recherche) Montréal. Ouranos. 316 p., <https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-07/proj-201419-ebati-thomas-rapportfinal.pdf>

Fatou Wade (M. Sc.) UQAR, (2020), *Pêches commerciales et changements climatiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent: Impacts économiques et mesures d'adaptations*, 125 p., https://semaphore.uqar.ca/id/eprint/1892/1/Fatou_Wade_fevrier2020.pdf

Bünzli N., (M. Urb) U de M, (2019), *Entre complexité et mise en œuvre : l'interprétation de l'adaptation aux changements climatiques en contexte municipal québécois*, 139 p., https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/24119/Bunzli_Noel_2019_Memoire.pdf?sequence=4&isAllowed=y

- Choquette C., Gauthier C., Goyette Noël M-P. et Santos Silva J. **(2019)**, *L'adaptation du droit aux changements climatiques en matière d'érosion des zones côtières*. Revue de droit de l'Université de Sherbrooke, 49(2-3), 409–472.
<https://doi.org/10.7202/1086483ar>
- Thiffault N, Raymond P., Lussier J-M., Aubin I., Royer-Tardif S., D'Amato AW., Doyon F., Lafleur B., Perron M., Bousquet J., Isabel N., Carles S., Lupien P. et Malenfant A. **(2019)**, *Sylviculture d'adaptation aux changements climatiques : des concepts à la réalité*, Compte-rendu d'un colloque tenu au Carrefour Forêts 2019, 15 p.,
<https://pubs.cif-ifc.org/doi/pdf/10.5558/tfc2021-005>
- Département de géographie et le département des sciences géomatiques de l'Université Laval, **(2018)**, *Atlas des vulnérabilités (vagues de chaleurs et aléas hydrométéorologiques)*. [Site interactif]. <https://atlas-vulnerabilite.ulaval.ca/>
- Figueroa E. **(2017)**, *Gouvernance et adaptation aux changements climatiques dans les communautés côtières : le cas de Carleton-sur-Mer*, 24 p.,
<https://www.proquest.com/openview/4546e2292f2fd6074b11c642eac458f8/1?pq-origsite=gscholar&cbl=18750&diss=y>
- Bernatchez, P., Jolicoeur, S., Quintin, C., Savard, J.-P., Corriveau, M., O'Carroll, S., Bérubé, D., Garneau, M., Chmura, G.L., Nguyen-Quang, T., Lieou, C.K., Torio, D., Van Ardenne, L., Sammari, H., St-Pierre, M. **(2016)**. *Impacts des changements climatiques et des contraintes physiques sur le réajustement des écosystèmes côtiers (coastal squeeze) du golfe et de l'estuaire du Saint-Laurent (GESL) et évaluation des mesures d'atténuation de ces impacts*. Rapport de recherche remis à Ouranos et Ressources naturelles Canada, mars 2016, 189 p. + annexe.
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-07/proj-201419-emart-savard-rapportfinal.pdf>
- Boyer-Villemaire, U., Savard, J.-P. et Roy, P. **(2016)** *Évaluation des niveaux d'eau extrêmes causant des dommages de submersion en zone côtière au Québec*. Ouranos, Montréal. 30 p.,
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2023-12/proj-201419-emart-circe-rapporttechnique.pdf>
- Circé, M., Da Silva, L., Mercier, X., Duff, G., Boyer-Villemaire, U., Corbeil, S., Desjarlais, C. et Morneau F. **(2016)** *Analyse coûts-avantages des options d'adaptation en zone côtière à Carleton-sur-Mer*. Ouranos, Montréal. 169 p. et annexes

<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-07/proj-201419-emark-circe-rapportreg01.pdf>

Circé, M., Da Silva, L. Mercier, X., Boyer-Villemare, U., Desjarlais, C. et Morneau, F. (2016) *Analyse coûts-avantages des options d'adaptation en zone côtière à Maria*. Ouranos, Montréal. 169 p. et annexes.

<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-07/proj-201419-emark-circe-rapportreg03.pdf>

Circé, M., Da Silva, L., Mercier, X., Boyer-Villemare, U., Desjarlais, C. et Morneau F., (2016) *Analyse coûts-avantages des options d'adaptation en zone côtière à Percé*. Ouranos, Montréal. 157 p. et annexes.

<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-07/proj-201419-emark-circe-rapportreg04.pdf>

Bousbaine A-D. et Bryant C., (2015), *Les défis des communautés côtières pour rehausser la résilience et leur capacité à faire face aux intempéries climatiques*. Sur Vertigo, revue électronique en sciences de l'environnement,

<https://journals.openedition.org/vertigo/16608#authors>

Boyer-Villemare U., Lamari M., Bernatchez P., Jacob J et Nouwoudjro K, (2015), *Analyse institutionnelle de la trajectoire d'adaptation aux changements climatiques dans le Québec maritime*, Chapitre 3 de *Analyse institutionnel de l'ACC-ZC au Québec*, Manuscrit soumis au PUQ. 51p.,

https://www.researchgate.net/profile/Ursule-Boyer-Villemare/publication/282131923_Analyse_institutionnelle_de_la_trajectoire_d%27adaptation_aux_changements_climatiques_dans_le_Quebec_maritime/links/56092fd308ae576ce63de3ef/Analyse-institutionnelle-de-la-trajectoire-dadaptation-aux-changements-climatiques-dans-le-Quebec-maritime.pdf

Chouinard O., Weissenberger S. et Lane D., (2015), *L'adaptation au changement climatique en zone côtière selon l'approche communautaire : études de cas de projets de recherche-action participative au Nouveau-Brunswick*, Sur Vertigo, revue électronique en sciences de l'environnement, <https://journals.openedition.org/vertigo/16642>

Desaulniers F., U. Sherbrooke, (2015), *Les régimes avalancheux des Chic-chocs, Québec, Gaspésie, dans un contexte de changements climatiques*, 76 p.,

https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/6907/Desaulniers_Francis_MEnv_2015.pdf?sequence=4

Ouranos (2015). *Vers l'adaptation. Synthèse des connaissances sur les changements climatiques au Québec*. Édition 2015. Montréal, Québec : Ouranos. 415 p.,
<https://www.ouranos.ca/sites/default/files/2022-12/proj-201419-synthese2015-rapportcomplet.pdf>

Berteaux D. (collaboration Casajus N. et DeBlois S). (2014), *Changements climatiques et biodiversité au Québec, vers un nouveau patrimoine naturel*. 206 p.,
<https://tgirt.crdbsl.org/content/4-documentation/5-aires-protegees/changements-climatiques-et-biodiversite-du-quebec.pdf>

DREJZA, S., FRIESINGER, S., P. BERNATCHEZ et G. MARIE (2014), *Vulnérabilité des infrastructures routières de l'Est du Québec à l'érosion et à la submersion côtière dans un contexte de changements climatiques : Développement d'une approche et d'un indice pour quantifier la vulnérabilité des infrastructures routières à l'érosion et à la submersion côtière dans un contexte de changements climatiques sur 9 sites témoins*. Volume III. Projet X008.1. Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières, Université du Québec à Rimouski. Remis au ministère des Transports du Québec, mars 2015, 308 p.,
https://www.researchgate.net/profile/Susan-Drejza/publication/278698821_Vulnerabilite_des_infrastructures_routieres_de_l%27Est_du_Quebec_a_l%27erosion_et_a_la_submersion_cotiere_dans_un_contexte_de_changements_climatiques_Volume_3_Developpement_d%27une_approche_et_d%27un_indice_p/links/55841af108ae8bf4ba7272ce/Vulnerabilite-des-infrastructures-routieres-de-lEst-du-Quebec-a-lerosion-et-a-la-submersion-cotiere-dans-un-contexte-de-changements-climatiques-Volume-3-Developpement-dune-approche-et-dun-indice-pour.pdf

Périé, C., S. de Blois, Lambert M.-C. et N. Casajus. (2014). *Effets anticipés des changements climatiques sur l'habitat des espèces arborescentes au Québec*. Gouvernement du Québec, ministère des Ressources naturelles, Direction de la recherche forestière. Mémoire de recherche forestière no 173. 46 p.,
https://www.researchgate.net/profile/Catherine-Perie/publication/280946047_Effets_anticipes_des_changements_climatiques_sur_l%27habitat_des_especes_arborescentes_au_Quebec/links/55cdfef08aee19936f9b49d/Effets-anticipes-des-changements-climatiques-sur-lhabitat-des-especes-arborescentes-au-Quebec.pdf

Biron P., Buffin-Bélanger T., Larocque M., Demers S., Olsen T., Ouellet M-A., Choné G., Cloutier C-A. et Needelman M., (2013), *Espace de liberté: un cadre de gestion intégrée pour la conservation des cours d'eau dans un contexte de changements climatiques*. 140 p.,

https://belsp.uqtr.ca/id/eprint/1253/1/Biron%20et%20al_2013_Gestion_int%C3%A9gr%C3%A9_eau_A.pdf

Ouellet M-A. UQAM, (2010), *Écoulement hyperconcentré et risque associé: Une analyse dendrogéomorphologique d'un cône de déjection en milieu forestier, Gaspésie septentrionale*, Québec, 107 p., <https://archipel.uqam.ca/3776/1/M11880.pdf>

Bernatchez, P., Fraser, C., Friesinger, S., Jolivet, Y., Dugas, S., Drejza, S. et Morissette, A., (2008). *Sensibilité des côtes et vulnérabilité des communautés du golfe du Saint-Laurent aux impacts des changements climatiques*. Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières, Université du Québec à Rimouski. Rapport de recherche remis au Consortium OURANOS et au FACC, 256 pages, https://web.archive.org/web/20210717042754id_/https://www.ouranos.ca/wp-content/uploads/RapportBernatchez2008_FR.pdf

Bélanger G. et Bootsma A. (2002), *Impacts des changements climatiques sur l'agriculture au Québec*, Conférence dans le cadre du 65e Congrès de l'Ordre des agronomes du Québec. 20 p. <https://www.agrireseau.net/agroenvironnement/documents/Belanger.pdf>

Annexes

ANNEXE 1: Liste des 12 fiches de lecture pour le chapitre Vulnérabilités

Une fiche de lecture a été réalisée pour chaque document de référence utilisé, elles sont accessibles via ce lien:

https://drive.google.com/drive/folders/1W61e9kCLeCfD6vGEqYLogU_2W1oaHaZM?usp=sharing

Ci-dessous, vous trouverez la liste des fiches de lecture qu'on peut y trouver. La numérotation correspond à un système interne de codification pour listes de références.

Ax001 **Stratégie d'adaptation aux changements climatiques Carleton-sur-Mer, Maria, New Richmond, Bonaventure, 2023**

CIRADD, Comité ZIP Gaspésie, MRC de Bonaventure, MRC d'Avignon, 2023, Stratégie d'adaptation aux changements climatiques, Municipalités de Carleton-sur-Mer, Maria, New Richmond et Bonaventure dans le cadre du projet Projet de gouvernance participative et résilience face aux changements climatiques. 89p.

Ax003 **DRSP GIM Vulnérabilités climatiques, 2023**

Les vulnérabilités climatiques projetées pour 2050, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, Centre Intégré de la santé et des services sociaux de la Gaspésie, Centre Intégré de la santé et des services sociaux des Îles-de-la-Madeleine, Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2023 .

Kx010 **État automobile... Fondation D. Suzuki, 2020**

L'état de l'automobile au Québec: Constats, tendances et conséquences, Rapport final de recherche, Jérôme Laviolette, Fondation David Suzuki, 2020, p.55

Hx013 **Adaptation aux changements climatiques, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2020**

Adaptation aux changements climatiques : défis et perspectives pour la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Ouranos, 2020

Nx014 Gestion de l'eau milieu agricole, recherche participative, 2020

Recherche participative d'alternatives durables pour la gestion de l'eau en milieu agricole dans un contexte de changement climatique, Rapport final RADEAU 2 présenté au MAPAQ, Juin 2020, 278 p.

Cx015 Stratégie d'adaptation chang. clim. ...échelle MRC, Wals2021

Walczak, L., Létourneau, A. et Thomas, I. (2021). Stratégies durables d'adaptation aux changements climatiques à l'échelle d'une MRC : quels processus de gouvernance? Quelles démarches résilientes? Montréal. Ouranos, 316

Ax018 Plan d'action Gaspé, réduction GES 2020-2030 MRC Côte-de-Gaspé, 2021,

Plan d'action visant la réduction des Émissions des GES 2020-2030 de la MRC de La Côte-de-Gaspé, préparé par Sylvain Renaud, CPI Enviro- accès inc, 2021, (41p.)

Ex019 Table femmes, GIM, 2022.

État des lieux, Les grands enjeux régionaux en condition féminine, Table concertation des groupes de femmes, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Novembre 2022, (p.25)

Ex020 Enjeux d'égalité ... femmes BAPE, 2022

Rapport de recommandation des enjeux d'égalité pour toutes les femmes dans les projets soumis à l'analyse du BAPE, Femmes et environnement, Enjeux d'égalité pour toutes les femmes Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, 2022

Fx022 Actes forum, cond. fém, 2022

Actes du Forum régional en condition féminine 2022, L'égalité une responsabilité à partager, Table de concertation des groupes de femmes, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, printemps 2023, pdf, (p.81)

Jx024 O'Salis: Salinisation, 2023

Fiche Synthèse, O'Salis: Salinisation et potabilité des eaux souterraines du Québec Maritime, réalisé à partir de : Chaillou Gwénaëlle, Lessard Lily, Tommi-Morin Gwendoline, Bernatchez Pascal, Dugas Sébastien : Intrusion saline et salinisation des eaux souterraines : une approche interdisciplinaire et multisectorielle pour la résilience des communautés côtières, Avenir Maritime, 20-22 juin 2023 2

Ax025 Aléas affectés..., l'INSPQ, 2021

Institut national de santé publique du Québec (2021). Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d'adaptation. Synthèse des connaissances (publication no 978-2-550-89126-0 [PDF])

ANNEXE 2: Liste des regroupements de chercheurs et de chercheuses liés aux changements climatiques

Cette liste a été dressée avec la contribution des partenaires de Collectivités ZéN Gaspésie. Elle n'est certainement pas complète et compte tenu du contexte qui entoure l'urgence climatique, elle évoluera au cours des prochaines années. Elle représente toutefois un répertoire colossal d'informations scientifiques fiables, à jour et fort pertinentes en tant qu'arrimage de notre état des lieux.

Regroupements de recherche	Axes de recherche	Liens Web
Catalyseur d'innovation pour la Transition énergétique du Québec (CITEQ)	Réseaux de membres provenant des milieux universitaires, collégiaux et de pratique (industrie) engagés dans la transition énergétique du Québec. (Affiliation à l'Escouade Énergie). Trois axes de recherche : Décentralisation, Décarbonation et Digitalisation. Note : le réseau procède à son renouvellement cette année, la programmation scientifique sera donc amenée à évoluer.	Lien
Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté, UQAM (Centre'ERE, UQAM)	Contribuer au développement d'une société qui s'engage à améliorer le réseau des relations entre les personnes, les groupes sociaux et l'environnement, en dynamisant le champ de recherche en éducation relative à l'environnement.	Lien
Centre de recherche en innovation sociale spécialisé en développement territorial durable (Ciradd)	<ul style="list-style-type: none"> - Récréotourisme durable - Occupation et développement du territoire - Vitalité et bien-être des collectivités - Adaptation aux changements 	Lien
Centre Intact d'adaptation au climat, Université de Waterloo (CIAC)	Mettre en œuvre des solutions d'adaptation aux changements climatiques concrètes, pratiques et économiques que les gouvernements, les secteurs d'activité et les Canadiens peuvent adopter.	Lien
Chaire de recherche du Canada en économie écologique (CRCECOECO)	A pour objectif de mieux comprendre et de mesurer la contribution de la biodiversité et des écosystèmes au bien-être humain.	Lien
Chaire de recherche du Canada sur la résilience des forêts face aux changements globaux UQO (CEF)	Élaborer des approches d'aménagement forestier novatrices et mieux utiliser la diversité des forêts pour maintenir leur résilience et leur productivité face aux changements globaux.	Lien Lien CEF

Regroupements de recherche	Axes de recherche	Liens Web
Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM	Le programme de la Chaire s'articule autour de deux questions de recherche : - La pérennisation : Quels sont les facteurs qui permettent aux initiatives locales pour la transition de réussir des transformations sociales et écologiques dans la durée ? - La structuration : Comment ces initiatives peuvent-elles s'institutionnaliser afin de générer une transformation à plus large échelle ?	Lien
Chaire en éco-conseil, UQAC	- Réduire à la source les émissions de gaz à effet de serre; - Atténuer les effets des émissions passées ou inévitables (Carbone boréal); - S'adapter face aux changements climatiques.	Lien
Chaire Littoral (U Laval)	Aussi nommée la Chaire de recherche en partenariat Sentinelle Nord en approches écosystémiques de la santé - Innover en recherche et mieux comprendre les effets complexes des changements environnementaux sur la santé; - Agir en prévention aux échelles locales, régionales et internationales; - Renforcer la résilience des communautés aux changements globaux; - Promouvoir des écosystèmes en santé afin de soutenir la santé et le bien-être des populations autochtones et côtières.	Lien
Changements climatiques et environnement, UdeS	Contribuer à la mise en place de solutions économiques et pérennes face à des problèmes écologiques et sociétaux.	Lien
Escouade Énergie	Regroupement des CCTT en transition énergétique. L'escouade énergie travaille avec vous pour atteindre les cibles de diminution des émissions de gaz à effet de serre du Québec et faciliter la transition vers une économie plus sobre en carbone.	Lien
Groupe de recherche ARIACTION	Équipe de recherche issue de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal qui consacre ses recherches aux thématiques de la vulnérabilité, de l'adaptation et de la résilience dans les milieux de vie.	Lien

Regroupements de recherche	Axes de recherche	Liens Web
Institut de recherche sur les zones côtières (VALORÈS)	Unités d'affaires et de recherche dans les secteurs de l'aquaculture, des pêches, de la tourbe, des petits fruits, les sols, l'adaptation aux changements climatiques et le développement durable.	Lien
Institut des Sciences de la Forêt tempérée, UQO (ISFORT)	Problématiques associées (i) au fonctionnement des écosystèmes, (ii) à la caractérisation et au suivi des ressources naturelles et (iii) au développement d'approches novatrices pour la mise en valeur des ressources naturelles des forêts tempérées.	Lien
Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)	Le champ d'activités portant sur l'adaptation aux changements climatiques s'articule autour de quatre grands thèmes : les événements météorologiques extrêmes, les îlots de chaleur urbains, les maladies zoonotiques et vectorielles, ainsi que l'intervention clinique et sociale.	Lien
Laboratoire de dynamique et de gestion intégrée des zones côtières, UQAR (LDGIZC, UQAR)	- Déglaciation et variations du niveau marin relatif - Dynamique côtière récente et actuelle - Gestion intégrée des zones côtières	Lien
Marine Environmental Observation, Prediction and response Network (MEOPAR)	Organisme indépendant à but non lucratif, le réseau MEOPAR finance la recherche, forme des étudiants, mobilise les connaissances et forme des partenariats dans le domaine des risques et de la résilience marins.	Lien
Nergica	Centre de recherche appliquée qui stimule l'innovation en matière d'énergies renouvelables.	Lien
Observatoire québécois de l'adaptation aux changements climatiques (OQACC)	Les axes de recherche s'articulent autour de la mesure de l'adoption des comportements d'adaptation individuels et organisationnels aux changements climatiques.	Lien
Ouranos	Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques	Lien
Réseau Inondations InterSectoriel du Québec (RIISQ)	Développement de recherches transdisciplinaires de pointe sur la gestion des risques d'inondations et leurs conséquences dans un contexte de changements climatiques.	Lien

Regroupements de recherche	Axes de recherche	Liens Web
Réseau Québec Maritime (RQM)	<ul style="list-style-type: none"> - Santé des écosystèmes; - Santé, bien-être et vitalité des communautés humaines; - Surveillance, sûreté et sécurité maritime; - Transport maritime durable et intelligent; - Ressources et économie maritime durable. 	Lien